

Des aliénations à fonds perdu

ou sous réserve d'usufruit

au profit de successibles en ligne directe

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

sera soutenu le Vendredi 19 Janvier 1912

PAR

J. LARRUE

Président : M. CAPITANT, professeur

Suffragants { *MM. PLANIOL, professeur*
PERCERON, agrégé

PARIS

IMPRIMERIE TYPOGRAPHIQUE A. DAVY

52, RUE MADAME

1911

THÈSE POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Des aliénations à fonds perdu ou sous réserve d'usufruit au profit de successibles en ligne directe

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS
sera soutenu le Vendredi 19 Janvier 1912

PAR

J. LARRUE

Président : M. CAPITANT, professeur

Suffragants { *MM. PLANIOL, professeur*
PERCERON, agrégé



PARIS

IMPRIMERIE TYPOGRAPHIQUE A. DAVY

52, RUE MADAME

1911

MEIS ET AMICIS

BIBLIOGRAPHIE

- ARON. — Etude sur les lois successorales de la Révolution. *Nouvelle Revue Historique*, 1901, p. 484 et 585 ; 1903, p. 673.
- AUBRY ET RAU. — Cours de Code civil, 4^e édition, t. VII.
- BAUDRY LACANTINERIE ET COLIN. — Donations et testaments, t. I.
- BEAUTEMPS-BEAUPRÉ. — Quotité disponible. *Thèse, Paris*, 1847.
- BONNET. — Traité des partages d'ascendants. Paris, 1874.
- BOURDOT DE RICHEBOURG. — Coutumier général.
- COIN-DELISLE. — Donations et testaments, Paris, 1841.
- DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE. — Cours analytique de Droit civil, t. IV.
- DEMOLOMBE. — Traité des Donations, t. II.
— Traité des Successions, t. IV.
- DURANTON. — Cours de Droit Français suivant le Code civil, 4^e éd., t. VII.
- FENET. — Recueil des travaux préparatoires, Paris 1836.
- GENTY. — Des partages d'ascendants, Paris 1850.
- GRENIER. — Donations et testaments. Revu par Bayle Mouillard, Clermont-Ferrand, 1847.
- HUC. — Commentaire théorique et pratique du Code civil, t. VI.
- HUC ET ORSIER. — Le Code Italien et le Code Napoléon, Paris 1868.
- LAURENT. — Principes de Droit Français, t. XII et t. XV.
- LEVASSEUR. — Quotité disponible. Paris 1805.
- LOGRÉ. — Législation Civile Commerciale et Criminelle. *Code civil*. Paris 1808, t. V et t. XI.
- MALEVILLE. — Analyse raisonnée de la discussion du Droit civil, 3^e éd.
- MARCADÉ. — Explication théorique et pratique du Code Napoléon.
- MERLIN. — Répertoire V^{ls}. fonds perdu — vente à fonds perdu — Réserve, Paris 1809, Questions de Droit v^o vente à fonds perdu. Paris 1810.
- SAINTESPÈS-LESCOT. — Donations et testaments, t. II. Paris 1861.
- SIREY. — Lois civiles ou Code civil intermédiaire. Paris 1810.
- TOULLIER. — Droit civil Français, t. V. Paris 1830.
- TROPLONG. — Donations et Testaments, t. II, Paris 1835.
- VERMEIL. — Code des Successions, Paris an XI.
- VERNET. — Quotité disponible. Paris 1855.

INTRODUCTION

Le 8 avril 1854, par devant M^e Horpin, notaire, à Mansigné, un veuf, Louis Touchet, vendait à ses trois enfants la presque totalité de ses biens moyennant une rente viagère de 200 francs par an et en se réservant l'usufruit de certains des immeubles vendus.

La vente avait pour but d'apaiser le mécontentement des trois enfants, indignés, et plus encore alarmés par l'intention de se remarier qu'avait manifestée leur père, intention cependant tout honorable le mariage projeté devant légitimer un enfant que Louis Touchet avait eu de sa domestique quelque temps auparavant.

La vente faite, le mariage célébré, la concorde semblait devoir désormais régner dans la famille. Il n'en était rien. A la mort du père, le fils légitimé Auguste Touchet attaqua la vente du 8 avril 1854 comme portant atteinte à ses droits sur l'héritage paternel (1).

Demande singulièrement hasardeuse. Comment ce fils va-t-il démontrer que cet acte, en apparence une vente,

(1) Cour d'Angers, 13 août 1879, D. 80. 2. 137. S. 79. 2. 334.

masque ou plutôt masquait au jour où il a été passé un avantage indirect au profit de ses frères ? comment va-t-il faire connaître au tribunal l'importance exacte de cet avantage ? C'est cette double preuve que lui réclame l'article 853 du Code civil pour que, sa prétention admise, il puisse exiger de ses cohéritiers le rapport à la succession de cette valeur.

Si d'autre part une dispense de rapport résulte des termes ou des circonstances de l'acte ; si c'est la réduction de la prétendue donation que demande Auguste Touchet ; il lui faudra faire la preuve du déguisement, ensuite établir la valeur de la libéralité « d'après l'état des biens au jour du contrat et leur valeur au temps du décès de son père » (art. 922. C. civ.). C'est cette valeur qui, jointe à celle des autres dispositions à titre gratuit permettra de constater si la réserve est entamée, s'il y a lieu à réduction.

C'est bien ainsi qu'il faudrait procéder s'il ne s'agissait pas d'une aliénation à charge de rente viagère, c'est là le droit commun auquel déroge doublement l'article 918 du Code civil lorsqu'il s'agit d'une vente à fonds perdu.

En réalité, le demandeur n'aura pas à prouver l'existence d'une libéralité, ni à en montrer l'importance ; la vente a été faite à fonds perdu, ou sous réserve d'usufruit, c'est un successible en ligne directe qui a été l'acquéreur : la pleine propriété des biens aliénés sera considérée comme donnée. Présomption sévère qui entraînera de bien graves conséquences pour les prétendus

donataires astreints à rapporter... Non pas ! une seconde présomption vient dans une certaine mesure tempérer la première, cette donation est censée dispensée de rapport et soumise seulement à la réduction.

C'est là le sens de l'article 918 qui ordonne que : « La
« valeur en pleine propriété des biens aliénés soit à
« charge de rente viagère, soit à fonds perdu ou avec
« réserve d'usufruit sera imputée sur la portion dispo-
« nible et l'excédent s'il y en a, sera rapporté à la
« masse. »

« Cette imputation et ce rapport ne pourront être de-
« mandés par ceux des autres successibles en ligne
« directe qui auraient consenti à ces aliénations, ni dans
« aucun cas par les successibles en ligne collatérale. »

Quelle est l'origine de ce texte, à quelles aliénations il s'applique, et sous quelles conditions, quels sont ses effets ; comment on peut, dans une certaine mesure, écarter son application ; enfin quels résultats heureux ou fâcheux il produit, quelle est son utilité ; voilà ce que nous allons étudier.

PREMIÈRE PARTIE

Origine et histoire de l'article 918 du Code civil

CHAPITRE PREMIER

La loi du 17 nivôse an II.
Origine. Applications. Abrogation.

§ 1^{er}

Dans l'ancien Droit, les distinctions suivant l'origine et la nature des biens, en propres et acquêts, biens nobles et roturiers, les privilèges d'aînesse et de masculinité aboutissaient à des inégalités considérables entre les lots des divers cohéritiers.

Lorsque les lois du 15 mars 1790, du 8 avril 1791, du 17 nivôse an II (6 janvier 1794) eurent aboli les unes après les autres ces coutumes, qui n'étaient plus d'accord avec les institutions politiques et les doctrines éco-

nomiques de l'époque, pour y substituer le principe du partage strictement égal entre tous les cohéritiers appelés à une même succession : on put craindre que la force d'habitudes séculaires et la haine du régime nouveau n'entraînassent à reconstituer pièce à pièce le droit nobiliaire ancien et la féodalité.

De cette crainte naquit tout un système de prohibitions et de nullités : annulation de toute clause impérative ou prohibitive portant atteinte à la liberté religieuse ou au droit de se marier, etc... (1), prohibition des substitutions fideicommissaires (2), prohibition des libéralités préciputaires au profit des successibles.

Cette dernière interdiction la seule qui nous intéresse aurait été relativement facile à éluder, — les donations déguisées ou par personnes interposées sont de tous les temps, — si le législateur de l'an II n'avait pris des mesures pour éviter pareille éventualité.

Les aliénations à fonds perdu étaient, disait-on, fréquemment employées pour dissimuler des libéralités (4); rien de moins surprenant : le fait du paiement ou du non-paiement de prestations périodiques de faible valeur, car elles sont nécessairement prises sur les reve-

(1) Loi des 5-12 Septembre 1791.

(2) Loi du 14 novembre 1792.

(3) Loi du 17 nivôse an II. *art.* 16.

(4) Vermeil. Code des Successions. Explic. sur la loi de nivôse, I. 1. 8.

« Un pareil usage (des aliénations à fonds perdu) n'a été trop longtemps qu'une source de donation déguisées et qui avaient pour but d'avantager un de ses héritiers plus que les autres. »

nus de celui qui les paie, immédiatement dépensées par celui qui les reçoit, passe nécessairement inaperçu des tiers et la fausseté des quittances ne peut être prouvée par aucun moyen.

Le remède fut vite trouvé, aussi simple que radical : les aliénations à fonds perdu sont souvent frauduleuses quand elles sont consenties à des successibles, désormais, elles seront toujours nulles. La brutalité du procédé intimida cependant les auteurs de la loi qui y apportèrent un tempérament : ces aliénations seraient valables si les premiers intéressés, les héritiers probables lésés couvriraient de leur consentement.

C'est là tout l'article 26 de la loi du 17 nivôse an II :
« Toutes donations à charge de rentes viagères, toutes
« ventes à fonds perdus en ligne directe ou collatérale
« à l'un des héritiers présomptifs ou à ses descen-
« dants (1), sont interdites, à moins que les parents du
« degré de l'acquéreur ou de degrés plus prochains n'y
« interviennent et n'y consentent. »

« Le texte ajoute : « Toutes celles faites sans ce concours
« depuis et compris le 14 juillet 1789, aux personnes de
« la qualité ci-dessus désignée sont annulées sauf à l'ac-
« quéreur à se faire rapporter par son vendeur ou par
« ses héritiers, tout ce qu'il justifiera avoir payé au delà
« du juste revenu de la chose aliénée, le tout sans pré-
« judice des coutumes ou usages qui auraient invalidé
« de tels actes passés même avant le 14 juillet 1789. »

(1) Il fallait prévoir la fraude élémentaire l'interposition de personnes.

Cette rétroactivité s'expliquait très simplement dans la pensée de ses auteurs, à les croire, il n'y avait même aucune rétroactivité ; en s'emparant de la Bastille, le peuple avait proclamé les grands principes du droit nouveau l'application de ces principes, en l'espèce la loi de nivôse, devait logiquement avoir effet à partir de cette proclamation : « La loi, disait-on, ne fait que développer
« les principes proclamés dès lors par un grand peu-
« ple qui se ressaisissait de ses droits, l'effet rétroactif
« commencerait là seulement où l'on dépasserait cette
« limite. » De là le second alinéa de l'article 26.

Tous les autres contrats à titre onéreux restaient permis et valables même lorsqu'ils étaient conclus avec des héritiers présomptifs, sauf à ceux qui les prétendraient frauduleux, à prouver que ces actes n'avaient d'onéreux que l'apparence, qu'ils n'étaient au fond que des libéralités prohibées.

A. — La défense d'avantager les successibles, de leur faire une part meilleure que leur part légitime *ab intestat*, n'était pas chose nouvelle ; on la trouvait déjà dans certaines des anciennes coutumes, celles que nous appelons aujourd'hui coutumes d'égalité parfaite, celles d'Anjou, du Maine, de Touraine (1) qui obligeaient l'héritier donataire à rapporter à la succession tout ce qu'il avait reçu du défunt, même s'il renonçait.

Mais même dans ces coutumes les plus rigoureuses

(1) Cout. de Touraine, art. 302. « Personne coutumière (c'est-à-dire roturière) ne peut par donation encore que ce fust en faveur du mariage, vendition, arrentement, eschange ou autrement faire la condition d'un de ses héritiers meilleure ou pire que l'autre ».

de toutes, les contrats onéreux de toutes natures restaient permis entre personnes appelées à la succession l'une de l'autre ; et quand la loi de nivôse adopta le système, et obligea au rapport tout héritier donataire même renouçant ; la présomption de fraude dont elle frappait certaines aliénations à titre onéreux et la nullité qui en était la conséquence étaient des innovations.

Merlin et Grenier (1) cependant, affirment que certaines coutumes avaient « des règles fixes » relatives aux aliénations à fonds perdu qui, dans la plupart, n'étaient traitées comme des donations qu'une fois faite la preuve du déguisement, selon le droit commun. A quoi ont-ils voulu faire allusion ? peut-être à l'article 450 de la coutume de Normandie (2) : « Donation faite de tous les
« biens à la charge d'aliments par démission ou autrement, n'est valable que jusques à la concurrence du
« tiers, sauf à déduire les aliments sur les meubles et
« fruits des deux autres tiers ».

Cette quotité du tiers était dans la coutume normande la part des biens immeubles dont on pouvait disposer à titre gratuit (3). Or, la loi de nivôse réduisait à rien le disponible au profit des héritiers ; la règle de la coutume de Normandie devait, par suite, se transformer en une prohibition (4).

(1) Merlin Répertoire V^o Réserve, sect. 3 § 3. n^o 4. Grenier Donations IV, p. 640.

(2) Bourdot de Richebourg, t. IV.

(3) Cout. de Normandie, art. 431.

(4) Le changement inverse s'est produit quand le Code a repris la règle de la loi de nivôse.

Mais cette idée se heurte à de graves objections. La coutume de Normandie parle, il est vrai, d'une sorte d'aliénation à fonds perdu, le bail à nourriture qui se rapproche de la vente à rente viagère comme l'échange se rapproche de la vente ordinaire (1), mais elle a soin de la qualifier donation ; d'autre part, la disposition n'est pas restreinte au cas où l'acquéreur est un successible. Par suite, en réduisant à la quotité disponible une *donation*, et en permettant au donataire de récupérer la valeur des charges qui ont diminué l'étendue de la libéralité, l'article 450 de la coutume normande ne fait qu'appliquer le droit commun. Au contraire, la loi de nivôse à côté des *donations* à charge de rente viagère, que l'article 16 suffisait à prohiber, parle des *ventes* à fonds perdu qu'elle annule comme masquant des libéralités lorsqu'elles sont faites à un héritier présomptif ou à ses descendants ! Cette présomption de fraude n'existe pas dans la coutume normande.

B. — Peut-être encore Merlin et Grenier pensaient-ils à la jurisprudence de certains Parlements qui ne considéraient comme valables les contrats à titre onéreux conclus entre un père et son fils qu'autant qu'il apparaissait : en premier lieu : que le fils avait par lui-même des ressources suffisantes pour satisfaire à ses obligations ; en second lieu, que les deniers dûs au père lui avaient vraiment été versés, et avaient été employés à son profit.

(1) Planiol, t. III, n° 2136. Trib. de la Seine, 2 mars 1898. Toulouse, 22 janvier 1900, D. 1901, 2. 145.

Mais alors l'affirmation de Grenier et de Merlin est à plusieurs points de vue inexacte. D'abord, il ne s'agit pas d'une règle coutumière (1), mais d'une règle jurisprudentielle, ensuite il ne s'agit pas des seules aliénations à fonds perdus, mais de tous les contrats onéreux, enfin la présomption bien plus large, quant aux actes qu'elle vise est bien plus restreinte quant aux personnes, un père et son fils, et non des successibles quelconques. D'ailleurs, une preuve facile écarte la règle, alors que sous la loi de nivôse, seul le consentement de tous les cohéritiers présomptifs peut valider l'aliénation.

C'est pourtant l'analogie la plus proche que j'aie pu relever entre l'ancien Droit et la loi de nivôse ; les deux règles ont le même but et dérivent du même esprit de méfiance que nous retrouverons encore dans les travaux préparatoires du Code civil.

C. — La seconde disposition de l'article 26 de la loi de nivôse, celle qui écarte la nullité au cas où les parents proches ont consenti à l'aliénation présente une ressemblance plus directe avec certaines des anciennes règles coutumières.

C'est ainsi que dans la coutume de Boullenois, le père ou la mère qui voulait donner à l'un de ses puînés, un de ses immeubles propres : « un des héritages

(1) Grenier, Donations t. IV, p. 296. « Dans l'ancienne législation, excepté dans quelques *coutumes* particulières, il n'y avait point de règles fixes sur le sort de ces aliénations (à fonds perdu) faites à des successibles ».

« à eux succédés de leurs prédécesseurs », ne pouvait rendre valable une telle donation qu'en y faisant consentir leur fils aîné, ou à défaut d'enfant mâle leur fille aînée : « La coustume de la dite comté est telle que se
« entre vifs ou en dernière volonté, aucun don est fait
« par les père ou mère à leurs enfans puisnez, d'aucuns
« héritages à eux succédez de leurs prédécesseurs, ou-
« tre leur quint naturel, il convient avant que le dit don
« soit de valeur, qu'il soit consenti par l'aisné fils s'il y
« a enfant masle, et se non par la fille aînée qui en ce
« cas est l'héritier apparant (1). »

L'article suivant (59 dans l'ancienne coutume) généralise cette règle qui, tout à l'heure, garantissait à l'aîné son préciput d'aînesse et en fait une règle générale garantissant les droits héréditaires de tout « héritier apparant », nous disons aujourd'hui héritier présomptif (2)
« La coustume générale de ladite comté est telle qu'a-
« vant ce qu'aucun puisse valablement donner ses hé-
« ritages à luy venus de ses prédécesseurs, à autre per-
« sonne qu'à son héritier apparant, il faut que ledit
« don soit fait du consentement de son dit héritier ap-
« parant, ou autrement, par ladite coustume, ledit don
« est nul et ne peut sortir aucun effet au préjudice dudit
« héritier apparant. »

Ainsi, pour qu'une donation quelconque (3) puisse

(1) Cout. de Boullenois, art. 58 (nouv. cout. art. 91), dans Bourdot de Richebourg, t. I. p. 32.

(2) Les Anglais ont gardé la vieille expression : « heir apparent ».

(3) Plus exactement une donation d'immeuble ; c'est une suite de l'adage : « Vilis mobilium possessio ».

dépouiller de tout ou partie de ses droits l'héritier présomptif, il faut que ce don ait été approuvé par lui, qu'il y ait consenti ; or, que trouvons-nous dans la loi de nivôse ? une donation ou du moins un acte considéré comme tel, qui ne pourra produire effet que si l'héritier ou les héritiers présomptifs qu'elle lèse y ont consenti.

Ces dispositions de la coutume de Boullenois ne sont qu'une trace de cette volonté de maintenir les biens dans les familles qui créa la dévolution spéciale des propres et le retrait lignager, et cette obligation pour tout propriétaire désireux de vendre un de ses propres, d'offrir le contrat à ses proches ou tout au moins de leur demander leur consentement. Cette obligation qui, dans plusieurs coutumes, précéda le retrait lignager se maintint jusqu'à la fin de l'ancien Droit dans certaines coutumes du Nord (1) et a peut-être aussi bien que les articles 58 et 59 de la coutume de Boullenois servi, sans peut-être qu'il en ait bien nettement conscience, de modèle au législateur de l'an II.

Mais si l'on peut ainsi trouver de lointaines ressemblances de détail entre l'ancien droit et l'article 26 de la loi de nivôse, la présomption de fraude qui en est la base essentielle et la nullité qui en est la sanction, sont purement originales.

(1) Cout. de Boullenois. art. 63. (124 nouv. cout.), c. de Ponthieu, art. 19, c. de Montreuil-sur-Mer, art. 52 et 53, c. de Saint-Omer, art. 60, ds. Bourdot de Richebourg, t. I. p. 85, 143, 287.

§ 2.

La loi du 17 nivôse an II ne resta pas longtemps en vigueur, l'application des dispositions rétroactives qu'elle contenait, fut suspendue quelques mois après sa promulgation par la loi du 9 fructidor an III ; la partie de la loi relative aux donations fut abrogée par la loi du 4 germinal an VIII. Cependant cette brève durée fut suffisante pour que pussent naître quelques controverses ; et si les commentaires doctrinaux furent rares, les arrêts de jurisprudence qui nous ont été conservés sont assez nombreux.

Cette jurisprudence eut une certaine influence sur les rédacteurs du Code, qui, cependant ne tranchèrent pas toutes les questions qui s'étaient présentées dans la pratique, de sorte que les mêmes difficultés reparurent sous l'empire du Code civil ; ce sont là d'excellentes raisons d'étudier cette jurisprudence et c'est ce que nous allons faire.

A plusieurs reprises, les juges hésitèrent sur le sens exact de la loi ; selon la règle alors en vigueur (1), ils demandèrent au législateur de préciser certaines dispositions d'où les deux lois interprétatives du 22 et du 23 ventôse de l'an II.

Ces lois furent publiées avec un commentaire, dans le « Code des successions », où le citoyen Vermeil, plus

(1) Loi des 16, 24 août 1790, titre II, art. 12.

tard membre du tribunal de cassation¹ réunit tous les textes législatifs de l'époque qui ont trait aux successions. Le commentaire de la loi de nivôse qu'on trouve dans cet ouvrage, est assez bref, bien que son auteur ait assisté à la préparation de cette loi.

Ce commentaire, les textes législatifs et les arrêts ou jugements qui nous ont été conservés : voilà les matériaux de notre étude.

I. — L'article 26 prohibe « toutes donations à charge de rentes viagères et toutes ventes à fonds perdu, faites en ligne directe ou collatérale à des héritiers présomptifs. » Cette prohibition est la conséquence et la sanction du principe d'égalité absolue entre cohéritiers que proclame la loi de l'an II. C'est le motif déclaré par le législateur lui-même dans la loi interprétative du 22 ventôse an II ; dans sa réponse à la 55^e des questions posées par les tribunaux, il dit : « Que la loi anéantit entre successibles les ventes à fonds perdu, même celles faites depuis le 14 juillet 1789, parce qu'elles sont trop fréquemment une source de donations déguisées. »

L'article 26 nous apparaît donc comme le corollaire de l'article 16 de la même loi de nivôse, qui interdit les donations préciputaires aux successibles.

La nullité, sanction nécessaire de cette prohibition, sera dans bien des cas, injuste ; le contrat peut être vraiment onéreux, pour partie peut-être ou pour le tout ; la libéralité, si vraiment il y en a une, peut ne représenter qu'une part infime du bien aliéné ; le prétendu dona-

leur a peut-être reçu de l'acquéreur des prestations importantes, cette fraction vraiment onéreuse du contrat va être, contre toute justice, traitée comme une donation. Pourquoi ne pas diviser l'acte : frapper de nullité comme donation, ce qui, en réalité est une donation, et laisser produire effet à ce qui est vraiment un contrat onéreux, parfaitement légitime, et ne contrevient à aucune loi. Ce serait la stricte équité. C'est encore la loi de ventôse qui nous fournit l'explication de cette rigueur : « Les bases d'estimation manquent », nul ne sait la valeur des prestations qui ont été ou seront payées, nul ne sait la durée de la vie de l'aliénateur qui est la mesure de ces prestations.

L'article 26 de la loi de nivôse se justifie donc aux yeux de ses auteurs par ce double motif :

D'une part, l'aliénation d'apparence onéreuse voile peut-être une libéralité, les arrérages de la rente viagère sont peut-être purement fictifs. Personne ne peut savoir si, en réalité, ils sont payés ; la situation apparente des parties n'étant pas modifiée ; il ne subsiste d'autres traces de paiement que les quittances, et quelles garanties de sincérité offrent-elles ? (1).

D'autre part, la valeur de la rente est peut-être très inférieure à celle du bien aliéné, et dans ce cas, si les arrérages sont régulièrement payés, ce qui est improbable, l'acquéreur bénéficie de cette différence, et il est

(1) Cf. Paris 28 pluviôse, an X, S. t. II. 2. 152. Devilleneuve 1791. an XII. 2. 56. et Civ. 21 ventôse, an XII, S. t. V. 1. 247. Devilleneuve an XIII. 1808, 1. 83. D. an XIII, p. 297.

impossible à quiconque d'estimer la valeur de cet avantage pour scinder le contrat : l'annuler pour ce qui est libéralité, et lui laisser produire effet pour ce qui est onéreux. Il faut donc l'annuler tout entier.

Ce sont ces mêmes motifs que fait valoir Vermeil, quand il dit (1) : « Cependant, un pareil usage n'a été
« trop longtemps qu'une source fréquente de donations
« déguisées et qui avaient pour objet d'avantager un
« de ses héritiers plus que les autres ; voilà la raison
« pour laquelle la loi nouvelle, dont un des principaux
« objets a été de maintenir entre eux l'égalité, anéantit
« les donations de ce genre (2). »

La présomption de gratuité qui est la base de la prohibition peut évidemment se trouver fausse, le contrat peut être loyal, les prestations réciproques peuvent être sensiblement de même valeur ; c'est l'inévitable conséquence de la présomption légale : « *Sumitur ex eo quod plerumque fit.* »

C'est de ce double motif que dérivent les conditions d'application, les effets de l'article 26, enfin le moyen qu'offre la loi d'en éviter les conséquences.

II. — Les conditions sans lesquelles il n'y aura pas de nullité sont de deux sortes, les unes relatives à la nature de l'aliénation, les autres relatives aux personnes entre lesquelles est passé le contrat.

a) Le législateur redoute que la faible valeur de pres-

(1) Code des Successions. Explication sur la loi de nivôse, Ch. I. sect. I. § 8.

(2) Cf. civ. 21 ventôse, an XII, D. an XIII, p. 297.

tations périodiques et viagères permette de masquer une libéralité : seront donc seules frappées de nullité les aliénations dans lesquelles le prix du bien aliéné se présentera sous cette forme dont le type et l'exemple courant est la rente viagère. Ce sont les aliénations à fonds perdu.

C'est donc moins la nature du contrat qui est prise en considération que la nature du droit qui remplace dans le patrimoine du vendeur, le bien aliéné. Qu'importe alors que l'acte ait été qualifié donation ou vente? du moment que le bien sorti du patrimoine de l'aliénateur n'y est remplacé que par un droit viager, la présomption doit s'appliquer, la fraude est possible, aussi le texte parle-t-il de « *donations à charge de rente viagère ou de ventes à fonds perdus* ».

Ces termes étaient, semble-t-il, suffisamment précis pour qu'aucune controverse ne s'élevât à leur sujet. Cependant, certaines décisions judiciaires n'hésitèrent pas à étendre la nullité prononcée par l'article 26, au cas d'une aliénation pour un prix payé comptant, mais faite sous réserve de l'usufruit en la considérant comme « *équipollente à une vente à fonds perdu* ».

Il est pourtant évident que la vente d'une nue-propriété, pour un prix en capital, ne peut être traitée autrement que la vente moyennant un capital de la pleine propriété, le droit vendu a seul changé. Il n'y a fonds perdu que lorsque le bien ou le droit quelconque aliéné est échangé contre un droit viager, en sorte que l'aliénateur « *ayant mangé son bien avec son revenu* », ses

héritiers n'en retrouveront rien dans sa succession ; c'est pour eux que le fonds est perdu (1).

Dans l'hypothèse qui nous occupe, le vendeur reçoit de l'acquéreur le prix en capital de la nue-propriété : c'est-à-dire la valeur du bien en propriété diminuée de la valeur de la jouissance jusqu'au décès du vendeur. A son décès, ses héritiers trouvent, dans sa succession, ce capital, la seule chose qu'ils puissent réclamer, car ils n'avaient aucun droit à la jouissance du vivant de leur auteur. Il n'y a pas fonds perdu, l'article 26 de la loi de nivôse est inapplicable.

Cependant, une sentence arbitrale citée par Merlin dans ses questions de Droit (V^o vente à fonds perdu), appliqua ce texte, elle fut infirmée par le tribunal de cassation, le 24 frimaire an V, car « la vente en question n'était point une vente à fonds perdu, puisque la vendeuse en a reçu le prix dont elle a donné quittance par le contrat même ». C'était appliquer purement et simplement, le principe que les dispositions prohibitives sont d'interprétation stricte. Ce jugement du tribunal de cassation ne réussit pas à fixer la jurisprudence, le tribunal de cassation fut de nouveau appelé à statuer sur la question et le 23 brumaire an XII, il rendit un jugement dont les motifs méritent d'être rapportés à raison de leur netteté : « Le tribunal : vu l'article 26 de la loi du 17 nivôse an II, vu l'article 55 de

(1) V. Dictionnaire de l'Académie.

Denizart. V^o Fonds.

Merlin. Répertoire V^o Fonds perdu. et V^o vente à fonds perdu.

« la loi du 22 ventôse suivant : attendu que le jugé-
« ment attaqué n'a pris pour base ni lésion, ni défaut
« de paiement, ni aucun des vices qui peuvent faire an-
« nuler les contrats, mais a seulement jugé en point de
« droit, que la réserve d'usufruit dans un contrat de
« vente est une disposition aléatoire qui fait participer
« le contrat de la nature d'un contrat de vente à fonds
« perdu ; attendu que le contrat dont il s'agit, ne pré-
« sente aucune trace de fonds perdu ; puisque la nue-
« propriété, seul et unique objet aliéné par ce contrat,
« est vendue pour un prix payé comptant, d'où il suit
« que le jugement attaqué a faussement appliqué l'ar-
« ticle 26 de la loi du 17 nivôse an II, et violé l'article
« 55 de celle du 22 ventôse suivant ; casse... (1). »

Par la suite, tous les tribunaux écartèrent l'appli-
cation de l'article 26 à la vente sous réserve d'usufruit ;
une fois encore, la Cour de cassation fut saisie de cette
question, elle se borna à un bref rappel de principe :
« Attendu que les ventes avec réserve d'usufruit ne sont
« pas prohibées par l'article 26 de la loi du 17 nivôse
« an II. (2). » (Cass. 27 avril 1808.)

Le même arrêt de 1808 résolvait une autre question.
L'acte litigieux transférait à l'acquéreur la propriété
d'un bien moyennant paiement à la femme du vendeur
d'une rente viagère, au cas où elle survivrait à son

(1) Merlin. Questions de Droit v^o vente à fonds perdu et D. an XII,
p. 156.

(2) Cass. 27 avril 1808. Devilleneuve an XIII, 1808. I. 522.

mari. L'article 26 était-il applicable à un pareil contrat ?

La convention peut s'analyser ainsi qu'il suit : 1° une donation à l'acquéreur au cas où la femme précéderait ; 2° une vente à l'acquéreur en cas de survie de la femme, accompagnée d'une donation du prix à la femme sous la même condition. Au cas de prédécès de la femme, l'acte est une donation pure et simple qui tombe sous le coup de l'article 16 de la loi de nivôse. Au cas de survie de la femme, nous nous trouvons en présence d'une vente à rente viagère, mais la rente est due à un tiers ; cette circonstance écarte-t-elle l'article 26 ? La Cour de cassation jugea en ce sens. Nous aurons plus tard à discuter cette opinion, car la question s'est de nouveau posée sous l'empire du Code civil, et a donné lieu à controverse.

β) Les aliénations à fonds perdu ne sont prohibées par la loi de l'an II, que lorsqu'elles sont consenties à des héritiers présomptifs ; celles-là seules peuvent rompre entre eux l'égalité ; cette égalité étant aussi désirable lorsqu'il s'agit de collatéraux, que lorsqu'il s'agit d'héritiers en ligne directe, la loi ne distingue pas.

Mais comme il serait très facile, pour tourner la loi, d'entasser fraude sur fraude, interposition de personnes sur déguisement, la loi interdit de vendre à fonds perdu aux proches de l'héritier présomptif. C'était le développement logique des conséquences de la prohibition ; et il est bien surprenant de constater que le législateur de l'an II s'est borné à interdire ces aliénations au profit

des descendants des successibles. Pourquoi défendre de vendre à fonds perdu au fils de l'héritier présomptif et permettre la même vente au père de cet héritier ? le danger de fraude est pourtant égal.

Très probablement, la raison est que le législateur n'a pensé qu'au cas le plus fréquent, celui où l'héritier présomptif est lui-même un descendant de l'aliénateur : dans ce cas, le successible étant le plus proche parent de l'aliénateur, on ne peut songer à interposer que les descendants de l'acquéreur.

Merlin attribue aux rédacteurs de la loi la volonté très nette de restreindre aux descendants la présomption d'interposition : Les rédacteurs de la loi, dit-il, « connaissaient parfaitement les fluctuations qu'avait essuyées l'ancienne jurisprudence sur la question de savoir si l'incapacité de la personne prohibée était applicable à son conjoint et à ses autres parents. Pour quoi n'ont-ils parlé que des enfants du successible ? Sans contredit, c'est parce qu'ils n'ont pas voulu que la prohibition s'étendît à d'autres individus (1). »

La solution restrictive de Merlin est évidemment indiscutable, cette présomption d'interposition de personnes est comme toutes les présomptions légales de droit étroit ; mais il n'est pas très vraisemblable, que les législateurs aient ainsi restreint la portée de leur disposition en parfaite connaissance de cause, car cette limitation marque un fléchissement dans le développement

(1) Reg. 6 prairial, an X. Conclusions de Merlin S. t. II. 1. 271. Devilleneuve 1791, an XII. 1.647.

rigoureusement logique des conséquences de la prohibition. L'insuffisance du mot « descendants » était à tel point évidente que bien des tribunaux tentèrent de restituer à la présomption, l'ampleur que rationnellement elle aurait dû avoir, et ce n'est pas sans hésitations qu'ils revinrent à cette application stricte du texte que commandaient les principes, et que défendait Merlin.

C'est ainsi qu'un jugement du tribunal de cassation du 23 nivôse an VIII (1) statuait en ces termes : « Vu
« l'article 26 de la loi du 17 nivôse an II et attendu que
« la prohibition des ventes à fonds perdu aux successi-
« bles n'a pour objet que d'empêcher que les biens du
« vendeur ne parviennent directement ou indirectement
« au successible ou à ses enfants, à l'exclusion des au-
« tres successibles, prohibition qu'il serait facile d'élu-
« der, si elle ne s'étendait pas au conjoint du successi-
« ble, la vente qui lui serait faite devant produire plus
« tôt ou plus tard, l'effet de transmettre le bénéfice de
« la jouissance au conjoint et la propriété à ses enfants
« et que, par conséquent, les ventes à fonds perdu fai-
« tes au conjoint du successible, doivent être considé-
« rées comme si elles avaient été faites au successible
« lui-même..... »

L'année suivante, le tribunal de cassation se déjouait (2), et, après avoir simplement constaté que l'acquéreur n'était ni successible, ni descendant de successible, écartait l'application de l'article 26. Le 4 germinal

(1) S. t. I. r. 292.

(2) Civ. 21 ventôse, an IX. Devilleneuve 1791, an XII 1.436.

an X, retour à la solution de l'an VIII, et aux mêmes motifs. Mais deux mois après, le 6 prairial an X était rendu sur les conclusions de Merlin que j'ai citées plus haut le jugement qui définitivement fixa la jurisprudence, ses motifs sont le développement des principes généraux d'interprétation : « Considérant, y est-il dit, « que l'article 26 de la loi de nivôse an II est prohibitif « et ne peut, par conséquent, s'étendre d'un cas à un « autre, considérant qu'il ne comprend que les succes- « sibles et leurs descendants et que s'il y a quelques « inconvénients à ne pas l'avoir étendu, soit à l'ascen- « dant, soit à l'époux en communauté avec le successi- « ble ; ou avec l'ascendant du successible, il y en aurait « encore davantage à créer sous le prétexte d'analogie « des prohibitions que la loi n'a pas établies... que ce « serait entreprendre sur l'autorité législative... »

L'arrêt statuait sur l'hypothèse la plus favorable à une extension, celle où le bien acquis tombe dans la communauté existant entre l'acquéreur et le successible, son conjoint, de sorte que ce successible en acquiert la moitié comme s'il avait été directement acquéreur de cette moitié ; cependant la solution ne fut plus discutée (3).

III. — Si maintenant nous supposons une aliénation qui présente ce double caractère d'être à fonds perdu,

(1) Cass. 4 germinal an X, Devilleneuve 1791, an XII 1.617.

(2) Req. 6 prairial an X, S. t. II. 1. 271. Devilleneuve 1791, an XII, 1.647.

(3) Cf. Paris 12 germinal an X, Devilleneuve 1791 an XII 2. 62. et Paris 10 fructidor an X. Devilleneuve 1791, an XII, 2. 94.

et d'être passée au profit d'un successible ; quel sera le sort de cet acte conclu en fraude de la disparition de l'article 26 ? La question est d'importance capitale, car une prohibition n'a de valeur que par la sanction qui y est attachée.

« L'article 26 se borne à établir la prohibition et ne nous dit pas ce qui adviendrait au cas où sa défense serait enfreinte. Il prononce bien la nullité, mais seulement contre les aliénations antérieures à sa promulgation, qui ont pu être faites depuis le 14 juillet 1789. Celles-là « sont annulées, sauf à l'acquéreur à se faire rap-
« porter par son vendeur ou par ses héritiers, tout ce
« qu'il justifiera avoir payé au delà du juste revenu de
« la chose aliénée. » Les rédacteurs de la loi établissent une nullité, et pour préciser encore leur volonté en développent les conséquences. L'acte est nul, il est donc censé n'avoir jamais existé, par suite, l'acquéreur devra restituer le bien et les fruits qu'il a perçus et de son côté, le vendeur devra remettre à l'acquéreur, tout ce qu'il a reçu de lui en exécution du contrat, aliments, arrérages de rente viagère, par exemple. Pour plus de simplicité, la loi de nivôse compense ces deux créances réciproques, seul le solde en sera versé s'il y a lieu, à l'acquéreur. Vermeil nous montre comment se fera ce règlement de compte dans l'hypothèse d'un bail à nourriture : « Les héritiers du donateur pourront ren-
« trer en possession des immeubles donnés, et le dona-
« taire ne pourra répéter les frais de nourriture qu'en
« faisant raison des fruits par lui perçus. »

Quant aux aliénations postérieures à nivôse an II, la loi établit une prohibition, mais ne lui donne expressément aucune sanction. Ce silence pouvait-il faire hésiter les tribunaux ? Evidemment non ; la nullité prononcée contre les aliénations antérieures n'était que l'application de la loi, et, d'autre part, la nullité est la sanction normale de toute prohibition, en matière civile. Cette règle certaine était à tel point dans l'esprit de cette époque, que lors de la discussion du Code civil, une disposition générale introduite par Portalis : « Les lois prohibitives emportent peine de nullité, quoique cette peine n'y soit pas exprimée » fut écartée comme inutile. *Qui contra legem agit nihil agit* aucune difficulté sur ce point. D'ailleurs, l'article 26 sauvegarde de l'égalité entre cohéritier était essentiellement d'ordre public, seconde raison pour qu'il soit sanctionné par la nullité. Cette nullité fut appliquée sans contestations par la jurisprudence.

β) Le texte de la loi de nivôse ne faisait aucune distinction entre les aliénations à fonds perdu ; toutes étaient traitées de même ; la loi du 23 ventôse an II vint modifier cet état de choses ; elle appliqua une règle spéciale à une classe restreinte de ces aliénations, il s'agit des donations de meubles faites à la charge de nourrir ou de loger le donateur. La loi de ventôse inspirée d'une part par le vieux brocard : « *Res mobilis res vilis* (1) », et, d'autre part, par la nécessité de laisser le donateur

(1) Cf. Vermeil. Code des Successions. Explic. sur la loi de nivôse, I. 1. 7 « Ces sortes de donations étant moins importantes... »

en possession de tous les moyens de vivre qu'il peut avoir, écarte dans ce cas la nullité.

Le donataire pourra, si le donateur est encore vivant, répudier la donation ou l'accepter ; s'il accepte, il devra en faire estimer le montant. La prisée sera faite par un expert commis par le juge de paix ; et lors du décès du donateur, le donataire devra remettre à sa succession le montant de l'estimation, ou les meubles donnés en nature, à son choix.

La loi de ventôse substituait ainsi le rapport à la nullité, transformation qui dépasse la portée d'une simple interprétation.

La solution était bien moins rigoureuse pour l'héritier qui n'a aucune raison de se plaindre, car s'il a accepté la donation, c'est qu'il la jugeait avantageuse, même dans ces conditions.

IV. — La présomption de gratuité sur laquelle repose l'article 26 de la loi de nivôse peut dans bien des cas être fausse ; l'aliénation peut être sincère, et ne présenter aucun avantage indirect ; la prohibition est alors injuste, elle restreint sans raison la liberté de contracter. Pourquoi contraindre un père obligé à vendre son bien à préférer un étranger à ses propres enfants, alors qu'il ne veut par exemple que s'exonérer d'une administration trop lourde pour sa vieillesse, et qu'il craint de ne pouvoir leur transmettre son patrimoine intact et en bon ordre.

Il était nécessaire de laisser ces aliénations légitimes et celles-là seulement produire effet : quel meilleur

moyen que de les soumettre à l'approbation des premiers intéressés les cohéritiers que lèserait la fraude ; on peut compter sur leur vigilance ils n'approuveront que les actes dont l'acquéreur ne pourra tirer aucun bénéfice illégal ; leur intérêt particulier sera le plus sûr garant de l'intérêt général que l'article 26 veut sauvegarder. Du moment que les cohéritiers auront consenti à l'acte, on peut sans danger écarter la nullité, c'est ce que fait la loi de nivôse : toutes ventes à fonds perdu « sont interdites » *« à moins que les parents du degré de l'acquéreur ou de degrés plus prochains n'y interviennent et n'y consentent. »*

Lorsque l'acquéreur est un successible il ne saurait être question que du consentement des parents du même degré que lui, il n'en est pas de plus proche la succession étant dévolue par proximité de degré. Ce sont les cohéritiers présomptifs dont l'intervention validera le contrat.

Au cas où l'acquéreur est un descendant du successible ce ne sont pas les parents du même degré que l'acquéreur qui consentiront, mais ceux du degré du successible dont il descend, qui sont de « degré plus prochain » que l'acquéreur lui-même. Ce sont encore les héritiers présomptifs ; l'acquéreur n'est d'après la loi qu'un homme de paille dont on ne tient pas compte ; l'acquéreur véritable c'est le successible, d'ailleurs, ce sont toujours les cohéritiers qui seraient victimes de la fraude, c'est à eux de dire si cette fraude existe ou non. Le consentement réclamé par la loi de nivôse n'est en somme qu'un témoi-

gnage de la loyauté des contractants ; c'est pourquoi la loi réclame non seulement le consentement mais l'*intervention* au contrat des intéressés (... n'y *interviennent* et n'y consentent, dit le texte). Il semble bien que le consentement des cohéritiers serait insuffisant s'il était postérieur au contrat. Cependant un arrêt de la Cour de Montpellier admet la validité d'une vente ainsi ratifiée plusieurs années après sa conclusion : Un père avait vendu une partie de ses biens à fonds perdu à l'un de ses enfants, en prairial an IV ; les autres enfants avaient immédiatement approuvé l'acte, sauf deux, l'un était mineur, l'autre absent. Cinq ans après, en l'an IX, le mineur devenu majeur et l'absent de retour ratifièrent la vente, ce qui ne les empêcha pas au décès du père d'invoquer contre cet acte l'article 26 de la loi de nivôse ; leur consentement était, disaient-ils, inefficace parce que tardif, il n'y avait pas eu de leur part *intervention* au contrat.

La Cour de Montpellier repoussa leur prétention ; mais son arrêt rendu le 6 janvier 1829 (1), longtemps après la promulgation du Code civil a peut-être été influencé par le texte nouveau (art. 918, c. civ.), et il n'est nullement certain que la même solution aurait prévalu au temps où la loi de nivôse était encore en vigueur, et en faveur.

(1) S. 1830. 2. 48.

§ 3.

La période durant laquelle la loi de nivôse fut en faveur, fut brève, car cette loi froissait beaucoup d'intérêts et violait plus encore de traditions.

Dès la chute de Robespierre des pétitions en grand nombre furent adressées à la Convention ; ces pétitions émanées surtout du midi de la France réclamaient l'abrogation, les unes de la loi de nivôse tout entière, les autres de l'effet rétroactif. C'est ainsi que les citoyens du Jura écrivaient : « La journée du 9 thermidor de-
« mande que vous l'acheviez, vous avez détruit la puis-
« sance des tyrans, il faut détruire aussi leurs princi-
« pes. » Le Conseil municipal de Myras (Ardèche) demandait (1) que cette loi « ouvrage de la tyrannie de
« Robespierre » fût rapportée et que les « citoyens
« eussent le droit imprescriptible de disposer de leurs
biens ». Le Conseil de Rochefort (Puy-de-Dôme) (2)
« désirait que l'assemblée rapporte une loi qui n'est
propre qu'à diviser les familles les plus étroitement
unies ». La commune de Lodève (Hérault) invitait la
Convention (3) « à faire disparaître du Code Français
« toutes les lois qui, dictées par l'infâme Robespierre, se
« ressentent de l'immoralité et de la barbarie de leurs
auteurs. » Celle du 17 nivôse est du nombre. Les citoyens

(1) II prairial, an III.

(2) 1^{er} thermidor, an III.

(3) 26 floréal, an III.

de Villeneuve-sur-Lot demandaient l'abolition de l'effet rétroactif, et la revision de la loi : « que l'effet rétroactif
« d'une loi ne trouble plus les fastes de la République ;
« et que celui donné à celle du 17 nivôse disparaisse à
« jamais ; que le surplus de cette loi soit soumis à un
« sévère examen pour y être fait telles modifications que
« la justice et une saine politique peuvent commander ».

De ces pétitions naquit une violente polémique, la loi de nivôse trouva des défenseurs, de nombreuses brochures discutèrent la question et la rendirent populaire. A la Convention la discussion fut acharnée. Les partisans convaincus de la loi de nivôse nièrent même l'existence d'un effet rétroactif, nous connaissons déjà leur argument (1) ; mais ils eurent des adversaires tenaces pour démontrer cette rétroactivité. Ces derniers triomphèrent, moins peut-être à raison des arguments de simple bon sens qu'ils firent valoir, qu'à raison de l'émotion provoquée par un discours de Merlin de Douai (2) ; qui attribua l'effet rétroactif à l'influence d'Hérault de Séchelles, qui y gagnait, prétendait-il, 80.000 livres de rente.

L'effet rétroactif écarté déjà en principe par le décret du 9 fructidor an III, fut définitivement abrogé par la loi du 3 vendémiaire an IV ; mais toutes les dispositions de la loi de nivôse qui ne réglaient que l'avenir restaient intactes. Ce ne fut que plusieurs années après, sous le Consulat, qu'y fut faite une nouvelle brèche par la loi du 4 germinal an VIII.

(1) V. p. 14.

(2) *Moniteur* du 9 floréal an III (au tome XII, p. 289).

Cette loi n'apportait aucune règle nouvelle relative aux successions *ab intestat* qui, jusqu'à la promulgation du Code Civil, restèrent sous l'empire de la loi de nivôse, mais elle étendait dans une assez large mesure la quotité disponible qu'elle faisait varier suivant le nombre et la qualité des héritiers (1); et d'autre part elle permettait de disposer au profit des héritiers présomptifs, dans la même mesure qu'au profit des étrangers (2), abandonnant ainsi la règle d'égalité parfaite qu'avait adoptée la Convention. Très brève cette loi énonce le principe nouveau, indique dans les diverses hypothèses la fraction du patrimoine dont il est permis de disposer, enfin dans son sixième et dernier article déclare : « Toutes lois *contraires à la présente* sont abrogées, néanmoins il n'est « dérogé ni à celles qui règlent l'ordre des successions « *ab intestat* ni à celles qui concernent les dispositions « entre époux. » Que devient la prohibition de l'article 26 de la loi de nivôse ; la loi de germinal n'en dit rien ; y a-t-il antinomie entre cette prohibition et la loi nouvelle, de sorte que la formule générale d'abrogation de l'article 6 de cette dernière loi suffise à faire disparaître l'article 26 ?

La question fut plusieurs fois posée devant les tribunaux qui chaque fois décidèrent que l'article 26 inconciliable avec les principes nouveaux, était par ce fait même abrogé. C'est ainsi qu'un jugement du tribunal d'appel

(1) art. 1 à 5.

(2) Art. 5.

de Paris du 28 pluviôse an X (1) confirma un jugement du tribunal de Chartres qui avait jugé en ce sens. La prohibition des aliénations à fonds perdu aux successibles n'est que le corollaire de celle des libéralités aux mêmes successibles ; elle doit disparaître avec cette dernière. C'est encore ce même raisonnement que fit la Cour de Cassation le 21 ventôse an XII (2) ; les recueils nous ont conservé tous les détails de l'affaire.

Une vieille demoiselle âgée de quatre-vingt neuf ans, vendit en l'an IX, à l'un de ses héritiers la moitié d'une ferme qu'elle possédait. La majeure partie du prix consistait en une rente viagère. Six mois après la venderesse mourait ; les autres héritiers attaquèrent la vente comme nulle en vertu de la loi de nivôse. L'acquéreur répondit que l'article 26 de cette loi comme l'article 16 tendait à maintenir entre cohéritiers l'égalité parfaite, et que l'un et l'autre avaient été abrogés par la loi du 4 germinal qui avait autorisé les héritiers à recevoir dans la mesure de la quotité disponible. Le tribunal d'Arras repoussa la demande parce que le contrat revêtu des formes légales ne contenait que des dispositions autorisées par la loi et que les demandeurs ne prétendaient même pas que les libéralités dont ils soutenaient l'existence, eussent excédé le disponible. C'était considérer l'article 26 comme abrogé. Son appel, la Cour de Douai décida qu'il avait été mal jugé, et annula la vente comme faite au mépris

(1) Devilleneuve 1791. an XII. 2. 56. S. t. II. 2. 152.

(2) S. t. V. 1. 247. D. an XIII, p. 297. Devilleneuve an XIII 1808.
1. 83.

de l'article 26 : « que la loi de germinal, disait-elle, n'a « révoqué ni expressément, ni tacitement. » Pourvoi en cassation pour fausse application de l'article 26 de la loi de nivôse et violation des articles 1, 3, 4 et 5 de celle du 4 germinal an VIII. L'acquéreur continua à soutenir que l'article 26 était abrogé : « car on ne peut concilier la liberté avec la défense de faire une même chose au profit des mêmes personnes » ; d'ailleurs, si la venderesse au lieu d'une *vente* avait fait une *donation*, cette libéralité serait valable, tout au moins à concurrence de la portion dont il est permis de disposer ; comment n'aurait-elle pas pu céder à titre onéreux ce qu'elle pouvait céder à titre gratuit ? qui peut le plus peut le moins. Les demandeurs argumentaient de ce que la prohibition de l'article 26 est plus large que celle de l'article 16 ; puisqu'elle s'étend aux descendants des cohéritiers.

Pourquoi cette différence ? on ne peut invoquer le principe d'égalité entre cohéritiers : car c'est alors l'article 16 qu'il aurait fallu étendre aux descendants plus encore que l'article 26. L'article 26 a un motif distinct de celui de l'article 16, et qui justifie cette différence ; l'acte litigieux étant partie onéreux et partie gratuit, on ne peut discerner ce qui est vente, et ce qui est donation. La loi de germinal a bien permis de disposer au profit des héritiers, mais comme la loi de nivôse elle veut qu'on se renferme dans les limites qu'elle a fixées. Comment donc saura-t-on si ces limites ont été dépassées puisqu'on ne peut savoir ce qui a été donné ? La loi de germinal laisse cette question sans réponse ; l'article 26 qui nous donne

une solution, loin d'être contraire à la loi de germinal la complète; il est donc toujours en vigueur. La Cour de Cassation repoussa ce raisonnement. Le but principal de la loi de nivôse était de maintenir l'égalité entre cohéritiers, l'extension de la prohibition aux descendants des successibles s'explique par la crainte d'une interposition de personnes. Cette prohibition, moyen de maintenir l'égalité entre cohéritiers, ne peut avoir survécu à la loi qui imposait cette égalité. D'autre part la loi de germinal dans ses articles 1 et 5 déclare que toutes les libéralités qui seront faites dans les formes légales, même à des successibles seront valables ; il est donc indifférent qu'elles soient faites sous forme de vente à fonds perdu. Quelle que soit la valeur très contestable de ce dernier argument, la solution était inattaquable.

Depuis la loi du 4 germinal an VIII, jusqu'au Code Civil, les aliénations à fonds perdu au profit d'un successible en ligne directe sont traitées comme tous les autres contrats à titre onéreux. Ils sont valables et ne sont traités comme contrats à titre gratuit qu'une fois faite la preuve de leur gratuité.

CHAPITRE II

Le Code Civil.

Les projets de Cambacérès. Le projet de Jacqueminot.
Celui de la commission de l'an VIII.

§ 1^{er}

Dès le 5 juillet 1790, l'Assemblée Constituante avait décrété que les lois civiles seraient revues et réformées « par les législateurs et qu'il en serait fait un code général de lois simples, claires et appropriées à la Constitution. »

Ce fut seulement la Convention qui tenta de réaliser la promesse de la Constituante. Le 24 juin 1793 elle décréta « que son comité de législation serait tenu de lui présenter dans le délai d'un mois un projet de Code Civil. Ce projet, lu à la Convention le 9 août 1793 entra en discussion le 22 du même mois ; il est antérieur à la loi du 17 nivôse an II. (6 janvier 1794) et ne contient aucune dis-

position relative aux aliénations à fonds perdu au profit de successibles. Ce projet pourtant très laconique fut rejeté comme trop compliqué. Un second lui succéda (2^e projet Cambacérès) qui cette fois péchait par excès de concision, il ne contenait aucune disposition sur notre sujet, et fut rejeté comme le premier.

Le 4 brumaire an IV, le Directoire remplaça la Convention. Une commission du Conseil des Cinq Cents se mit immédiatement à l'œuvre, et le 24 prairial an IV, un nouveau projet (3^e projet Cambacérès) était prêt à être discuté. L'article 549 de ce projet, plus étendu que les deux autres, emprunte à la loi de nivôse alors en vigueur depuis deux ans la prohibition de son article 26 et la reproduit dans les mêmes termes (1). Pourtant il restreint la prohibition à la ligne directe, et n'autorise pas les cohéritiers à l'écarter par leur intervention. La discussion ne fut commencée que le 9 pluviôse an V, puis suspendue un mois après, sans que l'article 549 ait été soumis aux objections du Conseil.

Le Coup d'Etat des 18-19 brumaire survint avant que la discussion ait été reprise. De nouvelles commissions furent nommées et un quatrième projet rédigé qui s'inspirait de l'expérience des trois premiers, et que Jacqueminot présenta au Conseil des Cinq Cents le 30 frimaire an VIII. A ce moment — brumaire, frimaire an VIII — la loi de nivôse était encore en vigueur, elle n'a été abro-

(1) Fenet. t. 1. p. 260. Toutes donations à charge de rente viagère, ou ventes à fonds perdu faites en ligne directe à l'un des héritiers présomptifs et à ses descendants sont interdites.

gée comme nous l'avons vu qu'en germinal de la même année, mais l'article 18 du titre « Des Donations » du projet Jacqueminot accomplissait la même réforme. Comme la loi de germinal il permettait aux héritiers présumptifs de recevoir à titre gratuit la quotité disponible (1). Dans ce système la prohibition de la loi de nivôse ne se comprenait plus (2) ; cette idée amena la commission à restreindre la nullité au seul cas où la valeur totale de l'objet aliéné, estimé en pleine propriété dépassait la quotité disponible (3). Disposition très critiquable car une donation n'est pas nulle par cela seul qu'elle excède le disponible, elle est simplement réductible. D'autre part nouveau changement : la loi de nivôse prohibait seulement les aliénations à fonds perdu, le projet Jacqueminot suivant la voie indiquée par la jurisprudence qui tendait à considérer ces aliénations comme « équipollentes à des aliénations à fonds perdu, prohibe également les ventes sous réserve d'usufruit. Cette tendance condamnée avec raison par la Cour de Cassation, le 24 frimaire an V (4), et qu'elle dut encore condamner par la suite (5), indiquait une extension nécessaire de la disposition. Cette extension que les tribunaux n'avaient pas

(1) Art. 18. La donation de la quotité, disponible, peut être faite en tout ou partie même en faveur des enfants et autres successibles du donateur.

(2) Cf. p. 39 et Cass. 21 ventôse an XII. S. tt. V. I. 247.

(3) Art. 36. titre Des Donations.

(4) V. p. 15.

(5) Cass. 23 brumaire an XII. Merlin. Questions de Droit v^o vente à fonds perdu et v^o appel.

le pouvoir de réaliser, le législateur l'introduisit dans son projet.

Les raisons en sont simples. Une aliénation de ce genre qui ne change rien aux habitudes du vendeur est à bon droit suspecte. Le vendeur n'a que bien peu d'intérêt à ce que le prix soit payé, il garde la jouissance de son bien, continue à vivre comme par le passé, il y a bien des chances pour qu'il ne réclame pas son dû, alors surtout que l'acheteur est un de ses enfants. Le plus souvent cet acte de vente restera en fait une donation. Nous retrouvons sous une forme un peu différente le premier des motifs de la loi de nivôse ; nous retrouvons également le second : Si dans la vente à fonds perdu, il est impossible de comparer la valeur des droits échangés parce que la prestation qui remplace dans le patrimoine du vendeur le bien aliéné à une valeur incertaine, dans le cas de vente sous réserve d'usufruit, c'est le bien aliéné lui-même dont la valeur est incertaine ; de sorte que bien que les deux contrats n'aient entre eux rien de commun, dans l'un comme dans l'autre on ne peut savoir s'il n'y a pas une libéralité dissimulée sous la vente.

Le projet de Jacqueminot ne fut pas discuté ; la constitution du 22 frimaire an VIII, supprima les commissions législatives. Bonaparte qui voulait que l'élaboration des Codes fût reprise aussitôt que possible, fit rendre un arrêté (24 thermidor an VIII) qui nomma la commission qui put enfin mener à bien l'œuvre entreprise.

§ 2.

Un nouveau projet fut prêt en quatre mois; on y retrouve (1) mot pour mot l'article 36 du titre des donations du projet Jacqueminot. L'œuvre de la Commission fut, avant toute discussion, soumise à l'examen du tribunal de Cassation et des Tribunaux d'appel. Beaucoup de critiques furent faites sur l'article 36 du titre Des Donations; aucune ne fut émise par le tribunal de Cassation. Certaines des objections faites portaient sur le principe même de l'article, pourtant aucun tribunal n'en demanda la suppression. Le plus grand nombre demanda le rétablissement du correctif admis par la loi de nivôse, la possibilité de valider l'acte en y faisant consentir les cohéritiers (1). Le tribunal d'appel d'Angers proposa une mesure analogue mais plus compliquée; le projet de contrat devait être notifié aux cohéritiers avec offre d'y participer. A défaut de réponse dans les trois mois, le contrat serait inattaquable. Le tribunal de Caen proposait une mesure plus compliquée encore: la personne contrainte par l'insuffisance de ses revenus de vendre à fonds perdu devait mettre son bien aux enchères entre tous ses cohéritiers de sorte qu'aucun ne pourrait se prétendre lésé puisqu'il avait les moyens de prendre sa part du bénéfice. Le tribunal d'appel d'Orléans signala une contradiction entre l'article 36 du titre des donations et l'article 16 du titre des contrats aléatoires. Ce dernier,

(1) Livre III. titre IX. art. 36. Fenet, t. II. p. 280.

(2) Tribunaux de Besançon et de Montpellier.

texte décidait que la constitution à prix d'argent d'une rente viagère ne serait considérée comme une donation déguisée que lorsque la rente serait équivalente au revenu normal du capital payé (1), ou très peu supérieure; et dans ce cas la soumettait à réduction. C'est la même règle, déclarait le tribunal, qu'il faut appliquer lorsque la rente est le prix d'un bien en nature. La critique était double. D'abord les deux articles étaient contradictoires; la contradiction disparut par la suite avec l'article 16 du titre des contrats aléatoires ; ensuite la nullité prononcée par l'article 36 n'a pas de raison d'être, le contrat est présumé donation, il faut le traiter comme une donation, le réduire à la quotité disponible et non pas l'annuler. Cette seconde critique fut également formulée par les tribunaux d'Agen, Amiens, Besançon, Dijon, Grenoble, Nîmes, et Toulouse.

Cette dernière observation fut mise à profit par les rédacteurs de la loi et le texte définitif de leur projet portait que : « la valeur en pleine propriété des biens donnés à charge de rente viagère et de ceux vendus à fonds perdus ou avec réserve d'usufruit à l'un des successeurs en ligne directe serait imputée sur la quotité disponible (2) ». Il faut remarquer que ce texte ne parle

(1) Livre III. titre 19. art. 16 : « Si la rente n'est constituée qu'au taux ordinaire de l'argent ou n'excède ce taux que de très peu de chose, le contrat est réputé avantage indirect déguisé, il n'est pas néanmoins nul... mais il est réductible, à la portion dont celui qui a fourni le fonds pouvait disposer ».

(2) Titre des Donations et des Testaments, art. 21. Fenet, t. XII. p. 300.

que de successibles en ligne directe, alors que le projet reconnaissait encore une réserve à certains collatéraux (1) ; cette discordance disparut par la suite.

Les autres observations n'eurent pas le même succès le texte nouveau n'en portait aucune trace ; il n'y était rien dit de l'effet que pourrait avoir le consentement des cohéritiers ; ni des répétitions que pourrait exercer l'acquéreur dépossédé (2).

C'est sous cette forme que le texte fut présenté au Conseil d'Etat et discuté le 28 pluviôse an XI (3) (17 février 1803). Deux des membres de la commission du gouvernement Portalis et Maleville l'attaquèrent : Maleville préconisait le système de la prohibition comme plus simple, et disait-il, moins injuste, car si ces aliénations demeurent permises, le père qui aura conclu sincèrement une vente de ce genre, sans fraude, se trouvera privé pour l'avenir de la faculté de disposer, le montant de la vente diminuant d'autant la quotité disponible. Portalis fit à l'article un autre reproche, celui de susciter des procès au lieu de les étouffer ; « la réalité des paiements fera naître des contestations ; d'autre part fera-t-on au fils, « l'injustice de ne pas lui rendre ce qu'il aura chaque « année donné au-delà des revenus qu'il a perçus ; que « de contestations en perspective ! » Cette dernière critique avait déjà été faite par le tribunal d'Orléans ; la

(1) Même titre, art. 18. Fenet t. XII. p. 299.

(2) Le Tribunal d'Orléans avait demandé qu'on lui permît de réclamer ce qu'il avait payé au delà du revenu du bien acquis.

(3) Fenet, t. XII. p. 332.

commission n'en avait pas tenu compte ; Portalis ne fut pas plus heureux ; et l'article fut adopté avec le seul amendement proposé par le conseiller d'Etat Berlier qui exceptait de la disposition les aliénations faites avec le consentement des cohéritiers ; amendement déjà proposé par les tribunaux.

Le titre des donations et des testaments fut communiqué officieusement à la section de législation du Tribunal le 10 germinal an XI (1) (31 mars 1803). Notre article fut une fois de plus modifié. L'imputation sur la quotité disponible était insuffisante ; lorsque la valeur des biens aliénés dépassait la quotité disponible, il fallait ordonner le versement à la succession de l'excédent. C'était préciser le sens du texte mais non le modifier. D'autre part, l'article était fait au seul profit des successibles en ligne directe ; il fallait préciser que les collatéraux même réservataires ne pourraient l'invoquer bien qu'il s'agisse somme toute d'une réduction ; d'où une addition au texte : « Cette imputation et ce rapport ne pourront être « demandés... par les collatéraux dans aucun cas ». Quand la réserve des collatéraux disparut, sur la demande de la section de législation du tribunal, ces quelques mots subsistèrent, inutiles, à quoi bon interdire de demander la réduction à des non réservataires ?

L'article ainsi modifié fut adopté par le Conseil d'Etat le 24 germinal an XI. (14 avril 1803) communiqué officiellement au tribunal et adopté le 10 floréal (1^{er} mai

(1) Fenet, t. XII, p. 446.

1803) enfin présenté au Corps législatif et adopté le 13 floréal (3 mai 1803). L'article 918 avait dès lors sa forme définitive (1).

En résumé le principe même de l'article, la présomption de gratuité dont il frappe certaines aliénations n'a subi qu'une seule modification, son extension aux aliénations sous réserve d'usufruit. Toutes les autres transformations laissent le principe intact et ne sont que le reflet de l'évolution subie par le droit de disposer.

Sous l'empire de la loi de nivôse les successibles ne peuvent recevoir à titre gratuit de leur auteur, ni directement, ni indirectement, par vente à fonds perdu ; le disponible à leur égard est nul. Sous l'empire du Code les successibles peuvent dans une certaine mesure être gratifiés, ils pourront dans la même mesure profiter des aliénations à fonds perdus. Au fond la règle est la même le seul chiffre du disponible a varié.

(2) « La valeur en pleine propriété des biens aliénés, soit à charge de rente viagère, soit à fonds perdu, ou avec réserve d'usufruit à l'un des successibles en ligne directe ; sera imputée sur la quotité disponible, et l'excédent s'il y en a, sera rapporté à la masse. Cette imputation et ce rapport ne pourront être demandés par ceux des autres successibles en ligne directe qui auraient consenti à ces aliénations ni dans aucun cas par les successibles en ligne collatérale ».

DEUXIÈME PARTIE

L'article 918 du Code civil

CHAPITRE PREMIER

Caractère de l'article 918

Dans notre droit, tout contrat conclu entre personnes réciproquement appelées à la succession l'une de l'autre, est en principe valable, qu'il soit à titre onéreux ou à titre gratuit. Le Code civil ne met aucune entrave à la passation avec un successible de ces conventions onéreuses que l'on accusait jadis de causer « de la brouillerie dans les familles » ; elles produisent tous leurs effets normaux sans que le lien de parenté qui unit les parties y modifie rien. La vocation successorale ne restreint pas la liberté des conventions. Cependant si les prestations promises par chacun des contractants à l'autre ne sont pas d'égale valeur au jour de l'acte, l'héritier devra le

rapport de l'avantage indirect qui lui est fait, car cet avantage accessoire constitue une libéralité (art. 853, c. civ.). Si d'autre part, ce contrat déguise une donation, si dans la réalité des faits, l'héritier présomptif reçoit sans rien donner en échange, les autres héritiers pourront faire la preuve de cette fraude, par tous les moyens (Pau, 8 février 1892, D. 93. 2. 214) et cette preuve faite le contrat sera traité, non d'après la dénomination fantaisiste, dont il a été revêtu, mais d'après sa nature vraie il sera soumis au rapport ou à la réduction.

Ces deux règles forment le droit commun auquel l'article 918 apporte une exception, si l'aliénation dont il s'agit est faite à fonds perdu, ou encore sous réserve d'usufruit alors que l'acquéreur est un successible en ligne directe de l'aliénateur, ces règles ne s'appliquent plus. La valeur en pleine propriété du bien aliéné sera imputée sur la quotité disponible et l'excédent s'il y en a sera rapporté à la succession. Voici par exemple un père qui meurt laissant un patrimoine de 100.000 francs, à ses trois enfants, après avoir vendu à l'un d'eux une maison qui vaut 60.000 francs, moyennant une rente viagère. Imputation sur le disponible et rapport de l'excédent, cela veut dire réduction ; ce sont les règles de la réduction qu'il faut appliquer. La masse sur laquelle se calculera la portion disponible sera la somme de la valeur nette des biens existant au jour du décès 100.000 plus celle des biens soumis à la réduction, 60.000 en tout 160.000. Il y a trois enfants, le disponible est d'un quart, soit 40.000 francs. La maison restera propriété du fils

acquéreur, le rapport de l'excédent n'a lieu qu'en valeur, et ce fils devra verser à la succession cet excédent (60.000—40.000 = 20.000 fr.)

Tout se passerait de même, si le père au lieu de vendre sa maison l'avait donnée à son fils avec dispense de rapport ; la donation ne vaudrait que jusqu'à concurrence des 40.000 francs disponibles. Il n'y a qu'une différence entre les deux hypothèses, au cas de donation, la réduction aurait lieu en nature, au moins en principe (1), et la propriété de l'acquéreur serait résolue.

Les aliénations prévues par l'article 918 sont donc traitées comme des donations. Pourquoi ? L'histoire du texte nous fournit la réponse ; nous trouvons les motifs de la disposition dans l'article 55 de la loi du 22 ventôse an II, et dans le code des successions de Vermeil. Ces actes sont traités comme des donations annulés par la loi de nivôse, réduits en cas d'atteinte à la réserve par le Code Civil : « parce qu'ils n'ont été trop longtemps « qu'une source trop fréquente de donations déguisées », et parce que si l'acte n'est pas entièrement gratuit il est impossible de savoir pour quelle fraction il est véritablement onéreux, ce qui rend impossible l'application du droit commun, de l'article 853 du Code Civil.

Sur la foi d'un calcul de probabilités, la loi refuse de tenir compte des cas où l'acte est vraiment onéreux, en tout ou partie, et le traite comme toujours à titre gratuit pour le tout. De ce fait que l'aliénation à fonds perdu est

(1) Art. 924. civ. sol. impl.

faite au profit d'un successible en ligne directe, l'article 918 conclut, qu'elle est une donation. Un pareil raisonnement, fait une fois pour toutes par la loi, n'est autre chose qu'une présomption légale (1).

Cette présomption très rigoureuse peut comme toutes les autres se trouver fausse, elle est alors souverainement injuste, l'acquéreur de bonne foi après avoir payé le prix de son acquisition, va se trouver contraint de payer une seconde fois ; cette considération n'est certainement pas étrangère à la dispense de rapport que sous-entend notre article, en n'astreignant la prétendue donation qu'à la réduction. D'ailleurs, il est bien évident que ce déguisement qui tendait à faire à l'acquéreur la part du lion au mépris des droits de réserve de ses cohéritiers, tendait à écarter, en même temps que les règles de la réserve, celles du rapport plus onéreuses encore pour l'acquéreur. D'où cette dispense, deuxième présomption qui tempère la première ; et qui se comprend très bien, le résultat du déguisement s'il réussissait, serait d'écarter à la fois les règles du rapport et celles de la réduction, cette deuxième conséquence seule est illégale puisqu'une dispense expresse de rapport est possible, il fallait donc laisser produire au contrat son maximum d'effet légal en ne le soumettant qu'à la réduction, comme l'a fait l'article 918.

Ce caractère de double présomption légale est universellement reconnu. Seul Gabriel Demante, dans une note

(1) Civ. 24 août 1874. D. 75. 1. 129. S. 77. 1. 343.

sous un arrêt de la Cour de Cassation du 14 janvier 1884. (S. 84. 1.97) soutient « qu'il s'agit par hypothèse d'un « contrat aléatoire sérieux, chacun des contractants a « reçu en une chance l'équivalent de ce qu'il aliène et « cette chance est conforme au calcul des probabilités. » L'article 918 ne serait donc pas une présomption de libéralité, le contrat est vraiment onéreux et la loi ne le considère en aucune façon comme gratuit ; seulement elle restreint la liberté de contracter parce que les bases d'évaluation manquent. Les lois de l'an II prohibaient ces actes, le code moins sévère n'annule pas le contrat qui reste valable à concurrence de la quotité disponible, au-delà l'excédent est soumis au rapport « alors même « que la convention ne présentait aucun avantage indirect quand elle a été faite ». A l'appui de ses idées G. Demante invoque les précédents historiques et les travaux préparatoires, et d'autre part, il soutient que l'arrêt de cassation du 14 janvier 1884 admet implicitement la justesse de son système.

On ne peut estimer les prestations échangées pour reconnaître si l'héritier tire du contrat un avantage indirect, on ne peut donc l'obliger à rapporter cet excédent, voilà le motif, l'*unique* motif, de la loi de nivôse et de l'article 918 ; il n'indique aucunement une présomption légale. G. Demante oublie l'un des *deux* motifs de la loi celui que cite en première ligne la loi du 22 ventôse an II, le seul que cite Vermeil qui avait assisté à la préparation de la loi de nivôse, et qui n'a probablement pas oublié le principal, le plus important des deux. Ce motif

qu'oublie Demante est la fréquence des donations déguisées sous la forme de ventes à fonds perdu : « *sources trop fréquentes de donations déguisées* » dit l'article 55 de la loi de ventôse an II et Vermeil répète dans les mêmes termes : « un pareil usage n'a été trop longtemps qu'une *source fréquente de donations déguisées* et qui avaient pour objet d'avantager un de ses héritiers plus que les autres ; voilà la raison pour laquelle la loi nouvelle dont l'un des principaux objets a été de maintenir entre eux l'égalité anéantit les donations de ce genre. » Ces actes qui sont fréquemment des libéralités pures et simples seront traités comme toutes les autres donations, nous dit le législateur lui-même, en conséquence la loi de nivôse les annule ; elle défend toute donation aux héritiers présomptifs, et le Code civil les réduit à la portion disponible.

D'ailleurs, le second motif, le seul invoqué par Demante, aboutit à la même conclusion que le premier. On ne sait si les prestations réciproques sont équivalentes, les bases d'évaluation manquent. En présence d'un de ces actes nous sommes dans le doute, le contrat est-il onéreux ? est-il gratuit en tout ou partie, nous n'en savons rien ; la loi tranche la question a priori, ce contrat sera considéré comme étant pour le tout à titre gratuit. La disposition par laquelle la loi tranche ainsi a priori, une fois pour toutes, une question douteuse est une présomption légale.

En dehors des précédents historiques, G. Demante cite à l'appui de son opinion, l'arrêt de Cassation du 14

janvier 1884, à l'occasion duquel fut rédigée la note que nous critiquons.

La question qui se posait alors devant la Cour de Cassation était celle-ci : un père avait vendu à l'un de ses fils quelques parcelles de terrain, moyennant un prix en capital mais sous réserve d'usufruit. Puis il avait vendu au même fils l'usufruit du même bien également pour un capital, de sorte que le fils avait par deux actes successifs acquis la pleine propriété. L'article 918 était-il applicable ? C'est une question que nous retrouverons plus tard. La Cour d'appel de Chambéry avait écarté l'application de l'art. 918, la vente postérieure de l'usufruit « ayant nécessairement écarté la présomption de gratuité ». Cet arrêt fut déféré à la Cour de Cassation pour violation de l'article 918 ; cet article disait-on est une présomption de gratuité basée sur les caractères de l'acte ; dès que le contrat est conclu, ces caractères sont fixés, l'acte est frappé par la présomption, que désormais aucun événement ne peut écarter, sauf le consentement des cosuccessibles ; il fallait donc appliquer l'article 918. La Cour de Cassation repoussa la conséquence de ce raisonnement et confirma l'arrêt de Chambéry. « Si la chambre civile a repoussé la conséquence, dit Demante, c'est qu'elle a repoussé le principe », l'article 918 n'est donc pas une présomption de gratuité.

L'argument est loin d'être convaincant, de ce que la conséquence est inexacte, il ne suit pas nécessairement que le principe soit faux. Ce qui est faux, c'est de dire que les caractères de l'acte sont définitivement fixés dès

qu'il est conclu. La Cour de Cassation, comme la Cour de Chambéry a jugé que la deuxième vente faisait disparaître la sùspicion qui frappait la première, de sorte que la chambre civile en rejetant la conséquence n'a pas rejeté le principe, que de tous temps la jurisprudence a admis (1).

L'opinion de Demante n'a reçu aucune adhésion ni en doctrine, ni en jurisprudence, il est universellement reconnu aujourd'hui que l'article 918 édicte une double présomption légale. Les aliénations dont il s'occupe sont censées être des donations ; ces donations sont présumées préciputaires.

Ce caractère de l'article 918 entraîne une conséquence importante : comme toutes les présomptions légales, l'article 918 doit être interprété restrictivement, d'ailleurs c'est une disposition exceptionnelle exorbitante, et tous, auteurs et tribunaux, sont unanimes à reconnaître qu'elle doit être renfermée dans les plus étroites limites (2).

(1) Colmar, 15 novembre 1808. Devilleneuve, an XIII, 1808, 2. 440. Cass. 13 août 1817. D. Répertoire, V^o disposition n^o 986. Rennes, 14 février 1901. D. 1903, 2 441. Orléans 15 décembre 1905. La Loi 26 décembre 1905.

(2) Paris 19 juillet 1833. S. 1833 2, 397. Civ. 14 janvier 1884. D. 84. 1. 253. S. 84. 1. 97. Rennes, 14 février 1901. D. 1903. 2. 441. Bordeaux 14 février 1905. Recueil de Bordeaux 05, 1. 285. Le Droit 19 août 1905.

CHAPITRE II

Conditions d'application de l'article 918.

Quelles sont les limites auxquelles doit être restreinte l'application de l'article 918 ? autrement dit, quelles conditions devront être remplies pour qu'une aliénation soit frappée par la présomption de gratuité ?

Ces conditions se divisent en deux groupes, les unes relatives à la nature même du contrat, ou plutôt des prestations échangées, les autres relatives à la qualité successorale des contractants. Nous avons déjà rencontré cette division en étudiant la loi de nivôse.

SECTION I.

Conditions relatives à la nature des prestations qui forment la matière du contrat

§ 1^{er}.

I. — L'art. 918 vise les aliénations faites « soit à charge
« de rente viagère, soit à fonds perdu ou avec réserve

« d'usufruit ». Bien que le texte semble voir là trois sortes d'aliénations, il n'y en a en réalité que deux, la vente à rente viagère n'est qu'un exemple de vente à fonds perdu car celles-ci ne sont caractérisées que par la nature viagère de la prestation promise (1). Il était donc inutile de mentionner expressément la vente à rente viagère à côté des ventes à fonds perdus ; ces quelques mots superflus ne sont qu'un souvenir du texte primitif, de l'article 26 de la loi de nivôse qui parlait des donations « à charge de rentes viagères à côté des ventes à fonds perdus ».

C'est la nature seule de l'aliénation que la loi envisage, peu importe la nature du bien aliéné (2). Si la vente à charge de rente viagère d'un immeuble est le cas le plus fréquent, celui auquel le législateur a semble-t-il, pensé le plus souvent, l'article 918 est également applicable à la vente d'un meuble, corporel, ou incorporel par exemple au placement en viager d'un capital (3). La loi est à ce point de vue générale et ne comporte aucune distinction. La cession moyennant une pension annuelle et viagère de l'action en rescision pour lésion d'une vente d'immeuble, est une « disposition de la nature de » celles prévues par l'article 918 », et par suite est atteinte par la présomption de gratuité (4). Il en est de même de la cession à fonds perdu de parts d'intérêts dans une société (5).

(1) V. p 25.

(2) V. cependant p. 78.

(3) Req. 7 août 1833. S. 33. 1. 699. D. 34. 1. 55.

(4) Cass. 24 décembre 1855. D. 56. 1. 13.

(5) Aix 26 mars 1904. D. 04. 2. 459.

Tout acte translatif d'un droit quelconque, d'une personne à l'un de ses successibles en ligne directe, à fonds perdu ou sous réserve d'usufruit est compris dans la formule de notre article et présumé libéralité précipitaire à la seule condition d'être par ailleurs valable (1), cela va de soi, un acte nul ne pouvant transférer ni créer aucun droit.

α) Tout acte translatif, disais-je, c'est peut-être inexact voici un père qui fait *donation* à l'un de ses enfants d'un de ses biens à charge de lui payer une rente viagère, ou en se réservant l'usufruit du bien, l'article 918 s'appliquera-t-il à cette donation ? Si oui, il n'entraînera pas présomption de gratuité, l'acte affirme de lui même son vrai caractère, la présomption est inutile, notre article aura donc cet unique résultat de dispenser le donataire du rapport, par exception à l'article 843 du Code civil qui réclame une dispense expresse.

La plupart des auteurs Grenier (2), Laurent (3), Demante (4), Aubry et Ran (5), par exemple soutiennent que l'article 918 s'applique aux actes qualifiés *donations* comme à ceux qualifiés *ventes*. A l'appui de cette opinion ils font valoir des arguments de très grande valeur. Le texte, disent-ils, décide la question : il parle de biens *aliénés*, le mot aliéné est général et se dit des donations

(1) Colmar 20 décembre 1830, S. 31. 2. 183.

(2) T. IV, n° 639.

(3) T. XII. p. 164.

(4) T. IV. n° 56 bis, IV.

(5) T. VII. p. 204. note 9. Cf. Vazeille, sous 918. 7 et Saintespès Les-cot II. 394, Huc t. VI. p. 204.

comme des ventes, il désigne tout transfert de propriété gratuit ou onéreux. Les travaux préparatoires confirment ce sens. La loi de nivôse parlait des *donations* à charge de rentes viagères et des *ventes* à fonds perdu et s'appliquait par suite aux donations comme aux ventes : Cette solution a-t-elle été modifiée par la suite ? Rien ne permet de le supposer, bien au contraire. Le texte présenté au Conseil d'Etat le 28 pluviôse, an XI, (17 février 1803) parle comme la loi de nivôse des *donations* à charge de rente viagère à côté des ventes à fonds perdu. L'article était ainsi conçu : « La valeur en pleine propriété des « biens *donnés* à charge de rente viagère et de ceux *ven-* « *dus* à fonds perdu ou avec réserve d'usufruit à l'un des « successibles en ligne directe sera imputée sur la quo- « tité disponible ». La mention des donations à côté des ventes ne fut pas modifiée par le Conseil d'Etat et lorsque la section de législation du Tribunat remplaça cette formule par celle, que nous lisons aujourd'hui, il fut expressément déclaré que cette modification de pure forme n'avait aucune influence sur le fonds; on réunissait dans l'expression générale « aliénation », les ventes et les donations jusque là séparées, mais le sens restait intact.

Les motifs de la loi rendent ce sens nécessaire ; si au cas d'une donation on ne peut parler de déguisement, puisque l'acte indique lui-même qu'il est une donation, comment connaître l'importance de cette donation, la fraude ne porte pas sur la qualification de l'aliénation, mais sur l'importance de l'avantage que le successible

en tire. Il ne sera pas plus facile d'évaluer cet avantage quand l'acte est intitulé donation, que lorsqu'il porte le nom de vente. Enfin on ne juge pas un acte sur la foi du titre que les parties lui ont donné, mais d'après l'ensemble des clauses qu'il renferme.

Les auteurs sont unanimes à reconnaître que l'article 918 doit s'appliquer à toutes les aliénations à charge de rente viagère, ou sous réserve d'usufruit sans distinction.

Cependant certains apportent à cette idée un correctif nécessaire, l'article 918 s'appliquera quelque soit le titre donné à l'aliénation par les parties, mais il ne s'appliquera pas au cas où il résulte des clauses même de cet acte qu'il est une donation pure et simple, que l'aliénateur se dépouille sans rien recevoir en échange (1). Ceci se présente dans deux cas, celui d'une donation sans charge limitée à la nue propriété, et celui d'une donation à charge d'une rente viagère inférieure au revenu du bien donné, ou même égale à ce revenu, cas qui se rapproche beaucoup du premier, car il y a en quelque sorte réserve en valeur de la jouissance.

Dans ces hypothèses, l'article 918 aboutirait à établir simplement une dispense de rapport que le donateur ne voulait pas établir puisqu'il ne l'a pas exprimée. D'autre part les motifs de la loi n'existent pas ici ; c'est la pleine propriété qui sera rapportable puisque l'usufruit se réunit à la nue propriété au décès du disposant. Enfin on

(1) Demolombe. Donation§ II. 506. Labbé, note sous Cass. 13 février 1861. Journal du Palais 61 433.

peut ajouter que l'article écrit pour les *ventes et donations* à fonds perdu, par contre n'a été écrit que pour les *ventes* sous réserve d'usufruit, c'est ce que prouve la lecture des formes primitives du texte.

La jurisprudence qui, auparavant appliquait l'article 918 à toutes les aliénations à fonds perdu ou sous réserve d'usufruit (1) a, depuis 1874, fait sienne l'exception proposée par Demolombe et par Labbé. C'est un arrêt de Cassation du 24 août 1874 (2) qui accomplit la réforme ; il la justifie en ces termes : « Vu l'article 918 du Code civil. « Attendu que cet article d'après son texte comme dans « son esprit, n'est applicable qu'aux actes d'aliénation « *qui en raison des charges viagères imposées à l'ac-* « *quéreur revêtent la forme apparente d'aliénation à* « *titre onéreux*, mais qui en réalité peuvent n'être que « des libéralités déguisées en fraude de la réserve légale, « que... le législateur... a établi par une double pré- « somption légale corrélatrice et indivisible que ces alié- « nations seraient réputées des libéralités indirectes, « mais que par une sorte de compensation elles seraient « dispensées de rapport et qu'en conséquence, il a dis- « posé que la valeur en pleine propriété des biens ainsi « aliénés serait imputée sur la quotité disponible. At- « tendu que cette disposition exceptionnelle et exorbi- « tante ne saurait être étendue au-delà des cas qu'elle a

(1) Rennes, 20 mars 1826 D. Répert. v^o Dispositions n^o 4474. 3. Douai, 30 décembre 1843, S. 44. 2. 304. note. D. 48. 2. 190 et Civ. 7 février 1848. D. 48. 1. 203. S. 49. 1. 139.

(2) D. 75. 1. 129. note. S. 77. 1. 343.

« spécialement prévus ; qu'elle ne peut notamment s'ap-
« pliquer à une donation pure et simple limitée à la nue
« propriété ou faite avec réserve d'usufruit sans im-
« poser d'ailleurs aucune charge quelconque au donataire ;
« que dans ce cas le caractère de libéralité étant directe-
« ment exprimé et défini par l'acte même sans aucune
« apparence de déguisement, il s'ensuit que le fait juridi-
« que auquel l'article 918 attache la présomption de gra-
« tuité faisant défaut cette présomption devient sans ob-
« jet et que la dispense de rapport que la loi y attache
« d'une manière indivisible devient elle-même inappli-
« cable ».

Depuis 1874, c'est en ce sens qu'ont jugé tous les tri-
bunaux. (Toulouse, 24 juillet 1888. Gazette du Palais
1888. I. 842. Montpellier, 25 novembre 1890), l'article 918
ne s'applique que « lorsque les charges imposées à l'ac-
quéreur font du contrat, un acte en apparence oné-
reux (1) ». Il ne s'applique pas à la donation sans charge
d'une nue propriété, il ne s'applique pas non plus à la
donation avec charge d'une rente viagère lorsque cette
rente est inférieure ou même égale au revenu du bien
donné ; elle n'est alors que l'équivalent d'une réserve
d'usufruit (sic. Bordeaux 14 février 1905. Le Droit, 19
août 1905) (2).

(1) Laurent qui au tome XII, p. 164. affirme que 918 s'applique à toutes les aliénations à fonds perdu ou sous réserve d'usufruit, gratuites ou onéreuses, admet au tome XV, n° 158 que l'article 918 a été écrit « en vue. des actes en apparence onéreux ». et se rallie ainsi à la jurisprudence.

(2) En l'espèce la solution n'était pas douteuse le donateur disant lui-même que le rapport serait dû.

β) Parmi les aliénations d'apparence onéreuse, n'en est-il pas quelques-unes qui échappent à la règle ; la question s'est posée pour les actes qui, comme le partage mettent fin à l'indivision. Voici dans quelles conditions. Une femme étant morte son mari et ses enfants se trouvaient co-propriétaires par indivis des biens de la communauté. Le père céda à ses enfants sa part dans cette communauté moyennant une rente viagère. Est-ce là un des actes prévus par l'article 918, et les enfants d'un second mariage du père, pourraient-ils demander l'imputation de la valeur de cette moitié de la communauté sur la quotité disponible et le rapport de l'excédent.

Le tribunal civil de Compiègne appliqua l'article 918, sur appel la Cour d'Amiens déclara qu'il avait été mal jugé et que notre article ne pouvait s'appliquer : « Qu'en « effet il ordonne le rapport de la valeur des biens alié- « nés à rente viagère, à l'un des successibles parce qu'il « suppose que l'aliénation ne reposant pas sur motif lé- « gal et sérieux est un avantage indirect au profit des « acquéreurs ; mais que dans l'espèce la vente a opéré et « réalisé un partage nécessaire et indispensable entre les « parties. » (Amiens 16 janvier 1836). Il n'y avait pas eu aliénation affirmait-on, mais partage, puisque l'article 888. C. civ. assimile au partage tout acte qui a pour effet de faire cesser l'indivision. Le litige fut porté devant la Cour de Cassation qui infirma l'arrêt d'Amiens (1). Les arguments qui triomphèrent alors devant la Cour suprê-

(1) 25 novembre 1839, D. 1840 I. 14. S. 1840, I. 34.

me étaient les suivants : le fait que les objets vendus étaient indivis entre le vendeur, et l'acquéreur ne peut avoir pour effet d'écarter l'article 918 dont la disposition est absolue et qui doit s'appliquer chaque fois qu'un bien a été cédé en échange d'une rente viagère à un successeur en ligne directe. D'autre part, l'article 888 est relatif uniquement à la rescision, on ne peut en tirer aucune conséquence relative à l'article 918, protection des droits de réserve héréditaire. L'arrêt de la Cour de Cassation est critiqué par Laurent (1). L'acte attaqué, dit-il, est un partage, le partage n'est pas translatif de droits, il n'est donc pas une aliénation, donc il n'est pas frappé par la présomption de gratuité. Il est vrai que l'article 918 n'est pas écrit pour les actes déclaratifs et que la jurisprudence suivant en cela l'exemple de l'ancien droit (2) reconnaît ce caractère à la cession de droits indivis à laquelle par suite l'article ne doit pas s'appliquer, et l'on ne peut dire que le fils né du second mariage pourrait prétendre que le principe de l'article 883 ne lui est pas opposable. Même si ce principe est purement relatif (3) il est opposable à ce fils qui est l'ayant cause d'un des copartageants.

La question d'application de l'article 918 pourrait se poser à propos d'un partage, d'une façon toute différente. Reprenons l'hypothèse d'une communauté à liquider

(1) T. XII. p. 163.

(2) Roussille. Instit. au droit de légitime II. 576. Du Rousseaud de la Combe. Jurisprudence civile. V^o Lods et ventes.

(3) Aubry et Rau t. VI. § 625. note 29.

entre le père et ses enfants héritiers de leur mère. Il est impossible de faire des lots égaux pour tous. Un lot de moindre valeur que les autres est attribué au père qui a droit par suite à une soulte. On convient que cette soulte lui sera payée sous forme de rente viagère. L'article 918 pourra trouver son application, mais ce n'est pas le partage, ce sera la conversion de la soulte en rente viagère. L'article 918 pourra trouver son application, mais ce n'est pas le partage, ce sera la conversion de la soulte en rente viagère qui sera présumé frauduleuse. Le père était créancier d'une certaine valeur, il a échangé cette créance contre une rente viagère, cet échange constitue une des aliénations prévues par l'article 918, les enfants du second mariage pourront réclamer l'imputation et le rapport de la valeur de la soulte.

L'article 918 peut donc s'appliquer à des actes connexes à un partage non au partage lui-même.

γ) Il est un acte qui se rapproche par certains côtés des aliénations prévues par l'article 918. C'est le partage d'ascendants. Un père répartit ses biens entre ses enfants par une donation-partage, et pour assurer sa subsistance, il leur fait promettre de lui servir une pension viagère ou, plus prudent, il se réserve l'usufruit d'une part des biens partagés. N'est-ce pas là une des aliénations à charge de rente viagère que prévoit l'article 918? De nombreux plaideurs l'ont soutenu devant les tribunaux, voici dans quelles circonstances. Un des donataires réclamait pour une raison quelconque l'annulation du partage. Les défendeurs répondaient que l'acte attaqué

était une vente à fonds perdu à des successibles en ligne directe et que le demandeur ayant consenti à cette vente n'était pas recevable à l'attaquer. Depuis 1874 ce raisonnement n'a évidemment aucune chance de succès, car le partage d'ascendant est essentiellement une libéralité et n'a même pas l'apparence d'un acte onéreux, mais même avant l'apparition de cette jurisprudence de nombreuses décisions judiciaires avaient écarté l'article 918 (1). A cela, plusieurs raisons. La solution contraire équivalait à rayer du Code civil l'article 1079, puisque l'action en réduction est impossible si le réservataire était présent au partage, et que ce partage est nul s'il était absent (2). Si le demandeur était présent, sa présence le prive du droit de demander la réduction (art. 918. 2.), et s'il était absent le partage est radicalement nul en vertu de l'article 1078, l'article 1079 est absolument inutile. D'autre part si l'article 918 interdit aux successibles qui ont consenti à l'aliénation faite à l'un d'eux par l'auteur commun à fonds perdu ou sous réserve d'usufruit d'en demander l'imputation sur le disponible, c'est parce que leur concours à l'acte implique reconnaissance de leur part du caractère onéreux de l'aliénation. Pareille induction est impossible en matière de partage d'ascendants, puisque le concours des successibles à

(1) Grenoble 8 mai 1835, D. Répert. v^o Dispositions n^o 4634. Toulouse 5 décembre 1844. S. 45. 2. 247. Montpellier 23 décembre 1846; S. 47. 2. 174. D. 47. 2. 184. Civ. 14 mars 1866. D. 66. 1. 173. Rêq. 30 mars 1874. S. 76. 1. 250.

(2) Genty. Partage d'ascendants, p. 104. Laurent t. XV. n^o 156.

l'acte est une condition essentielle de sa validité et encore puisque le partage d'ascendants n'est jamais à titre onéreux (1).

Nous verrons plus loin (2) que le consentement des cohéritiers n'a pas ce caractère, qu'il n'est pas la constatation par eux du caractère onéreux de l'acte ; qu'il est une renonciation à l'action en réduction ; il n'en reste pas moins vrai que cette renonciation ne peut résulter de la présence obligatoire des cohéritiers au partage, sinon l'article 1079 ne se comprendrait pas puisqu'il règle cette action en réduction à laquelle les cohéritiers auraient renoncé, et ceci suffit à justifier la jurisprudence même avant 1874.

II. — En résumé l'art. 918 s'applique seulement aux contrats translatifs de propriété qui à raison des prestations imposées à l'acquéreur présentent l'apparence d'actes à titre onéreux ; mais pour qu'il y ait lieu d'appliquer cet article, il faut que ces aliénations aient été faites « à charge de rente viagère, à fonds perdu, ou sous réserve d'usufruit. » Dans le premier cas, celui des aliénations à fonds perdu, c'est la nature du prix du bien vendu qui a déterminé la loi, dans le second celui des ventes sous réserve d'usufruit, c'est la nature du bien vendu lui-même qui a été prise en considération.

Ce sont là deux catégories d'aliénations bien déterminées et bien distinctes semble-t-il. Cette délimitation et cette distinction ont pourtant été des causes d'erreur, pour quelques auteurs et non des moindres :

(1) Bonnet. Partages d'ascendants, t. II. n° 481.

(2) P. 112. I.

Nous avons déjà eu l'occasion de définir l'aliénation à fonds perdu (1) : toute aliénation faite moyennant une prestation viagère. D'autre part une vente sous réserve d'usufruit : c'est celle qui ne porte que sur la nue propriété, l'usufruit restant en dehors du contrat.

Duranton (2) soutient que « dans le sens de l'article 918 « la vente pour une rente perpétuelle est à fonds perdu » parce que le capital n'en est pas exigible. » C'est méconnaître complètement le sens de l'expression « à fonds perdu » et en même temps les motifs de l'article 918. Une vente pour une rente perpétuelle ne dépouille pas les héritiers qui au lieu du bien aliéné trouvent dans la succession la rente dont ils percevront les arrérages ; qu'ils pourront vendre ; d'autre part aucun droit viager n'étant en jeu, aucune difficulté ne se produira pour l'estimation des valeurs échangées. La vente à rente perpétuelle n'est pas à fonds perdu et par suite ne subit pas l'application de l'article 918 (3). Au contraire la vente à rente viagère, l'échange pour un usufruit, le bail à nourriture, cession de biens à charge de nourrir et loger le cédant ; aliénations faites moyennant une prestation qui cessera d'être due à la mort de l'aliénateur sont des aliénations à fonds perdu auxquelles s'appliquera, le cas échéant, l'article 918.

Nous avons déjà vu (4) que certaines décisions de la

(1) V. p. 25.

(2) T. VII. n° 334.

(3) Sic. Cass. 22 novembre 1827. S. 1828 1. 180.

(4) P. 24 et 25.

période intermédiaire avaient tenté d'assimiler les ventes sous réserve d'usufruit à des ventes à fonds perdu pour soumettre ces actes, favorables à la fraude, à la prohibition de l'article 26 de la loi de nivôse an II. Durantou reprend à son compte cette assimilation déjà condamnée par la Cour de cassation. Lorsque l'art. 1. 918 était en discussion, cette question était encore pendante devant la Cour de cassation (1) : le législateur aurait alors tranché la controverse par une disposition purement explicative ; la valeur... « des biens aliénés soit à charge de « rente viagère soit à fonds perdu parmi lesquels il faut « compter ceux vendus sous réserve d'usufruit. » L'interprétation a été à plusieurs reprises réfutée, l'aliénation moyennant un capital, d'une nue propriété, n'est pas plus à fonds perdu que celle dans les mêmes conditions de la propriété. L'addition faite à l'article n'était pas une simple explication : à la catégorie d'aliénations déjà frappée par la présomption on en ajoutait une seconde toute différente.

Malgré ces critiques, G. Demante a, en 1884 (2), affirmé de nouveau « qu'il était faux de dire que la vente sous réserve d'usufruit ne contenait aucune trace de fonds perdu (3) », « Une telle vente, dit-il, sera toujours faite « pour un prix notablement inférieur à la valeur intégrale du fonds. La différence pour le vendeur est un

(1) La Cour de cassation rendit son arrêt le 23 brumaire an XII.

(2) G. Demante note S. 84. 1. 97.

(3) Cass. 23 brumaire, an XII. Merlin. Questions de Droit v^o vente à fonds perdu.

« fonds perdu car elle a pour équivalent le gain qu'il re-
« tire de la durée incertaine de l'usufruit. » Cette affirmation est de tous points inexacte. La différence entre la valeur du droit vendu et son prix ne peut être compensée par la durée incertaine de l'usufruit. Cet usufruit était dès avant le contrat dans le patrimoine du vendeur, où il se confondait avec la nue-propriété, il y est resté après la vente, sa valeur ne peut pas plus être mise en cause, que la valeur de tous les autres biens du vendeur. L'usufruit est purement et simplement en dehors du contrat.

Il est vrai que le contrat est aléatoire, mais il n'est pas à fonds perdu, puisque le prix est un capital fixé une fois pour toute et dont la valeur ne dépend aucunement de la durée de la vie du vendeur : les héritiers retrouveront ce prix dans la succession, il n'est donc pas perdu pour eux.

Pour que la vente sous-réserve d'usufruit soit à fonds perdu, il faudrait que le prix en fût payé sous forme de prestations périodiques, dont la créance s'éteindrait au décès du vendeur ; dans ce cas seulement la vente serait à fonds perdu ; il y aurait alors double raison de lui appliquer l'article 918, comme à une vente à fonds perdu, d'abord et ensuite comme à une vente sous réserve d'usufruit.

La théorie de G. Demante, tentative inutile en vue d'une renaissance d'idées définitivement condamnées, n'éveilla aucun écho, dans la doctrine, pas plus que dans la jurisprudence. Elle ne présentait d'ailleurs aucun intérêt pratique.

Nous connaissons maintenant les conditions d'application de l'article 918, qui sont relatives à la nature de l'acte auquel il doit s'appliquer. Il faut d'abord que cet acte soit une aliénation, c'est-à-dire un transfert de propriété, que cette aliénation soit en apparence onéreuse, enfin qu'elle soit faite à fonds perdus ou sous réserve d'usufruit.

A. — C'est parce qu'il ne s'agissait pas d'une aliénation que la Cour de Paris, le 19 juillet 1833 (1), a refusé d'appliquer l'article 918, à l'achat par un père de rentes sur l'Etat qu'il fit immatriculer pour la nue-propriété au nom d'un de ses fils et pour l'usufruit à son propre nom. L'arrêt a été critiqué comme trop restrictif (2). « Il y
« avait, disait-on (3), aliénation d'une somme d'argent
« par le père en faveur du fils, et cette aliénation faite à
« charge d'usufruit se plaçait sous la règle de l'article
« 918. » Le père disposait en faveur de son fils des sommes qui formaient le prix du contrat et faisait ainsi une aliénation véritable de capitaux que la réserve d'usufruit plaçait sous le coup de notre article (4). Quoiqu'il en soit on ne peut reprocher à la Cour de Paris d'avoir interprété restrictivement un texte exceptionnel. Troplong

(1) D. 33. 2. 227.

(2) D. Répert. v^o dispositions, n^o 984.

(3) Vazeille, sous 918. n^o 7.

(4) Saintespès Lescot, t. II, n^o 393.

approuve avec raison cet arrêt (1), il y a peut-être déguisement, mais pas aliénation sous réserve d'usufruit.

C'est parce qu'il n'y avait pas fonds perdu que la Chambre des requêtes de la Cour de cassation a jugé le 27 juillet 1899 (2), que la vente faite moyennant un prix en capital payable, au décès du vendeur, entre les mains de ses héritiers et productif d'intérêts au profit du vendeur, jusqu'à cette époque n'était pas comprise dans les prévisions de notre texte concernant les ventes à fonds perdu. Cela va de soi, mais c'est plutôt des ventes sous réserve d'usufruit qu'il y avait lieu de rapprocher cet acte. La stipulation d'intérêts était en somme l'équivalent d'une réserve de jouissance, une réserve d'usufruit en valeur. Mais même si la Cour avait adopté cette manière de voir la solution n'aurait pas été différente ; appliquer l'article 918, ce serait étendre ce texte, ce qui nous est interdit.

Enfin, la jurisprudence écarte encore cet article, au cas où l'aliénateur en vendant son bien s'est réservé sur ce bien un droit d'usage ou d'habitation (3); l'usage n'est pas l'usufruit. La solution est très généralement admise

(1) Donations et Testaments t. II, n° 86.

(2) D. 1900. I. 192. S. 1900. I. 177.

(3) Civ. 14 janvier 1884 D. 84. I. 253. S. 84. I. 97. note. Rennes, 10 février 1901. D. 03. 2. 441 note.

L'arrêt de Douai du 2 mars 1895 (sous Cass. 11 janv. 1897. D. 97. I. 473) ayant décidé que dans l'espèce la réserve du droit d'habitation doit être considérée comme une réserve d'usufruit n'est pas contraire à cette solution.

Cf. dans le même sens Tribunal d'Empire Allemand, 18 mars 1887 Pand. Fr. 1889, 5, 10.

par les auteurs ; pourtant Louis Guénée dans une note sous un arrêt de cassation du 11 janvier 1897, an Dalloz 1897, 1, 473, critique cette solution. L'usage qui en droit Romain se distinguait nettement de l'usufruit, en ce qu'il ne donnait aucun droit aux fruits (*usus sine fructu*), s'est peu à peu rapproché de l'usufruit, et n'est aujourd'hui autre chose qu'un usufruit incessible, restreint aux besoins de l'usager ; double restriction qui ne peut avoir aucun effet, au point de vue de l'article 918. Néanmoins la solution de la jurisprudence, conforme au principe d'interprétation stricte, est préférable. Reste à savoir comment, il sera possible de distinguer en pratique l'usufruit de l'usage. La jurisprudence s'attache au critérium suivant : si l'acquéreur habite la maison vendue en même temps que l'aliénateur, le droit de ce dernier n'est qu'un droit d'usage, si au contraire l'acquéreur n'a pas le droit d'habiter la maison vendue concurremment avec l'aliénateur, celui-ci a un véritable usufruit, et la vente pourra être frappée par la présomption de gratuité. La jurisprudence s'attache ainsi au caractère restreint du droit d'usage, moins étendu que l'usufruit. Cette distinction apparaît assez nette, lorsque l'on compare deux arrêts l'un de la Cour de Cassation du 14 janvier 1884 (1), l'autre de la Cour de Douai du 2 mars 1895 (2).

La distinction est peut-être un peu artificielle, mais il était impossible de la fonder sur le caractère incessible

(1) D. 84. I. 253. S. 84. I. 97.

(2) D. 97. I. 473.

du droit réservé, les parties n'expliquant pour ainsi dire jamais leurs intentions sur ce point.

B. — Dans ces quelques hypothèses, il s'agissait d'aliénations simples qu'aucune circonstance étrangère, qu'aucun fait postérieur n'avaient modifiées ; il en est d'autres qui nous mettent en présence : d'actes sur lesquels des conventions antérieures ont influé, en transformant la nature des prestations promises ; d'actes complexes soit à raison des stipulations qu'ils contiennent, soit des bénéficiaires de ces stipulations, d'actes enfin que des accords postérieurs ont plus ou moins profondément altérés.

a) L'usufruit réservé lors de l'aliénation peut représenter une rente due dès avant le contrat par le successible. En apparence nous nous trouvons exactement dans l'hypothèse prévue par notre texte ; la vente ne porte que sur la nue-propriété. Cependant la Cour d'Amiens a écarté l'application de l'article 918 à cet article (1) : « La
« réserve d'usufruit n'est que la représentation d'une
« rente due par suite d'arrangements antérieurs de fa-
« mille, elle n'altère point le caractère de l'aliénation,
« n'a point pour effet de l'assimiler à une donation. »
La Cour d'Amiens affirme la solution, mais ne la justifie pas ; pourquoi l'existence de ces arrangements antérieurs aurait-elle pour effet d'écarter l'application de l'article 918 ? Analysons l'acte ; il s'agit d'une convention double ; d'abord une vente pure et simple du bien pour un

(1) Amiens 20 août 1840. D. Répert. v^o dispositions n^o 1016.

prix en capital, contrat qui ne rentre pas dans les prévisions du texte ; ensuite un échange de la créance préexistante de rente viagère contre l'usufruit du bien qui vient d'être vendu. Ce second contrat, échange d'un droit viager contre un autre droit viager sera-t-il frappé par la présomption de gratuité. Evidemment non. Les héritiers du vendeur n'ont rien à perdre à pareil échange ; ils n'auraient rien retrouvé du premier droit viager dans la succession de leur auteur, ils n'y retrouveront rien du second, leur situation n'est pas changée ; d'autre part ils ne gagneraient rien à faire imputer sur le disponible la valeur du bien aliéné, c'est-à-dire de la rente viagère car, au moment du décès du vendeur, cette valeur est nulle. Pas d'intérêt pas d'action. D'ailleurs cet échange d'un droit viager contre un autre également viager peut-il être qualifié d'aliénation à fonds perdu, le fonds est « perdu » avant l'aliénation. La solution de la Cour d'Amiens est donc très juste ; il faut l'étendre à tous les cas où un droit viager est échangé contre un autre droit viager, ce qui restreint quelque peu la portée du texte, qui ne sera applicable que lorsque le bien aliéné moyennant un droit viager garde sa valeur après le décès de l'aliénateur.

b) Des difficultés peuvent naître des stipulations même du contrat. Lorsque l'aliénation a été consentie moyennant à la fois une rente viagère et un prix en capital tombera-t-elle sous le coup de la présomption de gratuité qu'édicte notre texte ? Plusieurs opinions différentes ont été émises. La première est adoptée par un arrêt de la Cour d'Amiens du 16 janvier 1836, d'après cet arrêt l'ar-

ticle 918 n'est applicable que dans le cas où toutes les obligations de l'acquéreur cessent au décès du vendeur. C'était offrir un moyen facile de tourner la disposition gênante de notre texte, une stipulation de prix en capital, si minime soit-il, aurait suffi. Aussi l'arrêt d'Amiens fut cassé. Depuis on a toujours reconnu que l'article 918 était applicable à notre hypothèse, mais dans quelle mesure ? et dans quelles conditions ? L'arrêt de Cassation du 25 novembre 1839, admet que l'acquéreur aura le droit de se faire tenir compte de ce qu'il aura versé au comptant, ou en rente perpétuelle. Un arrêt de la Cour de Rouen, du 31 juillet 1843 (S. 44, 2, 30), adopte la même solution et la justifie par le raisonnement suivant : la présomption de la loi transforme une convention onéreuse en donation, le paiement du capital stipulé se trouve par suite avoir été fait sans cause, celui qui a payé se croyant débiteur pourra répéter ce qu'il a payé. La Cour tentait de concilier l'application de l'article 918, avec l'équité, son arrêt fut cependant durement critiqué on lui reprocha d'être illogique : si la présomption s'applique au contrat tout entier, ce contrat tout entier est gratuit, l'acquéreur est censé n'avoir jamais rien payé, on ne peut sans contradiction lui permettre d'exercer un droit de répétition quelconque. Cette objection était peut-être plus forte en apparence qu'en réalité, le fait du paiement du capital peut être prouvé sans doute possible, ce paiement fait par erreur à l'occasion d'un contrat que

(1) Cass. 25 novembre 1839. D. 1840. 1. 14. S. 1840. 1. 34.

l'acquéreur croyait onéreux, a bien été fait sans cause et il est juste d'en autoriser la répétition. Aubry et Ran(1), reprochent encore à cet arrêt d'exagérer la valeur de la quotité disponible aux dépens de la réserve ; ce reproche est justifié ; le système très logique que la Cour de cassation applique depuis 1861, oblige l'acquéreur à remettre à la succession une somme supérieure à celle qu'il devrait remettre d'après l'arrêt de Rouen (2).

La jurisprudence abandonna ce système de l'arrêt de Rouen, pour en adopter un autre beaucoup plus ingénieux et plus juste. L'aliénation faite à la fois pour un capital et pour une rente n'est pas un acte simple ; c'est un acte complexe qui se rapproche beaucoup de la vente de plusieurs biens, les uns moyennant un capital, les autres moyennant une rente. Dans ce dernier cas, aucun doute, on imputera sur le disponible la valeur des biens aliénés à charge de rente viagère, et non celle des autres. Cette solution s'appliquera également lorsque la rente n'a pas été considérée comme le prix de ces biens pris isolément et même lorsqu'il n'y a qu'un seul bien vendu à la fois pour une rente et un capital.

C'est la solution appliquée par la Cour de Cassation le 13 février 1861 (3). La présomption de simulation ne frappe le contrat que pour la part des biens que représente la rente viagère ; valeur facile à déterminer : on

(1) Aubry et Rau VII, p. 207 note 19.

(2) V. p. 81.

(3) D. 1861. 361. I. 691. note et Journal du Palais 61. 433 note Labbé.

évaluera le bien, et de sa valeur totale on déduira le capital, la différence seule, dont le prix est représenté par la rente viagère, sera imputée sur le disponible. Dans l'espèce jugée en 1861, par la Cour de Cassation, il s'agissait de biens vendus moyennant une rente viagère de 7.500 francs et un capital de 100.000 francs. L'immeuble fut évaluée 124.000 francs par les experts ; la différence entre cette valeur et le capital soit 24.000 fr., représentant ce qui avait été vendu à rente viagère fut imputée sur le disponible.

Cette solution est simple, ne présente pas de difficultés d'application donne à la présomption sa juste limite, puisqu'elle la restreint à la part de biens vendue à fonds perdu enfin, elle ne diminue pas la réserve comme celle de l'arrêt de 1843. En effet, supposons qu'un père meurt, laissant à ses trois enfants un actif net de 100.000 fr., après avoir vendu à l'un deux un immeuble de 100.000 francs moyennant un capital de 40.000 francs et une rente viagère.

Si nous appliquons le système de l'arrêt de Rouen la quotité disponible se calculera sur une masse de 200.000 francs (biens existants 100.000 fr. + bien donné 100.000), elle est du quart (3 enfants) soit 50.000 fr., sur lesquels il faut imputer la valeur totale du bien 100.000 francs. L'excédent 50.000 francs devra être rapporté sous déduction du capital 40.000 francs. L'acquéreur remettra donc 10.000 francs.

Si maintenant nous appliquons le système de l'arrêt de Cassation de 1861 ; la valeur présumée donnée est de

60.000 francs (la valeur du bien aliéné 100.000 — le prix en capital 40.000), qui, jointe aux biens exstants donne une masse de 160.000 francs. La quotité disponible $\frac{1}{4}$ est donc de 40.000 francs. Sur cette quotité disponible, il faut imputer la valeur présumée donnée l'excédent, 20.000 francs devra être rapporté. Le système de l'arrêt de 1843 ne faisait en définitive rapporter que 10.000 francs, diminuant ainsi la réserve de façon très appréciable. Ce même système de l'arrêt de 1843 permettait à l'acquéreur de garder le bien, à concurrence du disponible sans rien déboursier, lorsqu'il n'avait pas payé le prix en capital du vivant du vendeur, bien que la stipulation de ce prix soit contraire à toute idée de libéralité. L'arrêt de 1861 évite cette injustice en dissociant le contrat, si le prix n'a pas encore été payé les héritiers pourront le réclamer l'aliénation reste onéreuse à concurrence de ce capital.

Depuis l'arrêt de 1861, la jurisprudence a toujours appliqué le même système, sans avoir égard aux critiques qu'on lui adressait (1).

Une note du Dalloz (D. 61, 1, 369), propose une distinction : la dissolution du contrat est juste au cas où le capital stipulé en même temps que la rente viagère est payable seulement au décès de l'aliénateur entre les mains de ses héritiers ; dans ce cas la présomption de

(1) Douai, 20 mars 1865. Recueil de Douai, t. 23, p. 325. Saint-Jean de Maurienne, 27 juillet 1866. Recueil de Grenoble t. 24, p. 56. Angers 13 août 1879, D. 80, 2. 137. S. 79. 2. 334. Limoges, 15 novembre 1902, Recueil de Riom 1903, p. 33.

simulation ne peut évidemment être invoquée, mais au cas où le paiement n'est pas ainsi reporté au décès, quand il est reçu par l'aliénateur lui-même, cette division du contrat ne semble plus justifiée à l'arrêtiste. Au cas de vente moyennant un capital et sous réserve d'usufruit, 918 s'applique au contrat tout entier, il doit en être de même, affirme-t-il, lorsque la vente a lieu moyennant un capital et une rente viagère et que l'échéance du prix n'est pas rejetée au décès du vendeur. Il n'y aurait même pas lieu à répétition du capital car la preuve du paiement n'est pas admise à l'encontre de la présomption de l'article 918. En laissant de côté la question de savoir si la preuve est ou non admissible à l'encontre de 918 (1), que nous retrouverons, l'objection se résume à ceci : sauf le cas où le capital est payable au décès du vendeur, la présomption devra s'appliquer pour le tout, parce qu'elle s'applique pour le tout au cas de vente pour un capital et sous réserve d'usufruit, elle repose tout entière sur une prétendue analogie entre les deux opérations.

D'autres ont fait cette assimilation on la retrouve à la base de la critique que Labbé fit de notre arrêt (2) : « quand un immeuble est vendu par un père à l'un de ses enfants *moyennant un capital et la réserve du droit d'usufruit*, la loi incontestablement considère la pleine propriété comme ayant été donnée avec dis- pense de rapport ; elle ne décompose pas l'opération

(1) P. 116.

(2) Journal du Palais, 1861, p. 433.

« et ne maintient pas la vente pour la portion de l'im-
« meuble représentée par la somme capitale..., pour-
« quoi en serait-il autrement dans une vente dont le
« prix consiste en une somme principale et une presta-
« tion viagère. Les deux espèces à les bien analyser
« sont identiques. » Dans l'une comme l'autre, l'article
918 doit s'appliquer pour le tout et les cohéritiers que
ce texte protège n'en souffriront pas car si le capital,
n'ayant pas été payé, il apparaît que l'application de l'ar-
ticle 918 ne ferait qu'augmenter le bénéfice de l'acqué-
reur en le dispensant de payer ce prix, les cohéritiers
n'ont qu'à ne pas demander l'imputation. La réfutation
de ces objections est facile, l'assimilation sur laquelle el-
les reposent est fausse et repose sur une erreur de termi-
nologie fréquemment commise. Beaucoup d'auteurs et
quelques arrêts ont employé des formules qui semblaient
considérer l'usufruit réserve comme une part du prix
de vente au même titre qu'une rente viagère. Le pre-
mier exemple se trouve dans l'arrêt de Cassation du
4 germinal an X (1), qui dit : « la rente et l'usufruit ré-
« servé forment la majeure partie du prix. » On peut
en citer bien d'autres : L'arrêt de Cassation du 25 no-
vembre 1839 (2) : « Lorsque outre une rente viagère ou
« une réserve d'usufruit, il y a obligation » ; l'arrêt de la
Cour d'Angers, du 13 août 1879 (3), où l'on trouve
cette phrase : « (918)... s'applique alors même qu'un
« prix en capital a été joint à une stipulation de rente

(1) Devilleneuve 1791, an XII 1. 617.

(2) D. 40. 1. 14.

(3) D. 80. 1. 137.

« *viagère ou d'usufruit.* » Aubry et Rau, eux-mêmes ; affirment « que ces propositions s'appliquent également « aux aliénations faites avec *réserve d'usufruit et moyen-* « *nant en outre une somme fixée en capital* (1). »

Labbé et l'arrêliste du Dalloz, entraînés par cette terminologie équivoque, ont fait l'assimilation, ils ont cru qu'il s'agissait vraiment d'une vente « *moyennant un capital et la réserve d'un droit d'usufruit* (2) », d'où l'assimilation avec la vente « *moyennant un capital et une rente viagère* ». Assimilation fautive, si la rente viagère est bien une partie du prix du bien vendu, il n'en est pas de même de l'usufruit réservé. Ce droit, le vendeur l'avait avant le contrat et il le garde après ; avant il était plein propriétaire, il aliène la nue-propriété et garde l'usufruit ; qui est en dehors du contrat, qui n'est pas le prix de la chose vendue puisqu'il ne sort pas du patrimoine du l'acquéreur pour entrer dans celui du vendeur.

Il n'y a donc pas « identité » entre l'hypothèse de la vente sous réserve d'usufruit moyennant un capital, et celle moyennant à la fois un capital et une rente viagère (3) ; par suite les deux objections tombent.

Labbé reproche en outre au système de l'arrêt de 1861, d'être d'application difficile et d'obliger à des éva-

(1) Aubry et Rau, t. VII. p. 209.

(2) Labbé, loc. cit.

(3) Nous verrons plus loin que c'est la vente sous réserve d'usufruit d'une partie qu'on peut rapprocher de la vente pour un capital et une rente viagère.

valuations compliquées ; il prétend qu'il faudra estimer les biens au jour de la vente pour savoir qu'elle fraction du bien représente le capital, et quelle est la quote part que représente la rente et qui sera présumée donnée ; puis estimer une deuxième fois les biens aliénés au jour du décès, prendre sur cette valeur la fraction donnée et l'imputer sur la quotité disponible. Nous avons vu que la Cour de Cassation emploie un procédé bien plus simple. Les biens étant estimés au jour du décès, on déduit de cette valeur le capital et l'excédent est imputé sur le disponible. Le calcul est bien plus simple que celui de Labbé, il est en outre plus exact. La part présumée donnée, doit être, comme nous le verrons, estimée au jour du décès ; c'est donc la différence entre le bien aliéné et le capital à cette époque du décès qui est intéressante, et non la proportion entre ce capital et le bien au jour de la vente. La différence entre les deux méthodes peut être assez considérable. Voici par exemple un immeuble de 120.000 francs qui est vendu moyennant 100.000 fr. et une rente viagère, au jour du décès l'immeuble vaut 125.000 francs. La méthode de calcul de la Cour de cassation nous donne comme valeur à imputer $125.000 - 100.000 = 25.000$ fr. Employons maintenant la méthode de Labbé. Au jour de la vente l'immeuble vaut 120.000 francs, la différence entre cette somme et le prix en capital 100.000 francs, soit 20.000 francs représente la part vendue à rente viagère. Cette part est $1/6^e$ de la valeur totale : $\frac{20.000}{120.000} = \frac{1}{6}$. Il faudra donc imputer sur

le disponible $\frac{1}{6}^{\circ}$ de la valeur du bien au jour du décès

soit $\frac{125.000}{6} = 20.833 \text{ fr. } 33$ et non 25.000, comme avec

la première méthode. Si l'immeuble avait diminué de valeur au lieu d'augmenter comme dans notre exemple, la méthode de Labbé donnerait au contraire un chiffre plus fort que celle de la Cour de Cassation.

C'est le mode de calcul de la Cour de Cassation qui donne la solution exacte ; il n'y a pas de doute à cet égard. Les biens donnés doivent être estimés au jour du décès, à ce moment la valeur présumée donnée, la part du bien aliénée moyennant rente viagère, est égale à la différence entre la valeur totale du bien, et le capital payé, c'est cette valeur que la Cour de cassation impute sur le disponible.

Il existe une autre hypothèse qui présente avec celle que nous venons d'étudier cette analogie que les conditions d'application de l'article 918, ne sont réalisées que par une fraction du contrat ; c'est celle de la vente sous réserve d'usufruit, lorsque cette réserve ne porte que sur une portion du bien vendu. Ici encore, nous sommes en présence d'un contrat double, où à côté d'une vente pure et simple de propriété pour un capital, nous trouvons une vente sous réserve d'usufruit. La première ne tombe pas sous le coup de l'article 918, à la différence de la seconde qui sera considérée comme à titre gratuit, et soumise à l'imputation et au rapport : « Il y a dans ce cas deux contrats distincts soumis à des conditions différentes qui ne permettent pas de

« leur appliquer les mêmes règles, l'un fait avec réserve d'usufruit, et par cela seul réputé gratuit, pour la portion des biens aliénés que greève cette réserve, l'autre pure et simple, qui conserve son caractère apparent et les effets qu'y attache le droit commun (1). »

On estimera au jour du décès la partie du bien vendu qui est grevée d'usufruit, et sa valeur sera imputée sur la quotité disponible.

C'est cette vente sous réserve d'usufruit d'une partie du bien vendu qu'il faut rapprocher de la vente moyennant à la fois une rente viagère et un capital, dans les deux cas les conditions de 918 ne sont remplies que par une fraction du contrat à laquelle seulement s'appliquera la présomption.

C. — Les stipulations du contrat peuvent encore faire naître une autre question, au cas de vente moyennant une rente viagère, l'article 918 sera-t-il applicable si cette rente est stipulée payable à un tiers ? et encore, lorsqu'il y a eu réserve d'usufruit, si l'usufruit excepté appartient à un tiers ?

Certains (2) ont soutenu que l'article 918 n'était applicable ni à l'une ni à l'autre de ces deux hypothèses. En ce sens on a fait valoir le sens usuel des mots *vente à fonds perdu ou à rente viagère*, qui évoquent en géné-

(1) Req. 6 juin 1866. D. 66. 1. 445. Cf. Orléans 14 mai 1864 D. 64. 2. 173. S. 65. 2. 71. note. Saint-Jean-de-Maurienne, 27 juillet 1866. Recueil de Grenoble, t. 24. p. 56. Cass. 26 juillet 1899, D. 1902. 1. 433.

(2) Baye Mouillard sur Grenier, t. IV, n° 639, note a. Saintespès Lescot t. II. n° 392. Coin Delisle sous 918 n° 5. Marcadé sous 918, n° 4.

ral l'idée d'une rente au profit du vendeur et non au profit d'un tiers. D'autre part, il faut rapprocher ces expressions de celles relatives à l'usufruit, la *réserve*, c'est-à-dire la *rétenion d'usufruit* ne peut évidemment être faite qu'au profit du vendeur lui-même, sinon, il y aurait *aliénation* et non *réserve* ; il en est de même de la stipulation de rente viagère que frappe la même présomption. Enfin les motifs de la loi n'en justifient pas l'application à cette hypothèse : le législateur a craint que les arrérages de la rente stipulée ne soient pas payés ; le tiers bénéficiaire de la rente n'a aucune raison de pas en exiger le paiement, bien au contraire, de sorte qu'il n'y a pas de motif de douter de la réalité du service de la rente. De même au cas d'usufruit d'un tiers : la loi doute de la sincérité du contrat, parce que le vendeur garde la jouissance du bien, ici ce n'est plus le vendeur mais le tiers qui a cette jouissance.

D'autres ont répondu que, si le sens usuel du terme *vendre à rente viagère* est bien celui qu'on indique, cela tient uniquement à la rareté des stipulations de rentes viagères au profit de tiers, et non au sens juridique du terme ; la définition donnée par Denizart et Merlin s'applique aussi bien au cas où la rente est stipulée au profit d'un tiers (1). Quant aux mots « *réserve d'usufruit* », ils n'ont pas nécessairement le sens qu'on leur donne « *de rétenion* », ils peuvent avoir le sens beaucoup plus large et plus naturel de « *excepté l'usufruit* » et même

(1) Cf. Laurent t. XII. p. 168.

auraient-ils vraiment ce sens étroit de *réten*tion qu'il serait téméraire d'en rien conclure relativement aux ventes à fonds perdu (1). Enfin, la fraude redoutée est ici encore possible, les complicités seront faciles à trouver, et même sans cela, en choisissant comme bénéficiaire de la rente ou de l'usufruit un malade ou un vieillard le vendeur à le moyen de fournir à son successeur un avantage considérable. D'autre part, le second motif de la loi, la difficulté d'évaluer un droit viager, existe aussi bien quand ce droit viager appartient à un tiers que lorsqu'il appartient au vendeur (2). C'est la nature de ce genre d'aliénation qui le rend suspect au législateur, et non la personne du bénéficiaire; c'est à toutes ces aliénations qu'il faut appliquer la présomption (3).

Enfin certains auteurs tout en reconnaissant la généralité de la disposition en ce qui concerne les aliénations à fonds perdu, refusent d'admettre que cette généralité s'applique aux ventes sous réserve d'usufruit. Une *réserve* c'est une *réten*tion, la rétention d'usufruit ne peut être faite que par le vendeur et à son propre profit. Par suite l'article 918 s'appliquera aux ventes à fonds perdu même si la rente est stipulée au profit d'un tiers; mais ne s'appliquera pas aux ventes de nue-propiété, quand un tiers aura l'usufruit. C'est à cette distinction que se

(1) Demolombe. Donations t. II. p. 530.

(2) Aubry et Rau t. VII, p. 206, note. Demolombe. loc. cit.

(3) Laurent, loc. cit.

rallie Demante (1), non sans hésitation. « La loi, dit-il, « doit avoir eu principalement en vue le cas où le droit « viager, réservé ou créé par l'aliénation, l'est au profit « et sur la tête du disposant... Toutefois, *il me paraît* « *difficile* de distinguer à cet égard en ce qui concerne « les charges de rentes viagères et les aliénations à fonds « perdu, car les termes de la loi sont absolus. Mais *peut-* « *être* les termes qui embrassent la réserve d'usufruit ne « comprennent-ils que le cas d'usufruit retenu par le « propriétaire qui aliène. D'où *je conclus*rais volontiers « que notre article ne s'appliquerait pas à une vente ou « à une donation (2), de nue-propiété quand l'usufruit « existe déjà ou qu'il est par le même acte constitué au « profit d'un tiers (3). »

La majorité des auteurs (4), adopte la seconde opinion sans tomber dans ces hésitations : pour eux l'article 918 s'applique dans tous les cas, qu'il y ait eu stipulation de rente viagère au profit d'un tiers, ou réserve d'un usufruit appartenant à ce tiers. C'est le mode d'aliénation qui est suspect, peu importe la personne du bénéficiaire du droit viager stipulé ou réservé. D'ailleurs, il faut remarquer que si le père n'avait pas aliéné son bien, et avait payé au tiers la rente viagère, il l'aurait

(1) A. M. Demante, t. IV, 56 bis, IV.

(2) La jurisprudence n'applique pas 918 aux simples donations. V. *supra*.

(3) Cf. même sens. Marcadé sous 918. 4.

(4) Sic. Zachariæ § 685. note 9. Aubry et Rau, t. VII, p. 206. Demolombe. Donations t. II. n° 501. Troplong. t. II, n° 865. Vazeille sous 918, 6 et 7.

payée sur ses revenus et ses enfants auraient retrouvé le bien intact dans la succession, tandis qu'ayant vendu le bien pour assurer le service de la rente, ses enfants ne retrouveront rien dans sa succession (1) ; il faut donc protéger les droits héréditaires de ces enfants.

La question qui nous occupe ne s'est que rarement posée devant les tribunaux, le premier arrêt qui lui donne une solution appliquait la loi de nivôse, c'est un arrêt de la Cour de Lyon qui fut confirmé par la Cour de Cassation le 27 avril 1808 (2). La Cour se rangea à l'avis du substitut du procureur général qui pensait « *qu'il n'y avait pas de vente à fonds perdu sans réserve de rente pour le vendeur lui-même,* » et écarta l'application de l'article 26 de la loi de nivôse.

Depuis la publication du Code civil deux arrêts seulement ont eu à trancher la controverse. Le premier statuait sur l'espèce suivante : un père débiteur de rentes viagères avait donné à son fils aîné un capital à charge d'assurer le service de ces rentes. Plus tard, il lui remit encore une certaine somme, moyennant cette fois une rente viagère à son profit. A la mort du père les fils cadet demandèrent l'imputation sur le disponible de toutes ces sommes sans exception et le rapport à la succession de l'excédent. Le juge de première instance ordonna cette imputation et ce rapport, le jugement fut confirmé sur appel par la Cour d'Angers, le 17 février 1829 (3).

(1) Demolombe, loc. cit.

(2) Devilleneuve, an XIII 1808, 1. 522. v. supra. p. 26.

(3) S. 29. 2. 171.

Pourvoi en cassation par l'ainé, pour violation de l'article 918 ; cet article, prétendait-il, doit bien s'appliquer à la somme reçue à charge de servir au père une rente viagère, mais non à celles qui étaient affectées au service des rentes dûes à des tiers. La réception de ces dernières sommes constitue une convention onéreuse que ne prévoit pas l'article 918, et qui n'est soumise qu'aux règles du droit commun, énoncées dans l'article 853. La Cour de Cassation rejeta le pourvoi, l'article 918 devait s'appliquer même lorsque la rente viagère est stipulée au profit d'un tiers (1).

C'était l'abandon de la solution admise en 1808.

La nouvelle solution s'appliquerait-elle aux ventes sous réserve d'usufruit, comme aux ventes à fonds perdu ? L'imputation sur le disponible et le rapport de l'excédent devraient-ils être ordonnés, au cas où l'usufruit excepté de la vente appartient à un tiers ?

La question se posa en 1863 devant la Cour de Paris (2). L'espèce était assez compliquée. Une partie du bien aliéné était grevée d'un usufruit avant l'aliénation. Le nu-propriétaire de cette partie, propriétaire du reste vendit à un successible en ligne directe ses droits sur ce bien en se réservant la jouissance de la portion qui jusque-là n'avait subi entre ses mains aucun démembrement de propriété. L'immeuble se trouvait ainsi réparti entre trois personnes, l'acquéreur nu-propriétaire du tout ; le vendeur et le tiers usufruitiers, chacun pour partie.

(1) Req. 7 août 1833, S. 33. 1. 699. D. 34, 1. 55. Sic. Limoges, 15 novembre 1902, Recueil de Riom, 1903, p. 33.

(2) Paris, 3 mars 1863. S. 63. 1. 91. D. 63. 2. 192.

Le tiers mourut le premier, puis le vendeur. Les héritiers de ce dernier, cohéritiers de l'acquéreur, demandèrent l'imputation sur le disponible de la valeur du bien tout entier en pleine propriété. L'acquéreur répondit qu'il ne devait souffrir cette imputation que pour la part dont le vendeur avait été usufruitier ; celle-là seule avait été l'objet d'une *réserve d'usufruit*.

La Cour de Paris dans un arrêt assez obscur, ordonna l'imputation sur le disponible de la valeur du bien déduction faite de l'usufruit du tiers ; ainsi l'article 918, s'appliquait d'abord à la partie dont le vendeur avait été l'usufruitier, mais incomplètement puisque la Cour n'ordonne l'imputation que de la nue-propriété de cette partie. Solution étrange et doublement condamnable ; d'abord il faut, soit écarter complètement 918, soit l'appliquer intégralement, on ne doit pas le mutiler comme a fait la Cour de Paris ; ensuite la solution adoptée viole l'article 922 du Code civil. L'imputation et le rapport de l'article 918 ne sont autre chose qu'une réduction à la quotité disponible (1), les biens donnés doivent donc être estimés « d'après leur valeur au temps du décès du « de-cujus », à ce moment l'usufruit du tiers était éteint, il n'y avait donc pas lieu de tenir compte de sa valeur dans l'estimation des biens donnés.

Pour justifier sa solution la Cour affirme que le législateur en écrivant 918 a supposé que les biens vendus n'étaient grevés que de l'usufruit de l'aliénateur, affirmation dont l'évidence lui paraît démontrée par cette

(1) V. p. 53 et p. 115.

constatation que si le tiers était encore vivant au décès du vendeur, l'imputation et le rapport seraient impossibles. L'usufruit du tiers est donc une charge ordinaire de la donation dont il faudra tenir compte lors de l'évaluation du bien donné, comme de toutes les autres charges (exception faite de l'usufruit du vendeur qu'efface l'article 918). Les mots « valeur en pleine propriété » que « l'on relève dans le texte signifient simplement valeur « capitale transmise par l'aliénation » cette valeur est diminuée par l'usufruit du tiers, il faudra donc en tenir compte. Enfin, le sens normal des expressions « vente à « fonds perdu », sous réserve d'usufruit implique une stipulation de rente, ou une réserve d'usufruit au profit du donateur lui-même.

Certains de ces arguments, doivent logiquement écarter 918 ; si vraiment le législateur n'a pas eu en vue la réserve d'usufruit, au profit d'un tiers, si vraiment il est impossible, ou plutôt injuste, de réclamer l'imputation de la pleine propriété lorsque l'usufruit du tiers dure encore, si vraiment les mots vente à fonds perdu, réserve d'usufruit impliquent stipulation ou rétention d'un droit viager au profit du vendeur lui-même : l'article 918 ne doit pas s'appliquer lorsque ce droit viager profite à un tiers.

Par suite dans l'espèce, il fallait appliquer 918, à la part dont le vendeur s'était réservé l'usufruit, et imputer sur le disponible la valeur de cette seule partie, nous avons déjà vu des exemples analogues de division du contrat ; ce n'est pas ce qu'a fait la Cour de Paris qui applique la présomption de gratuité à l'ensemble du con-

trat, déduction faite de l'usufruit du tiers, étendant ainsi cette présomption à la nue-propriété de la part dont le tiers était usufruitier.

Les autres arguments fournis peuvent-ils justifier cette extension ? L'usufruit du tiers est une charge ordinaire de la donation, qui en diminue la valeur, il faut donc en tenir compte, car il n'est pas donné à l'acquéreur, nous dit la Cour. En l'espèce l'argument n'a aucune valeur, au décès du *de cujus*, cet usufruit était éteint, il n'y avait pas à en tenir compte. Supposons maintenant, qu'à ce moment du décès, cet usufruit existe encore, l'argument présente alors un sens, il se ramène à l'un de ceux que nous avons déjà vu, l'acquéreur n'ayant pas reçu cet usufruit, on ne peut le considérer comme lui ayant été donné, il serait injuste de lui demander l'imputation de la pleine propriété. Faut-il lui demander l'imputation seulement de la nue-propriété comme a fait la Cour ?

Non c'est modifier la présomption, ce que nous ne devons pas faire, il faut donc l'écarter complètement. L'acquisition de la part de bien dont le tiers était usufruitier, ne sera donc pas transformée en acquisition gratuite, elle gardera le caractère de vente que lui ont donné les parties. Par contre, l'acquisition de la part dont le vendeur s'est réservé l'usufruit, sera frappée de la présomption, elle remplit toutes les conditions prévues par le texte, et l'imputation de la valeur de cette part sur le disponible devra être ordonnée. Telle est la solution qui découle logiquement des arguments dont s'est servi la Cour de Paris.

L'article 918 serait donc inapplicable au cas où le droit viager réservé ou stipulé, car il n'y a pas à distinguer entre ces deux hypothèses, profite à un autre que le vendeur lui-même. Cette solution me semble de beaucoup la meilleure ; d'abord parce qu'elle restreint autant que possible l'étendue de la présomption, et ensuite pour cette raison, que l'imputation et le rapport étant injustes, (tellement injustes que la Cour de Paris disait *impossibles*), au cas de survie au vendeur du tiers usufruitier ; il ne faut pas les ordonner dans ce cas ni par suite dans les autres, le fait du prédécès ou de la survie de l'usufruitier ne pouvant évidemment réagir sur les conséquences que la loi attache à une fraude qui, si elle existe a été commise à un moment, où l'on ne pouvait prévoir ce prédécès ou cette survie.

§ 3.

Si maintenant nous laissons de côté les difficultés contemporaines du contrat, celles qui sont nées des stipulations, qui y ont été insérées lors de sa formation, nous en trouvons d'autres qui proviennent des transformations que des conventions postérieures ont pu apporter à ce contrat. Ce contrat primitif pouvait être un de ceux que frappe la présomption, et un accord postérieur a pu faire disparaître la cause de suspicion, la stipulation de rente viagère ou la réserve d'usufruit. Une vente a été faite sous réserve d'usufruit à un successible, puis dans la suite, l'usufruit primitivement réservé a été vendu au

même succéssible, ou bien encore la vente avait été faite moyennant une rente viagère, qui par la suite a été convertie en capital.

Il peut arriver au contraire que ce soit, la seconde convention qui ait introduit dans le contrat l'élément suspect, ainsi une vente a été faite moyennant un capital qui est plus tard converti en rente viagère, ou bien la vente de la pleine propriété a été suivie du rachat de l'usufruit.

A. — Etudions d'abord ces deux dernières hypothèses. Voici un père qui vend à un de ses enfants un de ses biens pour un capital, par la suite les parties convertissent ce capital en rente viagère.

L'article 918, s'applique certainement, non pas au premier contrat, aliénation pour un capital d'une pleine propriété, mais au second qui n'est autre chose que l'aliénation à fonds perdu d'un capital en argent. Ce capital devra être imputé sur le disponible, la solution me paraît certaine. Il existe cependant un arrêt en sens contraire (1), mais qui n'est inspiré que par des raisons d'équité, je dirais volontiers de charité. La vente litigieuse avait été faite moyennant un capital dont la majeure partie devait servir à payer les dettes des vendeurs. Plus tard, le reste de ce prix fut converti en rente viagère. La Cour de Caen refusa d'appliquer la présomption de gratuité « parce que cette constitution de rente « ne faisait pas partie du prix de l'acquisition qu'ils (les

(1) Caen, 29 novembre 1861, S. 62. 2. 518.

« enfants du vendeur) avaient faite et dont ils auraient
« pu se libérer aux termes du contrat en payant les
« 1.190 francs dont ils restaient débiteurs, mais était un
« placement que les époux S...faisaient entre les mains
« de leurs enfants de la seule somme qui composait toute
« leur fortune... *que tous les faits de la cause prouvent*
« *que ces deux actes avaient pour unique objet l'avantage*
« *des vendeurs* ».

C'est ce placement fait entre les mains des enfants qui dans la rigueur du droit aurait dû être frappé par la présomption de gratuité ; la Cour écarte l'article 918 par des arguments de fait, et ce caractère d'argumentation d'équité apparaît mieux encore quelques lignes plus bas ; la vente primitive avait été faite sous réserve d'usufruit, pourtant la Cour n'ordonne pas l'imputation et le rapport parce que : « cette réserve de l'usufruit, d'une *chaumière en ruines, simple abri qu'une fille ne pouvait re-*
« *fuser à son père et à sa mère* ne peut changer la nature
« de l'acte qui ne tombait pas sous l'application de l'article 918. »

Cet arrêt exceptionnel dicté par les circonstances de l'espèce, et non par des règles de droit, ne peut être cité à l'encontre de notre solution ; inspiré par les faits, il ne vaut que pour l'espèce qui l'a motivé.

Au cas d'une vente d'un bien en pleine propriété suivie d'un rachat de l'usufruit, les parties se trouvent en définitive dans la situation où ils se seraient trouvés s'ils avaient conclu simplement une vente de nue-propriété. Ce n'est pourtant pas l'ensemble des deux conventions,

considéré comme formant une vente unique sous réserve d'usufruit, qui donnera lieu à l'imputation au moins en règle générale, il n'en serait autrement qu'une fois faite la preuve que ces deux conventions sont bien réellement les deux parties d'un tout, dissocié en deux contrats pour éluder l'article 918.

Sauf cette possibilité de prouver l'unité réelle du contrat l'imputation ne pourra être demandée que pour la valeur aliénée par la seconde convention. Ce rachat de l'usufruit est l'échange d'un capital pour un droit viager, c'est une aliénation à fonds perdu. C'est la valeur du capital aliéné en échange de l'usufruit qui devra être imputée sur le disponible et l'excédent rapporté.

Dans ces deux hypothèses, ventes de pleine propriété moyennant un capital suivies de conversions du prix en renté, ou de rachat de l'usufruit ; c'est la seconde convention seulement qui tombe sous le coup de l'article 918.

B. — Les hypothèses inverses sont beaucoup plus délicates. Voici une vente sous réserve d'usufruit, ou à fonds perdu, une convention postérieure peut-elle en faisant disparaître la cause qui rendait l'aliénation suspecte, faire disparaître la présomption qui en est la conséquence.

La jurisprudence n'a eu à statuer que pour la vente sous réserve d'usufruit. Il s'agissait d'un père qui avait vendu à l'un de ses enfants, un bien dont il s'était réservé la jouissance. Par la suite il avait cédé à ce même enfant cet usufruit primitivement réservé. Faut-il voir là un seul contrat, formé de deux accords successifs, vente

pour un capital, d'une pleine propriété qui échapperait à la présomption ? Ou bien faut-il considérer ces deux accords comme deux contrats indépendants assujettis à des règles distinctes ; le premier vente sous réserve d'usufruit serait réputée à titre gratuit.

La Cour de Cassation constate dans son arrêt du 14 janvier 1884 (1) « que la disposition contenant réserve « d'usufruit a été *modifiée et complétée* par un acte postérieur qui avait pour effet de faire acquérir à M... V... « la propriété pleine et entière des parcelles cédées. » Pour la Cour de Cassation comme pour la Cour d'appel qui avait rendu l'arrêt attaqué les deux conventions successives forment un ensemble et c'est cet ensemble qu'il faut considérer. A cette constatation qui pourrait n'être qu'une constatation de fait, la Cour de Cassation ajoute un argument de droit : il s'agit d'une question de quotité disponible et de consistance d'une succession, c'est donc d'après l'état des conventions au moment du décès qu'il faut statuer. Jusqu'à ce moment des événements peuvent survenir et transformer l'acte litigieux ; il peut par exemple être résolu, sa disparition rétroactive écarte évidemment toute idée de lui appliquer l'article 918 ; une convention nouvelle peut le modifier, le compléter, le faire disparaître ; c'est ce qui se produit dans notre hypothèse, où la vente sous réserve d'usufruit a disparu remplacée par une vente de la pleine propriété à laquelle l'article 918 est inapplicable. La vente suspecte a disparu ;

(1) S. 84. 1. 97. note G. Demante.

aucun des deux motifs du texte n'existe plus : l'aliénateur perd la jouissance du bien, et l'on pourra aisément comparer la valeur du bien vendu et son prix, qui est la somme des deux prix fixés en capital pour la nue-propriété puis pour l'usufruit.

Supposons maintenant une vente moyennant une rente viagère, suivie du rachat de cette rente pour un capital. Pourrons-nous dire encore que les deux contrats forment un ensemble : vente d'une propriété pour un capital qui est en dehors des prévisions de l'article 918 ; pouvons-nous dire que la deuxième convention a fait disparaître la première ? Je le crois. Le prix de la rente rachetée fait partie de la succession où les héritiers le retrouvent ; comment ces héritiers pourraient-ils prétendre donné un bien dont ils ont le prix entre les mains. Tout au plus pourrait-on prétendre donnée la différence entre la valeur des biens et le capital échangé contre la rente, différence qui représente la portion de la valeur en capital du bien aliéné, que le vendeur a reçu sous forme d'arrérages en même temps que les revenus.

SECTION II.

Conditions relatives aux parties contractantes.

Pour qu'une aliénation soit présumée déguiser une libéralité, il ne suffit pas qu'elle présente les caractères que nous venons d'étudier ; qu'elle ait été faite à fonds perdu ou sous réserve d'usufruit ; il faut encore que l'acquéreur

soit un des successibles en ligne directe de l'aliénateur, à cette condition seulement la valeur du bien vendu sera imputée, sur la quotité disponible et l'excédent rapporté.

§ 1^{er}

Lorsque l'acquéreur est un collatéral, l'aliénation dont il profite n'est pas présumée faite à titre gratuit (1) ; elle produira ses effets comme contrat à titre onéreux, à moins que la preuve d'un déguisement n'ait été faite. Il était inutile d'étendre aux collatéraux, la présomption de l'article 918, puisque cet article est écrit pour protéger la réserve, et que l'acquéreur collatéral, ne sera en concours qu'avec des collatéraux, qui ne sont pas réservataires. Dans un cas cependant l'acquéreur collatéral peut se trouver en concours avec des réservataires, il faut supposer que le vendeur à fonds perdu laisse comme héritiers des ascendants et des collatéraux privilégiés, par exemple son père qui en sa qualité d'ascendant est réservataire, et son frère acquéreur du bien vendu moyennant une rente viagère. L'aliénation déguise peut-être une donation qui entame la réserve du père ; cette donation ne sera traitée comme telle qu'une fois le déguisement prouvé ; la présomption de 918 est inapplicable. A cela pas de bonne raison, on a prétendu que la fraude était bien moins probable que lorsque l'acquéreur est un descendant ou un ascendant, ce n'est pas très démontré. Quoi-

(1) Sic. Cass., 27 juillet 1869, S. 69. 1. 429.

qu'il en soit ce cas est le seul, ou l'article 918 ne protège pas la réserve. Le père n'aura que les ressources du droit commun, il devra faire la preuve du caractère gratuit de l'acte ; et ce caractère prouvé la donation sera soumise au rapport, ou à la réduction, si une dispense de rapport peut résulter des circonstances de l'acte, mais sauf pareille dispense, la donation sera soumise au rapport, aucune des deux présomptions de l'article 918 n'est applicable. La présomption de gratuité n'existe pas *contre* eux, celle de dispense de rapport n'existe pas *pour* eux.

Dans tous les cas où l'imputation, sur le disponible est, en fait, demandée, il s'agit d'aliénations faites au profit de descendants, mais on peut supposer pareille vente faite au profit d'un ascendant, cette vente sera-t-elle frappée par la présomption de gratuité ? Delvincourt (1) affirme que le texte ne peut s'appliquer à cette hypothèse : « On peut, dit-il, présumer un avantage indirect dans une « vente à fonds perdu ou avec réserve d'usufruit par un « ascendant à son descendant, mais la même présomption n'existe pas quand la vente a lieu de la part d'un « descendant à un ascendant. » Le danger de fraude est moindre, c'est vrai, mais cette considération ne peut prévaloir contre le texte qui est général, l'ascendant est un successible en ligne directe au même titre que le descendant. Le texte ne distingue pas, nous ne devons pas distinguer non plus.

(1) Delvincourt, t. II, p. 437.

§ 2.

Pour que la présomption soit applicable il ne suffit pas que l'acquéreur soit *parent* en ligne directe de l'aliénateur, il faut encore qu'il soit *son successible*. Ce mot indique une possibilité de succéder, mais n'a pas de sens précis, d'où de vives controverses, à quel moment doit exister cette vocation successorale, pour que l'aliénation soit présumée gratuite ? Faut-il que l'acquéreur soit héritier présomptif au jour du contrat, ou bien qu'il vienne en fait à la succession ?

La question présente un double intérêt. L'acquéreur héritier présomptif au moment du contrat, meurt avant son vendeur, les héritiers du vendeur pourront-ils réclamer à ceux de l'acquéreur l'imputation sur le disponible ? Ou bien encore, l'acquéreur survit au vendeur, mais renonce à la succession, devra-t-il subir l'imputation ? D'autre part l'acquéreur qui n'était pas héritier présomptif au jour du contrat se trouve au jour du décès appelé à la succession par suite du prédécès d'un parent plus proche, l'article 918 lui sera-t-il applicable ?

Pour la plupart des auteurs (1) et des arrêts (2), il faut comprendre « successible » dans le sens d'héritier présomptif. Les premiers projets de Code civil parlaient

(1) Aubry et Rau, t. VII, 684 *ter*. Laurent, t. XII. 127. Coin. Delisle, sous 918. 10. Saintespès-Lescot II. 397. — Marcadé sous 918. II.

(2) Angers. 17 août 1879, D. 80. 2. 137. Paris, 2 février 1881. S. 81. 2. 112.

comme la loi de nivose, des ventes faites aux héritiers présomptifs. Le mot successible apparaît pour la première fois dans le texte de la commission de l'an VIII, après la révision provoquée par les observations des tribunaux. Or aucun de ces tribunaux n'avait demandé une modification du terme « héritiers présomptifs », il est donc bien probable que cette modification n'indique aucun changement dans le fonds du droit, et qu'il s'agit après, comme avant des héritiers présomptifs. D'ailleurs ce sens est le seul qui soit d'accord avec les motifs du texte : la loi redoute des fraudes tendant à procurer à un héritier au détriment des autres un avantage dépassant la quotité disponible ; une entente frauduleuse de ce genre ne peut évidemment être conclue qu'avec un héritier présomptif, c'est au moment où la fraude se produit que doit exister le lien successoral qui la rend possible. Enfin si nous admettons un moment que les successibles sont les *héritiers* ceux qui viennent à la succession, il nous faudra admettre cette double conséquence, que l'article 918 sera inapplicable lorsque l'acquéreur sera mort avant le vendeur, et que s'il lui survit, il lui suffira de renoncer pour se soustraire à l'imputation sur le disponible et d'autre part, cette imputation sera subie par celui qui n'était pas héritier présomptif, et qui par suite du décès d'un parent plus proche vient à la succession. Comment le prédécès de l'acquéreur ou sa renonciation peuvent-ils faire disparaître le soupçon de fraude, et le prédécès ou la renonciation d'un tiers le faire naître ? Ces deux conséquences sont illogiques ; et d'autre part, si une renonciation suffit

à écarter l'article 918, il est si facile de l'éluder, qu'il devient absolument inutile. Admettre cette solution : « c'est
« laisser la porte ouverte à la fraude, un enfant après
« avoir obtenu de la faiblesse de son père, au moyen d'une
« vente simulée, la totalité de sa fortune, pourrait, par
« une renonciation, dépouiller entièrement ses frères et
« sœurs de leurs parts d'héritage (1) ». Ajoutons enfin
que l'imputation, et le rapport en question sont une réduction à la quotité disponible, et que l'on ne peut se soustraire à la réduction en renonçant, car on y est soumis comme donataire et non comme héritier. Il faut donc admettre que les successibles, dont les acquisitions sont présumées faites à titre gratuit sont « ceux qui auraient aptitude à se présenter à la succession si elle venait à s'ouvrir, à l'époque même de la confection de l'acte (2) ».

Cependant cette opinion n'est pas celle de tous les auteurs, ni même de tous les arrêts ; certains (3) affirment que jusqu'à l'ouverture de la succession, il n'y a pas de successibles, que les successibles sont ceux qui viennent à la succession. Il ne peut dit-on, s'agir que des héritiers, le texte emploie le mot *rapport*, c'est par ce mot que le Code désigne la réduction quand le donataire est un héritier, c'est ainsi qu'il en use dans les articles 844 et 866. La forme même de l'article 918 implique nécessairement

(1) Angers, 17 août 1879, D. 80. 2. 137.

(2) Paris, 2 février 1881, S. 81. 2. 112.

(3) Vazeille sous 918, 3. Vernet quotité disponible p. 436. Poujol. Donations t. IV sous. 918. Agen, 29 novembre 1847, S. 48. 2. 29.

que les successibles sont des héritiers : « Cette imputation et ce rapport ne pourront être demandés par ceux « des *autres successibles* qui auraient consenti à l'aliénation », ces successibles qui peuvent demander la réduction, s'ils n'ont pas consenti à l'acte sont des héritiers, seuls les héritiers peuvent demander la réduction, les premiers sont donc aussi des héritiers.

Quelques auteurs enfin (1), adoptant ces derniers arguments, reconnaissent cependant que la fraude suppose chez l'acquéreur la qualité d'héritier présomptif, au moment de l'acte ; animés du désir de restreindre autant que possible l'étendue de la présomption, ils concilient les deux premières opinions, en réclamant que l'acquéreur ait été héritier présomptif lors du contrat s'il précède ou renonce et qu'il vienne à la succession s'il n'était pas héritier présomptif au moment de l'acte suspect, dans l'un comme l'autre cas, il échappe aux rigueurs de la présomption.

Cette tentative de correction de la deuxième opinion en montre toute la faiblesse ; Demolombe et Demante reconnaissent que le sens d'héritier donné au mot successible est en désaccord avec les motifs du texte. Les raisons qui, malgré ce désaccord les amènent à admettre ce sens tout en le corrigeant, ne sont pas aussi convaincantes, qu'ils semblent le croire. Les deux arguments de terminologie invoqués précisent arbitrairement le sens de deux mots qui en réalité n'ont pas cette précision. Affirmer qu'il n'y a de successibles que lorsque la succession

(1) Demolombe, Donations II, p. 545. Demante t. IV, 56 bis VI.

est ouverte, c'est une affirmation et non une démonstration, le mot n'a qu'un sens vague, il indique une vocation successorale, une possibilité de succéder, sans indiquer le moment où elle existe. On ne peut rien conclure du mot pris en lui-même. Quant au mot, rapport, dire qu'il implique des relations entre cohéritiers, c'est encore une simple affirmation, si dans quelques articles du Code il a bien le sens qu'on lui prête, il ne s'ensuit pas nécessairement qu'il doive toujours avoir ce sens ; c'est un terme sans valeur précise (1) qui caractérise toute remise d'un bien ou d'une valeur à la succession. On argumente du sens du mot dans la fin de l'article « Cette imputation » et ce rapport, y est-il dit, ne pourront être demandés « par ceux des autres successibles qui auraient consenti à l'aliénation... » puisqu'ils pourraient agir en réduction s'ils n'avaient pas consenti, c'est qu'ils sont des héritiers, celui contre qui ils auraient pu agir est donc lui aussi un héritier.

Remarquons d'abord que Laurent a pu tirer de cette même phrase un argument directement contraire (2) ; ces successibles qui ont consenti étaient héritiers présomptifs lorsqu'ils ont consenti, sinon on ne leur aurait pas demandé leur consentement, quelle que soit la valeur de cet argument, il prouve le peu de précision du mot successible. Ce manque de précision explique que ce mot puisse dans notre texte, avoir deux sens différents, unis

(1) Son seul sens technique précis s'applique à l'ancienne *collatio bonorum*, qui est ici hors de cause.

(2) Laurent XII. p. 170.

par la seule idée de vocation successorale, la seule qu'exprime le mot successible ; ce n'est pas dans ce terme lui-même qu'il faut chercher son sens, mais dans l'esprit du texte, c'est une fraude que craint la loi, pour appliquer la mesure prise contre cette fraude, il faut évidemment que les causes qui la rendent possibles existent au moment du contrat suspect, il faut qu'à ce moment l'acquéreur soit héritier présomptif.

Pour que l'article 918 soit applicable, il faut que l'acquéreur soit un de ceux « qui auraient eu aptitude pour « recueillir la succession si elle s'était ouverte au jour de « la vente ».

§ 3.

La loi de nivôse frappait de la même nullité les ventes à fonds perdu au profit d'héritiers présomptifs et celles faites aux descendants de ces héritiers présomptifs, qu'on supposait devoir fréquemment servir de personnes interposées pour faire parvenir le bien aliéné à la « personne prohibée » sans qu'elle ait à subir l'imputation.

L'article 918 ne contient pas de disposition analogue, il est possible que les proches parents du successible servent d'intermédiaires, mais cette fraude n'est pas présumée. Lorsqu'elle sera prouvée, l'aliénation sera traitée comme si elle avait été faite directement au successible, on lui appliquera l'article 918 (1). Mais, si cette

(1) Cass. 7 décembre 1857. D. 58. 1. 278.

preuve n'est pas faite, la vente produira effet comme vente aucune présomption ne vient la transformer (1). Les présomptions d'interpositions, qu'établit l'article 911, ne peuvent s'appliquer ici ; faites pour assurer le respect de règles de capacité, elles ne sont pas applicables à une question de quotité disponible (2). Ceci n'a jamais été sérieusement controversé. Seul un arrêt de la Cour de Rouen (3) du 28 juin 1856 appliquait ces présomptions à notre cas, et invoquait à l'appui ce motif que l'article 911 n'est pas restrictif, et doit par suite s'appliquer aussi bien à l'incapacité restreinte qu'à l'incapacité absolue. Argument doublement inexact ; l'article 911 établit des présomptions légales, donc il ne peut être étendu, ensuite l'article 918 n'établit pas une règle de capacité même restreinte, mais une règle d'indisponibilité. L'arrêt de Rouen fut cassé le 7 décembre 1857.

Au cas de vente à fonds perdu, au conjoint du successeur, la combinaison de cette vente et du contrat de mariage des époux peut rendre le successible propriétaire d'une partie du bien vendu. L'article 918 devra-t-il s'appliquer à cette partie ? Il ne s'agit plus d'une fraude, le véritable acquéreur est bien l'acquéreur apparent, mais les époux sont mariés sous un régime de communauté,

(1) Contra Versailles, 4 juin 1824 sous Paris 9 juillet 1825. D. Repert. v^o dispositions n^o 1022. 1.

(2) Poitiers, 23 janvier 1822. D. Repert, v^o dispositions n^o 1000. Bruxelles 1^{er} avril 1840. D. Repert. v^o Dispositions n^o 1001. Civ. 7 décembre 1857. D. 58. 1. 108. Limoges 15 novembre 1902. Recueil de Riom 1903, p. 33. Douai 19 novembre 1905. Recueil de Douai 19 novembre 1905.

(3) Rouen, 28 juin 1856 sous cass., 7 décembre 1857, D. 58 1. 108.

de sorte que ce qui est acquis à titre onéreux par l'un d'eux, pendant le mariage, tombe dans la communauté (1), et l'autre en devient propriétaire pour moitié. L'article 918 doit-il s'appliquer à cette partie dont le successible devient propriétaire parce que c'est son conjoint qui a acheté le bien.

La question s'était déjà posée sous l'empire de la loi de nivôse : une veuve avait acheté un bien à l'oncle paternel de ses enfants, moyennant une rente viagère. Cette femme était restée en communauté avec ses enfants après le décès de son mari, ainsi que l'ordonnait l'Ancien Droit dans certains cas (2). Les enfants devenaient par suite propriétaires pour moitié du bien vendu par leur oncle dont ils étaient les héritiers présomptifs. Le tribunal des Sables d'Olonne annula la vente en vertu de l'article 26 de la loi de nivôse, le tribunal d'appel de Poitiers infirma ce jugement et l'arrêt fut confirmé par la Cour de Cassation (3). L'article 26 n'a pas prohibé la vente au conjoint du successible, même commun en biens, on ne doit pas étendre sa prohibition.

Un arrêt de la Cour de Limoges du 15 novembre 1902 applique la même solution pour le texte actuel. L'article 918 est inapplicable à la vente au conjoint commun en biens du successible parce que : « si la femme peut profiter de l'acquisition c'est par l'effet indirect des conventions matrimoniales et non en vertu d'un contrat auquel

(1) Art. 1401. c. civ.

(2) Au cas de défaut d'inventaire après décès du mari.

(3) Réq. 6 prairial an X, Devilleneuve 1791, an XII. 1. 647.

« elle n'a pas figuré et qui n'avait pas le caractère de donation à l'égard de son mari (1) ».

On ne peut qu'approuver sans réserve cette solution, car le bien ne tombe en communauté que parce qu'il est acquis à titre onéreux (art. 1401), comment ce caractère pourrait-il se concilier avec la présomption de gratuité qu'établit notre article ; si le bien est acquis par la femme, c'est parce qu'il est acquis à titre onéreux, on ne peut appliquer à la fois 1401 et 918.

C'est pourtant ce qu'ont fait deux arrêts l'un de Douai (2) et l'autre d'Orléans (3), qui appliquent l'article 918 à la part de bien acquise indirectement par le successeur. La solution est injustifiable : elle étend une présomption légale, elle amène à cette contradiction d'un acte qui est acquis à titre gratuit parce qu'il est acquis à titre onéreux, enfin elle conduit ses partisans à des résultats extraordinaires. Ainsi supposons que le successeur soit la femme, elle ne deviendra définitivement propriétaire de la moitié du bien acquis par son mari, que lorsqu'elle aura accepté la communauté, d'où cet inconvénient de retarder jusqu'à cette acceptation, la liquidation de la succession du vendeur, un auteur (4) a voulu éviter cette conséquence fâcheuse. Voici comment : le bien acheté est tombé en communauté, la femme en est devenue propriétaire pour moitié, cette moitié est pré-

(1) Recueil de Riom, 1903, p. 33.

(2) 19 novembre 1905. Recueil de Douai, 19 novembre 1905.

(3) Orléans, 15 décembre 1905. La Loi 26 décembre 1905.

(4) Dalloz. Répert. v^o dispositions n^o 1002.

sumée acquise à titre gratuit en vertu de l'article 918 ; or les biens acquis à titre gratuit par l'un des époux pendant le mariage restent propres à l'acquéreur (art. 1405, C. civ.), donc cette moitié que la femme a acquise à titre gratuit pendant le mariage lui restera définitivement à titre de propre ! Autrement dit le bien acquis à titre gratuit parce qu'il a été acquis à titre onéreux, est propre parce qu'il est tombé en communauté. C'en est assez pour condamner le système ; si le bien tombe en communauté, c'est qu'il est acquis à titre onéreux, il n'y a pas de présomption de gratuité possible. L'article 918 n'est pas fait pour cette hypothèse ; le successible n'acquiert pas en vertu de la vente à fonds perdu, mais en vertu de son contrat de mariage.

En résumé pour que l'article 918 s'applique, il faut : d'abord que nous nous trouvions en présence d'une aliénation, que la réciprocité des prestations promises, donne à cette aliénation les apparences d'un contrat à titre onéreux ; enfin que cette aliénation ait été faite à fonds perdu ou sous réserve d'usufruit, et d'autre part que l'acquéreur, étant parent de l'aliénateur en ligne directe ascendante ou descendante, soit au moment du contrat héritier présomptif de cet aliénateur.

CHAPITRE III

Effets de l'article 918.

SECTION I.

Sort de l'aliénation qui tombe sous le coup de l'article 918.

L'aliénation soumise à l'article 918, celle qui remplit toutes les conditions qui nous sont maintenant connues produira jusqu'au décès du vendeur tous ses effets normaux ; mais quand la succession du vendeur sera ouverte les cohéritiers de l'acquéreur pourront demander que : « la valeur en pleine propriété des biens aliénés, « soit imputée sur la quotité disponible, et que l'excédent, s'il y en a, soit rapporté à la masse. » L'acquisition faite par le successible est réduite au montant de la quotité disponible. Cette réduction est la conséquence logique de la double présomption de gratuité et de dispense de rapport, comme toutes les autres donations

préciputaires, celle-ci subira la réduction pour atteinte à la réserve.

§ 1^{er}

L'article 918 se borne à énoncer le principe de cette action en réduction ; en général on lui appliquera les règles de droit commun de la réduction.

Cette imputation et ce rapport seront souvent désastreux pour l'acquéreur qui après avoir satisfait à toutes ses obligations se verra privé du bénéfice de son acquisition. Pourrait-il éviter cette réduction ? Serait-il recevable à démontrer que la réalité est conforme aux apparences, que le contrat est, comme il le paraît, véritablement onéreux et qu'il ne masque aucune libéralité ? Ce serait prouver l'inexactitude d'une présomption légale, ce qui est en général possible ; sauf exceptions les présomptions légales souffrent la preuve contraire. Dans notre hypothèse, il serait juste de permettre à l'acquéreur d'éviter un préjudice immérité : le contrat était sincère ; des donations antérieures ont épuisé la quotité disponible, si l'on refuse à l'acquéreur le droit de prouver cette sincérité du contrat, non seulement, il sera dépouillé du bénéfice qu'il pouvait légitimement espérer, mais il se trouvera en perte, son patrimoine personnel sera entamé, il aura payé le montant de ses obligations sans rien recevoir en échange. Si telle est la règle, c'est le cas où jamais de répéter l'adage : « Summum jus, summa injuria. »

C'est pourtant cette solution inique que consacrent la majorité des auteurs (1) et des arrêts. Voici de quels arguments ils l'appuient : l'article 918, dit-on est une de ces présomptions sur le fondement desquels la loi annule un acte, la preuve contraire n'est pas admise à l'encontre de ces présomptions (art. 1352, 2, C. civ.) ; en outre, le motif de l'article 918 étant la difficulté de de l'évaluation des prestations échangées ; c'est-à-dire la difficulté de prouver le caractère onéreux du contrat, on ne peut supposer que ce texte évite une difficulté uniquement pour la retrouver un peu plus loin (2).

Longtemps le raisonnement a paru invincible, enfin Laurent (3) protesta. L'article 1352 § 2, n'écarte pas la preuve contraire dans tous les cas où en raison d'une présomption légale un acte est transformé, il faut que cet acte soit annulé. L'article 918 annule-t-il la vente à laquelle il s'applique ; non, puisqu'elle continue à produire effet dans la mesure du disponible. On affirme qu'en transformant un acte onéreux en acte gratuit, l'article 918 annule *la volonté des parties*. C'est une erreur. La loi présume que, dans l'*intention des parties*, l'acte est une donation, elle met les apparences d'accord avec cette volonté cachée, elle lui fait produire ouvertement ses effets, elle ne l'annule pas. On affirme encore

(1) Duranton VII. 331. Toullier III. 133. Marcadé 918. 5. Aubry et Rau V. 571. Demolombe. Donations II. 517. Coin Delisle 918. 11. Saintespès-Lescot II 388. 409. Vernet 431-432.

(2) Demolombe, loc. cit.

(3) Laurent, t. XII, 17. s. cf. Demante note sous S. 84. 1. 97. Baudry et Colin, Don. et Test. t. I.

que si la translation de propriété est maintenue, « elle « ne procède pas de l'acte à titre onéreux, la loi efface « cet acte et lui substitue d'office une donation acte à « titre gratuit ». C'est inexact, la loi n'efface pas l'acte à titre onéreux, cet acte n'a jamais existé, il n'est qu'une apparence dont la loi ne tient pas compte, agissant en cela comme les contractants eux-mêmes. Le contrat véritable est une donation qui produira tous les effets des donations. Soumettre cette donation à la réduction, ce n'est pas l'annuler (1). C'est ce qui différencie l'article 918 de l'article 26 de la loi de nivôse, le premier ordonne une réduction, l'autre prononçait une nullité. La réduction de l'article 918, est d'autant moins une nullité, qu'elle n'est même pas retroactive, puisqu'elle n'a lieu qu'en valeur.

Certains (2), ont recours à une autre argumentation. L'article 1352, exclut la preuve contraire non seulement lorsque la présomption entraîne une nullité, mais encore lorsque la loi en suite de cette présomption refuse l'action en justice.

La loi, dit-on, sur le fondement de l'article 918, refuse à l'acquéreur, l'action en justice. Supposons que cet acquéreur n'ait pas été mis en possession, au décès du vendeur, il demande la délivrance : ses cohéritiers auront pour repousser son action une exception péremptoire fondée sur l'atteinte que l'aliénation présumée gra-

(1) Sic. Orléans 2 avril 1824, D. Répert. v^o successions n^o 1254.

(2) Wahl. note sous S. 1900. I. 177.

tuite porte à la réserve. L'action en justice est refusée à l'acquéreur, qui par suite ne sera pas admis à prouver que son acquisition est vraiment onéreuse. Si la présomption est *juris et de jure*, lorsqu'elle est invoquée contre l'acquéreur demandeur, on ne conçoit pas qu'elle puisse présenter un autre caractère lorsque l'acquéreur est défendeur à l'action en réduction, au lieu d'être demandeur à l'action en délivrance.

Les cohéritiers auraient-ils cette exception péremptoire contre l'action en délivrance de l'acquéreur ? Je ne le crois pas. Comme nous le verrons, la réduction ordonnée par l'article 918, n'a pas lieu en nature ; c'est une simple remise à la succession d'une somme d'argent, représentant une part du bien. Dans ces conditions les héritiers pourraient-ils refuser la délivrance ? Non, tout au plus pourraient-ils se prévaloir du droit de rétention, pour retarder cette délivrance, jusqu'au paiement de la somme qui leur est due. Il n'y aurait pas refus d'action, mais simple condition nécessaire à la réussite de l'action. L'article 1352, n'est donc pas applicable, et il ne reste aucune raison d'exclure la preuve contraire, seul moyen d'atténuer les injustices qui sont fréquemment les conséquences de l'application de notre texte.

Les Cours d'appel ont longtemps admis la preuve contraire (1), mais leurs arrêts ont tous été successivement

(1) Angers 17 juillet 1829, sous Cass. 26 janvier 1836. D. 36. 1. 43. Amiens, 20 août 1840 sous Cass. 30 novembre 1841. Journal du Palais, 1842, 1. 736. Laon, 11 mars 1845, confirmé par la Cour d'A-

cassés, et un arrêt de la Cour de Rennes du 14 février 1901 (D. 1903, 2, 441), se rallie à la solution de la Cour suprême. Cette longue opposition des Cours d'appel est une preuve de plus de l'injustice et de la faiblesse de cette solution.

D'ailleurs certaines décisions de la Cour de Cassation sont en contradiction avec ce refus de la preuve contraire. Nous avons vu que d'après la jurisprudence l'article 918 ne s'applique pas aux aliénations qui n'ont pas l'apparence onéreuse ; la conséquence de l'admission d'une présomption de fait à l'encontre de la présomption légale : « Attendu, trouvons-nous dans un arrêt (1), qu'elle (la présomption légale), ne peut s'appliquer à une donation pure et simple limitée à « à la nue-propriété ou faite avec réserve d'usufruit « sans imposer par ailleurs aucune charge quelconque au donataire, que dans ce cas le caractère de la libéralité, étant directement défini par l'acte même, sans aucune apparence de déguisement il s'ensuit que le fait juridique auquel l'article 918 attache la « présomption de gratuité faisant défaut cette présomption devient sans objet et que la dispense de rapport qu'il y attache d'une manière indivisible doit elle-même inexplicable. » La Cour de Cassation raisonne sur une constatation de fait, un *indice*, et de ce raisonnement conclut que l'article 918 est inapplicable. De l'indice relevé dans les stipulations de l'acte, la Cour de

miens, sous Cass. 19 août 1847. D. 48. 1. 202. S. 49. 1. 137. Rennes, 12 mars 1897, sous Cass. 26 juil. 99. S. 1900. 1. 177. D. 1902 1. 433.

(1) Civ. 24 août 1874, D. 75. 1. 129.

Cassation déduit cette conséquence que la fraude redoublée, ne peut se produire, par suite elle écarte l'article. Ce faisant elle admet contre la présomption de la loi, une présomption de fait, une preuve.

Voici une première contradiction, elle n'est pas la seule : supposons une vente sous réserve d'usufruit moyennant un capital payable au décès du vendeur, l'article 918, ne devra pas s'appliquer, a jugé la Cour de Cassation le 13 février 1861 (1). En l'espèce, un père avait vendu à l'un de ses enfants, un bien en s'en réservant l'usufruit, moyennant d'une part une rente viagère et d'autre part un capital payable à ses héritiers cinq ans après sa mort. La Cour appliqua notre texte à la part de biens représentée par la rente viagère, et l'écarta quant à la part représentée par le capital, malgré la réserve d'usufruit. Les deux décisions sont, je le crois, très exactes, mais la seconde admet une présomption de fait contre notre présomption légale. Cette part de biens qui devait être payée en capital, était vendue sous réserve d'usufruit, mais le fait que le paiement devait être reçu par les héritiers excluait toute idée de fraude. Les circonstances *prouvaient* la fausseté de la présomption, il était juste de l'écartier, c'est ce que fit la Cour, admettant une preuve contre l'article 918.

Enfin, nous avons plus haut (2), un arrêt qui admit : « que tous les faits de la cause *prouvaient* que les deux

(1) D. 61. I. 369.

(2) P. 98. Caen, 29 novembre 1861, S. 62. 2. 513.

« actes litigieux avaient pour unique objet l'avantage
« des vendeurs. » Dans cette espèce l'injustice de la
présomption était telle que la Cour ne pouvait juger au-
trement, ce qui montre une fois de plus la nécessité
d'admettre qu'il est possible de prouver la fausseté de la
présomption.

§ 2.

La présomption de l'article 918 est double ; l'aliéna-
tion est présumée gratuite ; elle est présumée dispensée
de rapport. Cette union « indivisible » des deux pré-
somptions a été invoquée en faveur de la doctrine qui
prétend que le déguisement d'une donation entraîne par
lui-même dispense de rapport (1) ; doctrine que quel-
ques rares arrêts ont mis en pratique. D'après les par-
tisans de cette opinion, l'article 918, en dispensant de
rapport une donation déguisée, n'a fait que lui appliquer
une règle commune à toutes ces donations, car il n'y a
pas de raison de dispenser de rapport cette sorte de do-
nations, si les autres donations déguisées n'en sont pas
également dispensées. Un arrêt de la Cour de Nancy du
26 septembre 1834 (2), réfute cette théorie. La disposi-
tion de l'article 918 est nécessairement limitative, on ne
peut raisonner par analogie pour étendre l'une ou l'au-
tre de ses présomptions à des actes qu'il ne prévoit pas

(1) Aubry et Rau t. VI. § 632. texte et note 17. Toulouse 7 juillet
1829, D. 1830. 2. 142. Lyon, 24 juin 1859. S. 60. 2. 18.

(2) S. 35. 2. 63.

expressément. Sa nature de présomption légale et ses motifs interdisent cette extension, la vente sous réserve d'usufruit ne présente pas d'avantage pour l'acquéreur pendant la vie du vendeur, par suite si elle masque une donation, ce ne peut être qu'une donation précipitaire : il en est de même d'une vente à fonds perdu qui grève l'acquéreur de charges qui ne prendront fin qu'au décès du vendeur. Enfin cette dispense de rapport est un tempérament à la rigueur de la présomption de gratuité, dont elle est inséparable et qui isolée de cette présomption « devient inexplicable » (1), elle n'est pas une conséquence directe du déguisement, mais une limite apportée à l'article 918, qui n'a aucun rôle à jouer dans la controverse.

Cette vente où l'article 918 voit une donation précipitaire est comme telle soumise à réduction. Auteurs et arrêts sont d'accord pour reconnaître que cette réduction se fera en valeur et non en nature (2) comme de droit commun, l'article dit en effet que « *la valeur* des biens aliénés sera imputée sur la quotité disponible » et l'excédent rapporté à la masse. »

Cette opinion presque unanime a été critiquée par Aubry et Ran (3) ; elle diminue les garanties accordées aux réservataires ; au cas d'insolvabilité de l'acquéreur

(1) Civ. 24 août 1874, D. 75. I. 129.

(2) *L'excédent de valeur*, s'il en peut exister,
Vient se joindre à la masse et doit se rapporter,

dit le traducteur en vers du Code civil.

(3) T. VII, p. 210, note 24.

elle les laisse désarmés alors qu'il s'agit d'aliénations contre lesquelles la loi a jugé une protection spéciale indispensable. L'argument qu'on fait valoir en faveur du rapport, en valeur de l'excédent est sans force. La quotité disponible est une fraction de la valeur des biens composant la succession ; il faudra nécessairement imputer sur cette valeur du disponible la *valeur des biens aliénés*, et non ces biens eux-mêmes, ce qui ne se comprendrait pas. L'excédent sera rapporté le texte ne nous dit pas comment, dans ces conditions c'est le droit commun qu'il faut appliquer, l'excédent sera rapporté en nature comme dans les autres cas de réduction.

Le raisonnement d'Aubry et Ran serait irréfutable si le législateur lui-même n'avait compris l'article comme l'ont plus tard compris ses interprètes. Le tribun Jaubert expliquait au Tribunat notre texte en ces termes :
« Rien ne peut empêcher que la propriété ne reste à ce-
« lui qui l'a acquise : mais la valeur de la propriété
« sera imputée sur la quotité disponible sans égard aux
« prestations servies, et l'*excédent de la valeur* s'il y en
« a sera rapporté à la masse (1). » Comment concilier un rapport en nature avec la persistance de la propriété chez l'acquéreur et avec cette déclaration formelle que le rapport doit se faire en valeur. Aubry et Ran objectent bien que Jaubert ne faisait qu'expliquer comment on était arrivé au parti « mitoyen », qui fut adopté, mais il faut reconnaître que lorsqu'il parle de

(1) FENET, t. XII, p. 594.

rapport en valeur Jaubert ne fait qu'expliquer et développer le texte même de l'article 918.

Quelques arrêts ont ordonné le rapport en nature (1), le plus souvent sans fournir aucun argument à l'appui de leur décision ; ils sont toujours resté l'exception.

L'acquéreur reste propriétaire, il n'est que débiteur envers la succession d'une somme d'argent ; il faut ajouter qu'il reste propriétaire en vertu de la vente, qui continue à produire ses effets comme vente. La présomption écrite pour protéger la réserve n'a qu'un effet, le seul utile à cette protection, il oblige l'acheteur à subir la réduction, mais on ne peut l'étendre, et cette réduction mise à part, la vente reste intacte et produit son effet de vente l'acquéreur conserve par exemple son droit à garantie (2). Le seul effet de l'article 918 est de l'obliger à subir l'imputation sur le disponible de la valeur du bien acquis et à rapporter l'excédent.

La valeur qui doit être imputée sur le disponible est dit l'article 918, « La valeur en pleine propriété ». Ici le sens de cette expression est un peu plus large que d'habitude, car si au cas de réserve d'usufruit elle si-

(1) Sic. Poitiers, 26 mars 1825. Devilleneuve 1825-1827. 2. 56. Paris, 9 juillet 1825, réformant un jugement de Versailles du 4 juin 1824. D. Répert. v^o Dispositions n^o 1022. — Bourges, 8 avril 1834. D. Répert. v^o Dispositions n^o 1020. 3. contra. — Orléans 2 avril 1824, D. Répert. v^o Successions n^o 1254. 1. — Paris, 3 mars 1863. D. 63. 2. 192. — Bordeaux 17 juillet 1845, S. 46. 2. 440 — Bruxelles, 6 juin 1860. Pasirisie 60. 2. 329. et 27 avril 1865. Pasirisie 65. 2. 164.

(2) V. G. Demante note sous S. 84. 1. 97. et « De la loi et de la jurisprudence en matière de donations déguisées ».

gnifie que c'est la somme des valeurs de l'usufruit et de la nue-propriété, la valeur du bien en dehors de tout démembrement de propriété qui devra être imputée, ce qui est son sens ordinaire, au cas de vente à fonds perdu, elle signifie que l'on ne tiendra pas compte des prestations qui ont peut-être été payées, des arrérages de la rente viagère par exemple (1) ; « sans avoir égard « aux prestations servies », disait Jaubert au Tribunal.

Est-ce à dire qu'on ne tiendra compte d'aucune des prestations fournies ? Certainement non. Au cas de vente sous réserve d'usufruit on ne tiendra pas compte du prix en capital qui a peut-être été payé. Il est présumé n'avoir pas été payé, en tenir compte, ce serait admettre une preuve contre la présomption, ce que la jurisprudence n'admet pas ; mais au cas de vente à rente viagère, si à côté de la rente viagère, a été stipulé un capital, une rente perpétuelle, ou toute autre prestation de valeur certaine, on en tiendra compte en divisant le contrat, pour appliquer 918 à la seule part vendue à rente viagère. Toute autre charge est déduite de la valeur totale du bien (2), une part égale à la valeur de cette charge reste en dehors de l'aliénation frauduleuse. C'est là ce que décidait, à tort comme nous l'avons vu, l'arrêt de la Cour de Paris du 3 mars 1863, que nous avons déjà rencontré (3) ; à tort, disais-je, parce que la valeur

(1) Sic. Paris, 9 juillet 1825, D. Répert. v^o dispositions n^o 1022. I. Poitiers 23 mars 1839, S. 39. 2. 295. D. 39. 2. 202.

(2) V. p. 80.

(3) V. p. 93.

à imputer ne pouvait être diminuée d'un usufruit déjà éteint au moment du décès de l'aliénateur.

C'est en effet à ce moment du décès du vendeur qu'il faut estimer les biens, pour savoir si la quotité disponible est ou non absorbée par les donations. Cette règle s'applique aux biens vendus à fonds perdu ou sous réserve d'usufruit comme aux biens donnés et aux biens existants, à défaut d'une disposition dérogatoire dans l'article 918, c'est le droit commun, l'article 922 qu'il faut appliquer (1). On estimera donc le bien « d'après son état à l'époque de la donation (2), et sa valeur au temps du décès » de l'aliénateur ; c'est-à-dire qu'on calculera cette valeur en ne tenant pas compte des améliorations ou détériorations qui sont le fait de l'acquéreur mais seulement de celles qui ont une cause fortuite.

§ 3.

α) C'est ce mode de calcul qui tient compte à l'acquéreur des plus-values résultant des impenses utiles qu'il a faites, le montant de cette plus-value sera déduit de la valeur du bien en vertu de l'article 922, et non de l'article 861 comme l'a dit un arrêt de la Cour de Paris, du 9 juillet 1825 (3) ; l'article 861 n'a trait qu'au rapport et ne peut-être invoqué ici, pas plus que l'article 862 qui

(1) Cf. Demolombe. Donations II. 519 et les auteurs qu'il cite.

(2) C'est à tort que l'arrêt d'Orléans, 2 avril 1824, précité, ordonne l'estimation des biens « dans l'état où ils étaient au jour du décès ».

(3) D. Répert. v^o dispositions, n^o 1022. 1.

permet au donataire obligé au rapport de répéter ses impenses nécessaires. Cependant l'acquéreur obligé à subir l'imputation prévue par l'article 918 a droit à ce que ses impenses nécessaires soient déduites de la valeur du bien, mais c'est encore en vertu du même article 922 ; car si le bien était resté dans le patrimoine du vendeur, de deux choses l'une ou bien ces dépenses n'auraient pas été faites, et le bien aurait été déprécié d'autant, ou bien elles auraient été supportées par le vendeur, dans l'un comme l'autre cas, ce sont les héritiers qui les auraient payés ; c'est encore à ces héritiers de les payer malgré la vente.

Ces impenses sont les seules sommes qui entreront en ligne de compte à la décharge de l'acquéreur ; il ne pourra pas réclamer le prix de la nue-propriété qu'il a acquise et payée ; ni les arrérages de la rente viagère, ni même l'excédent de ces arrérages sur les revenus du bien (1). Il serait pourtant équitable de lui permettre de répéter ce qu'il a ainsi payé. Dans le premier cas, celui de la vente sous réserve d'usufruit, l'acquéreur a payé sans rien recevoir en échange, il lui faudra payer une seconde foi pour entrer en possession. Dans le second cas après avoir payé les arrérages de la rente, il lui faudra payer le bien comme s'il n'en avait encore rien versé. Le seul remède est la dispense de rapport qui accompagne la présomption ; dispense de rapport qui di-

(1) Paris, 9 juillet 1825. D. Répert. n° 1022. — Bourges, 8 avril 1834. D. Répert. v° dispositions n° 1020. 3. — Poitiers 23 mars 1839. S. 39. 2. 295. D. 39. 2. 202. — Rouen 31 juillet 1843. S. 44. 2. 30.

minue la somme qu'aura à payer l'acquéreur ; il ne sera débiteur que de l'excédent de la valeur du bien sur la quotité disponible ; mais cette dispense n'est qu'un palliatif très insuffisant qui restera sans effet utile si le disponible est épuisé par des donations antérieures.

L'injustice de ces solutions, et l'insuffisance du remède ont amené quelques auteurs à permettre au pseudo-donataire de se faire tenir compte des sommes qu'il a payées en vertu du contrat (1), mais leurs arguments ont été facilement réfutés (2). Ils invoquent la loi de nivôse qui permettait cette répétition, mais oublient qu'elle ne statuait à cet égard que pour les donations antérieures à sa promulgation. Ils invoquent l'opinion de Portalis qui, au Conseil d'Etat, soutint qu'il était juste de permettre ces répétitions, mais ce n'était qu'une opinion personnelle qui ne fut pas prise en considération. Enfin, ils invoquent l'injustice qu'il y a à refuser à l'acquéreur le droit d'exercer ces répétitions, surtout dans le cas où des donations antérieures ont déjà épuisé le disponible, ce qui obligera l'acquéreur à payer une seconde fois la valeur intégrale du bien. A cela, auteurs et arrêts répondent qu'il est contradictoire d'admettre la répétition d'un prix alors qu'il s'agit d'un acte à titre gratuit ; la présomption de gratuité entraîne nécessairement que les quittances que peut présenter l'acquéreur ne constatent que des paiements fictifs ; enfin admettre

(1) Duranton VII, 337. Maleville sous 918.

(2) Marcadé sous 918. 5.

ces répétitions équivalent à déduire les sommes prétendument payées de la valeur à imputer sur le disponible, ce qu'on ne peut faire puisque c'est la valeur intégrale du bien « sans égard aux prestations servies », qui doit être imputée sur le disponible (1).

Il faut remarquer que toute contradiction disparaît, si l'on admet l'acquéreur à prouver que la présomption, se trouve à son égard en défaut. En effet une fois cette preuve faite, une part du bien de valeur égale aux prestations dont le paiement a été prouvé, est soustraite à la présomption de gratuité. Il faudra diviser le contact comme le fait la jurisprudence au cas de vente faite à la fois pour une rente viagère et un capital (2). Les répétitions sont ainsi rendues inutiles. C'est une raison de plus de désirer la disparition de cette jurisprudence injuste qui refuse d'admettre la preuve à l'encontre de la présomption de l'article 918.

β) De droit commun le donataire soumis à la réduction doit remettre à la succession les fruits du bien dont il est dépouillé, du jour du décès si la demande en réduction est formée dans l'année du décès, sinon du jour de cette demande. Faut-il appliquer cette règle à l'acquéreur soumis à la réduction par l'article 918 ? Cet article

(1) La Cour de Poitiers, 23 mars 1839, (D. 1839. 2. 202) prétend que si l'acquéreur pouvait se faire tenir compte de ce qu'il a payé, il retiendrait plus que le disponible. C'est inexact ; C'est au contraire si on lui refuse ce droit qu'il retiendra moins que ce disponible. Cf. Laurent, t. XII, p. 175.

(2) Rég. 13 février 1861, D. 61. 1. 369. S. 61. 1. 689 note. Journal du Palais 1861, 1. 433, note.

ne contenant sur ce point aucune règle dérogatoire, c'est le droit commun qu'il faut appliquer. Il n'y a aucune raison de faire une exception pour les donations déguisées, parmi lesquelles se rangent nos aliénations ; on leur appliquera donc l'article 928, comme aux donations pures et simples. Un arrêt de la Cour de Poitiers du 23 mars 1829 (D. 1839, 2, 202), condamne l'acquéreur à payer « les annuités des rentes actives et les intérêts des capitaux » du jour du décès du donateur comme si telle était la règle générale ; cette décision est probablement inspirée par la théorie qui refuse d'appliquer l'article 928, lorsque le donataire soumis à réduction est l'un des cohéritiers (2). L'article 928 ne distinguant pas, il n'y a pas de raison d'appliquer au donataire cohéritier une règle particulière.

Quels seront ces fruits ? Lorsque la réduction se fait en nature comme de droit commun, ce sont les fruits qu'a produit le bien qui sont versés en nature à la succession. Mais ici il s'agit d'une réduction en valeur. Aucune décision judiciaire ne statue sur la question à propos des aliénations à fonds perdu ; mais un arrêt de la Chambre des requêtes (3), décide dans un cas analogue, celui où le bien ayant été vendu par le donataire la réduction se fait en valeur, que les fruits dûs sont les intérêts de la valeur qui doit être remise à la succession

(1) Paris, 5 août 1852. D. 1853, 2. 30. — Réc. 23 novembre 1853, D. 54. 1. 390.

(2) Sic. Bastia, 29 juin 1857. D. 58. 2. 65.

(3) Réc. 10 juin 1902, D. 1904, 1. 425.

calculés au taux légal. Je crois que l'acquéreur soumis à réduction en vertu de l'article 918 devrait de même les intérêts au taux légal de la somme dont il est débiteur envers la succession ; l'acquéreur restant propriétaire garde la jouissance et par suite ne peut être tenu à remettre les fruits en nature.

γ) Le droit de propriété de l'acquéreur reste intact. La réduction ordonnée par l'article 918, se fait en valeur et par suite ne produit aucun effet résolutoire. Les droits réels consentis par l'acquéreur à des tiers resteront intacts car le droit de leur auteur reste lui-même intact (1). De même si l'acquéreur a revendu le bien ou l'a aliéné de quelque manière que ce soit, le nouveau propriétaire ne pourra en rien être inquiété par la réduction. Cette conséquence de la réduction en valeur est un des arguments que font valoir Aubry et Ran (2), pour prouver que la réduction doit être faite en nature, même dans l'hypothèse prévue par l'article 918. Un arrêt de la Cour de Rouen du 31 juillet 1843 (3), juge que les demandeurs en réduction peuvent revendiquer le bien contre le tiers acquéreur ; et invoque à l'appui de sa décision l'article 930, qui dit-elle, est général et doit s'appliquer aux donations déguisées comme aux autres. La solution est inexacte ; l'article 930 ne fait qu'énoncer et limiter une conséquence de l'effet résolutoire de la réduction. Dans l'hypothèse de l'article 918, il n'y a pas

(1) Demante, t. IV. 56 bis VI.

(2) T. VII, p. 210, note 24, V. supra, p. 123.

(3) S. 44, 2. 30.

d'effet résolutoire, ce qui exclut toute possibilité d'une revendication.

Comme le font remarquer Aubry et Ran, les garanties accordées aux réservataires sont par là diminuées ; c'est la conséquence de ce tempérament à la rigueur de notre texte qu'est la réduction en valeur.

En résumé, l'article 918, se borne à soumettre les aliénations qu'il juge frauduleuses à la réduction. Cette réduction n'a pas lieu en nature, mais simplement en valeur sauf cette exception, elle est soumise à toutes les règles du droit commun ; notamment à celle de l'article 923, ces *donations* ne seront réduites que si la réduction des donations postérieures en date ne suffit pas à parfaire les réserves.

SECTION II.

Qui peut invoquer l'article 918.

L'article 918, ordonne la *réduction* d'une aliénation qu'il présume faite à titre gratuit, il est donc facile de déterminer les bénéficiaires de cette présomption ; les demandeurs éventuels à l'action en réduction ; les réservataires (1). Le texte ne le dit pas directement, il se borne à interdire aux collatéraux, et aux successibles en ligne directe qui ont consenti à l'acte, de demander l'imputation ; mais c'est suffisamment indiquer que seuls

(1) Cf. art. 921, c. civ.

peuvent agir les successibles en ligne directe, les réservataires.

Seuls, ils pourront ainsi que leur ayants-cause, profiter de la présomption. L'article 918, n'a pas d'effet à l'égard des étrangers et des collatéraux ; pour eux l'aliénations reste, ce qu'elle est en apparence, un contrat à titre onéreux qui ne diffère en rien des autres. D'où cette conséquence : si lors de l'ouverture de la succession, les réservataires se trouvent en présence d'une de ces aliénations, et de donations faites à des étrangers, la masse sur laquelle devra être calculée la quotité disponible sera différente suivant l'acte qu'il s'agira de réduire, et par suite la quotité disponible sera elle-même différente.

Par exemple supposons que le vendeur à rente viagère laisse comme habiles à se porter ses héritiers ses trois enfants dont celui à qui il a vendu à fonds perdu un immeuble valant 10.000 francs. Le de-cujus a fait à un étranger une donation de 2.000 francs, et laisse un actif net de 2.000 francs. Nous supposons pour écarter toute controverse étrangère à notre question que les trois enfants acceptent la succession.

A l'égard du donataire étranger, l'aliénation à rente viagère est vraiment à titre onéreux, la valeur du bien vendu n'entrera pas dans la masse qui sera de 4.000 fr. (2.000 francs de biens exstants + 2.000 francs de biens donnés). La quotité disponible est $\frac{1}{4}$ (3 enfants). La donation faite à l'étranger ne vaudra que jusqu'à concurrence de ce disponible 1.000 francs.

Au contraire, à l'égard des enfants, la masse est de

14.000 francs (2.000 francs de biens exstants, + 2.000 francs donnés à l'étranger + 10.000 francs *donnés* à l'un des enfants). La quotité disponible $\frac{1}{4}$ est de 3.500 francs, sur lesquels le donataire étranger prendra les 1.000 francs auxquels il a droit et l'acquéreur en conservant le bien versera à la succession l'excédent de sa valeur 10.000 francs sur le disponible qui n'est plus que de 2.500 francs (3.500—1.000), soit 7.500 francs (1).

Le donataire étranger ne pourrait pas se prévaloir de l'article 918 pour faire entrer dans la masse la valeur du bien aliéné à fonds perdu ; ce qui lui permettrait de conserver en entier les 2.000 francs qu'il a reçus du défunt. L'article 918 écrit pour protéger la réserve ne peut être invoqué que par les réservataires et profite à eux seuls.

Les réservataires, seuls bénéficiaires de la présomption peuvent renoncer à l'invoquer, ceci est conforme au droit-commun, d'ailleurs cette renonciation est expressément prévue par notre texte qui exceptionnellement l'autorise même avant l'ouverture de la succession par dérogation à la prohibition des pactes sur succession future. Parmi ces réservataires, il en est un qui ne peut invoquer l'article 918, et prétendre que l'aliénation est gratuite : c'est l'acquéreur qui étant successeur en ligne directe est réservataire, mais il ne sau-

(1) Peu importe que l'aliénation à rente viagère soit ou non antérieure à la donation, puisque à l'égard du donataire étranger, elle est à titre onéreux. Cf. Levasseur. Quotité disponible, n° 177. second exemple.

rait se prévaloir de la fraude qu'il a commise pour en tirer avantage ; aussi lorsque ses cohéritiers auront renoncé à l'action en réduction, il ne pourra arguer du caractère gratuit que notre texte donne à l'acte pour refuser par exemple le paiement du prix du bien vendu sous réserve d'usufruit, ou le paiement de l'arriéré de la rente. Il n'est pas au nombre de ceux qui ont le droit de se prévaloir de l'article 918, quoi que puisse dire l'arrêt de la Cour de Rennes du 14 février 1901 (1), qui argumente vainement en sens contraire de la dispense de rapport sous-entendue par cet article ; dispense qui n'est qu'une limitation apportée à la présomption et non la preuve qu'elle profite au fraudeur comme à ses victimes.

L'article 918, dispose *in fine*, que « cette imputation » et ce rapport ne pourront être demandés dans aucun « cas par les collatéraux ». C'est l'évidence même, puisque les collatéraux n'ont aucune réserve. Nous avons vu que cette disposition écrite alors que le projet reconnaissait une réserve à certains collatéraux a survécu à la suppression de cette réserve ; elle est aujourd'hui absolument inutile.

Néanmoins certains auteurs ont voulu lui trouver un sens capable de lui donner une utilité, d'en faire autre chose qu'un « non-sens (2) ». Certains (3) ont prétendu que cette disposition visait les ventes à fonds perdu faites

(1) D. 1903. 2. 441.

(2) Duranton VII, 331. IV.

(3) Toullier t. V. n° 134 et Poujol sous 918, n° 5.

à des collatéraux, pour les soustraire à la présomption de gratuité. Il est exact que ces aliénations ne sont pas présumées gratuites, mais ce n'est pas la conséquence de la malencontreuse phrase qui nous occupe. Le texte n'ayant établi la présomption que pour les aliénations faites à des successibles en ligne directe, il n'y avait aucune utilité à l'écarter expressément de celles faites à des collatéraux.

Duranton (1) cherche une autre explication. D'après lui il s'agirait comme dans l'interprétation précédente d'aliénations à des collatéraux, mais la fin de l'article 918 tendrait à interdire aux héritiers collatéraux de demander à l'acquéreur le rapport ordinaire dérogeant ainsi à l'article 843 puisque cette dispense ne résulterait pas de la volonté expresse du de-cujus.

Cette interprétation qui est viciée de la même erreur que celle de Toullier est en outre réfutée par le texte même de l'article 918 : dans ce texte le mot rapport qui a le sens de réduction quand il s'agit des parents en ligne directe ne peut avoir un autre sens à l'égard des collatéraux, alors surtout qu'il n'est écrit qu'une fois dans la phrase, et s'applique à la fois aux parents en ligne directe et en collatérale ; le sujet de la proposition ne peut avoir un sens différent pour chacun des compléments. Il ne s'agit donc pas du rapport ordinaire, d'ailleurs la phrase finale se réfère à la précédente, en disant *ce rapport*, c'est de celui dont il vient d'être parlé

(1) VII. 331. IV.

qu'il s'agit encore : c'est-à-dire de la réduction. Enfin la phrase elle-même indique suffisamment son sens : ce n'est pas le rapport que ne pourront demander les collatéraux, mais « *cette imputation et ce rapport* », un rapport qui se fait à la suite d'une imputation sur le disponible ne peut être qu'une réduction (1).

Les travaux préparatoires prouvent aussi qu'il ne s'agit pas de rapport, mais de réduction car Jaubert commentant au Tribunat, l'article du projet qui devait par la suite être l'article 918, disait : « Les successibles « en collatérale ne pouvaient entrer en rien dans cette « prévoyance de la loi, *il n'y a pas de réserve pour eux.* « Comment pourraient-ils venir attaquer des aliénations « qui ne les privent d'aucun droit acquis... *Néanmoins* « *les tribunaux ont tant eu à s'occuper de ces sortes de* « *réclamations que le projet a cru devoir déclarer que* « *dans aucun cas les successibles en ligne collatérale ne* « *pourraient former aucune demande à raison des alié-* « *nations faites soit à charge de rente viagère soit à* « *fonds perdu ou avec réserve d'usufruit.* » (2). La survivance de cet alinéa final fut donc intentionnelle, et avait pour but d'éviter des difficultés. Ce but comme nous l'avons pu voir, ne fut pas atteint ; mais le doute n'est pas permis, cette phrase malencontreuse n'a d'autre sens que celui-ci, les collatéraux n'étant pas réserva-

(1) Cf. Marcadé sous 918. 6. et D. 70. 2. 113 note.

(2) FENET, t. XII, p. 594.

taires ne peuvent demander la réduction, c'est un simple rappel du principe général (1).

Seuls les héritiers en ligne directe peuvent demander l'imputation et le rapport, peu importe qu'ils aient ou non été héritiers présomptifs au jour du contrat, il suffit qu'ils viennent à la succession, ils agissent en qualité de réservataires, ils ne peuvent donc agir que s'ils sont héritiers, et à cette seule condition d'être héritiers.

Un enfant légitime né après l'aliénation (2), un enfant naturel reconnu après ce même moment (3) pourront demander l'imputation et le rapport. Par contre le père et la mère naturels, n'auront pas ce droit, si du moins comme le fait la jurisprudence (4) nous leur refusons tout droit à une réserve. De même et pour cette même raison qu'il n'est pas réservataire, le conjoint survivant ne pourra demander l'imputation (5).

Le droit d'invoquer l'article 918 n'est donné qu'aux réservataires, mais ce droit peut être transmis par eux ou

(1) Le Code civil Italien profitant de la controverse soulevée en France, par l'alinéa final de l'article 918, ne reproduit pas cet alinéa dans son article 811.

(2) Poitiers, 23 mars 1839, D. 39. 2. 202. Civ. 25 novembre 39. D. 1840. 1. 14.

(3) Réc., 23 juin 1831. D. 31. 1. 217. S. 31. 1. 279. Agen. 20 novembre 1847. D. 48. 2. 39, reconnaissent à la fois l'existence d'une réserve du profit de l'enfant naturel et son droit de demander l'imputation en vertu de 918.

(4) V. arrêts cités dans le Code civil annoté de Fuzier Hermann, sous l'article 915, n° 1.

(5) Cf. arrêt d'Orléans du 14 mai 1864 (D. 64. 2. 173) accordant l'imputation demandée à la fois par la femme survivante et par le fils du de-cujus.

exercé en leur nom. Au cas d'une cession de droits successifs, le cessionnaire pourra exercer ce droit de même les successeurs universels testamentaires ou *ab-intestat* de l'héritier. Enfin si l'héritier néglige de faire valoir son droit, ses créanciers pourront l'exercer en son lieu et place en vertu de l'article 1166 (1).

SECTION III.

Du consentement des co-successibles à l'aliénation.

Caractère. — Conditions. — Effets.

§ I^{er}

La loi du 17 nivôse an II, autorisait exceptionnellement les aliénations à fonds perdu au profit des successibles lorsque « les parents du degré de l'acquéreur et
« des degrés plus prochains y interviennent et y con-
« sentent. »

Le Code écarte par une disposition analogue l'imputation sur la quotité disponible et le rapport de l'excédent lorsque les autres « successibles » en ligne directe ont consenti à l'aliénation.

La loi de nivôse, réclamait le consentement des parents les plus proches des héritiers présomptifs ; le Code réclame le consentement des « successibles », nous re-

(1) Orléans, 15 décembre 1905. La loi, 26 décembre 1905, cf. Laurent, t. XII, p. 185.

trouvons encore ce mot dont l'imprécision a causé tant de controverses. Faut-il ici comme dans la première partie de l'article comprendre « héritiers présomptifs » c'est la solution de la loi de nivôse conservée sans changement, le consentement prend alors le caractère d'une attestation de la sincérité de l'acte, c'est une preuve (1). Faut-il au contraire comprendre héritiers réels, le consentement n'est plus alors une preuve ; comment un enfant né longtemps après l'aliénation attesterait-il la loyauté des contractants, que le législateur lui-même n'a aucun moyen de reconnaître ; le consentement de cet enfant ne peut-être qu'une renonciation, à l'action que lui donnait la loi (2).

Quel est celui de ces deux caractères que le législateur a entendu donner au consentement des successibles ? Quel est le sens du mot successible ?

Au premier abord il semble que puisque nous avons admis que dans le premier paragraphe « successible signifie « *héritier présomptif* » nous devons admettre que dans le second paragraphe, il a le même sens. Le consentement serait alors l'attestation de la bonne foi des contractants, et lorsque les héritiers présomptifs auraient tous consenti à l'aliénation, celle-ci serait définitivement

(1) « Cette approbation est la meilleure preuve de l'absence de fraude. » (Marcade sous 918. VI).

«... fait assez *présumer* que leurs intérêts n'ont pas été lésés ». Toulouse, 19 juillet 1825 sous Réq. 2 janvier 1828. D. 28. 1. 80. S. 29. 1. 118.

(2) « ...N'impliquait nullement de la part de l'intimé *la renonciation à son droit de faire imputer sur la quotité disponible* » dit un arrêt.

valable, les enfants nés ou reconnus après le contrat n'auraient aucun droit contre cet acte reconnu définitivement à titre onéreux.

Certains auteurs (1) admettent cette solution, la loi disent-ils, veut permettre au père de famille de conclure en cas de besoin, une vente à fonds perdu, sans soumettre l'acquéreur à la réduction qu'ordonne, l'article 918 ; ce but ne serait pas atteint si le consentement des héritiers présomptifs ne suffisait. On ne pourrait assurer la stabilité de l'aliénation, puisque la survenance d'un nouveau réservataire rendrait ce consentement inutile. D'ailleurs dès que les héritiers présomptifs ont tous consenti la fraude n'est plus à craindre ; ils faudrait supposer une coalition de tous, contre un concurrent purement éventuel, et pareille conspiration est absolument invraisemblable. Enfin c'est à l'exemple de la loi de nivôse que ce moyen d'éviter la réduction fut introduit dans le texte sur la proposition du Conseiller d'Etat Berlier, après avoir réclamée par les tribunaux ; c'est la disposition même de la loi de nivôse qui fut reproduite sous une forme différente, et cette loi réclamait l'intervention des *parents les plus proches*, des héritiers présomptifs (2).

Mais l'opinion que fortifient tous ces arguments, prive les réservataires de la garantie que leur accorde l'article 918, sans qu'ils aient aucun moyen de se rendre compte,

(1) Toullier, t. V. n° 132. — Grenier, t. II. 542. — Coin Delisle, sous 918, 10. — Marcadé sous 918 VI. — Saintespès Lescot, t. II, n° 407. Cf. Demante, t. VI, 56 bis X.

(2) Cf. Marcadé sous 918. VI.

si au jour où la succession s'ouvrira leur réserve sera ou non intacte. Il est possible que dans les conditions où ils se trouvent au jour du contrat, ils n'aient aucun intérêt à l'imputation sur le disponible, bien que l'aliénation soit en réalité gratuite, parce que ce disponible est supérieur à la valeur aliénée, plus tard d'autres réservataires surviennent, le disponible se trouve diminué et peut devenir inférieur à la valeur donnée. Le consentement donné prive les héritiers, aussi bien ceux qui ont consenti que les nouveaux venus, d'une part de leur réserve.

Par exemple voici un père qui a deux enfants, il vend à fonds perdu à l'un d'eux un bien qui vaut 50.000 fr. Ses autres biens représentent une valeur nette de 100.000 francs. La masse sur laquelle devrait se calculer la réserve, est 150.000 francs. Le disponible est $\frac{1}{3}$ puisqu'il y a deux enfants, soit 50.000 francs. La valeur du bien vendu 50.000 francs n'excède pas ce disponible ; l'enfant non acquéreur consent à la vente la réduction est pour lui sans intérêt. Plus tard le père a un troisième enfant et meurt, ses biens et le bien vendu ont gardé les mêmes valeurs. Si l'enfant n'avait pas consenti à l'acte la masse aurait encore été de 150.000 francs. Le disponible aurait été de $\frac{1}{4}$ puisqu'il y a trois enfants soit 37.500 francs. L'acquéreur aurait dû remettre à la succession l'excédent du bien sur cette valeur soit 15.500 francs. La masse à partager aurait été 112.500 francs, elle ne sera que 100.000 francs, car l'enfant ayant consenti le bien vendu est définitivement sorti du patri-

moine du vendeur. Les héritiers auraient intérêt à usèr de l'action en réduction. Le consentement du fils les en a tous privé. Nous avons supposé que les biens n'ont pas changé de valeur entre la vente et l'ouverture de la succession, l'intérêt des héritiers pourrait être plus gravement lésé, si le bien vendu avait augmenté de valeur, ou si le reste du patrimoine avait diminué. La solution qui en apparence est suffisamment protectrice laisse en réalité les héritiers désarmés.

Cette solution dangereuse en fait est inexacte en droit, le texte même de l'article 918 le prouve : « Cette imputation et ce rapport, y est-il dit, ne *pourront être demandés par ceux des autres successibles en ligne directe qui auraient consenti à l'aliénation.* » Le texte apporte une exception à la règle, crée une fin de non-recevoir contre ceux qui ont consenti (1), et contre eux-seuls ; ceux qui n'ayant pas consenti peuvent demander l'imputation, sont tous les réservataires mêmes nés depuis l'aliénation, tous ont un droit égal à l'action en réduction. Pour écarter la réduction, il faut que tous ceux qui ont *au jour du décès* la qualité de réservataire aient consenti. Ce consentement ne peut-être l'attestation de la loyauté des contractants c'est une renonciation à l'acte en réduction (2).

De ce caractère découlent toutes les conditions et tous les effets de ce consentement.

(1) Cf. Laurent XII, 178.

(2) Demolombe. (Don. II. 526) donne un autre argument, il suppose qu'au jour du contrat l'acquéreur est seul héritier présomptif et fait

§ 2.

L'article 918 ne nous dit pas à quel moment devra être donné ce consentement, cependant, tous les auteurs et tous les arrêts sont d'accord pour admettre que ce moment n'a pas d'importance, que ce consentement peut précéder, accompagner ou suivre l'aliénation. La loi de nivôse réclamait *l'intervention* au contrat de ceux qui devaient y consentir. Cependant un arrêt de la Cour de Montpellier du 6 janvier 1829 (1), a décidé qu'un acte conclu sous l'empire de cette loi et qui contenait une vente à fonds perdu au profit d'un successible ne pouvait être attaqué, bien que les successibles n'y aient consenti que longtemps après. La Cour de Montpellier, a très évidemment été influencée par le texte nouveau, sa décision viole ouvertement la loi. Cette solution contraire à la loi de nivôse est celle du Code civil ; le consentement d'un successible est valable quelque soit le moment où il est donné (2). Il est même universellement admis que

remarquer que son consentement ne peut pas écarter 918. Il ne s'agit donc pas du consentement des héritiers présomptifs. Cet argument n'a pas de valeur, l'article 918 réclame le consentement des *autres* successibles ; et même si ce consentement était un témoignage ; l'article 918 devrait s'appliquer à cette hypothèse.

(1) D. 30. 2. 79.

(2) Req. 19 août 1847. D. 48. 1. 202. — Req. 7 février 1848. D. 48. 1. 203. — Rennes 14 février 1901, D. 03. 2. 441. — Orléans 15 décembre 1905. La loi 26 décembre 1905.

cette renonciation à l'action en réduction est valable même si elle est faite du vivant du vendeur ; bien qu'elle soit alors un pacte sur succession future. On ne pourrait en demander la nullité en vertu des articles 791 et 1130 du Code civil qui prohibent ces pactes (1) ; et cela se comprend : si on le pouvait l'alinéa final de l'article 918 n'aurait dans la plupart des cas aucune utilité. Mais cette validité exceptionnelle d'un pacte sur succession future ne doit pas être étendue hors du cas strictement prévu (2). S'il s'agissait par exemple d'une donation pure et simple, la ratification des cohéritiers resterait inefficace si elle intervenait du vivant du donateur, elle ne serait valable que si elle était faite une fois la succession ouverte, en vertu de l'article 1340 et non de l'article 918 (3).

L'article 918 ne détermine pas plus la forme que devra revêtir ce consentement, qu'il ne détermine le moment où il doit être donné. Il faut par suite admettre sa validité en dehors de toute règle de forme, admettre même qu'il peut être tacite. Les juges ont plein pouvoir pour décider si un acte d'un héritier emporte ou non renonciation au bénéfice de l'article 918. Ainsi l'exécution par les cohéritiers du contrat les prive du droit de demander l'imputation et le rapport (4). Au contraire un arrêt

(1) Req. 19 août 1847, D. 48. 1. 202. — Rennes, 14 février 1901. D. 1903. 2. 441.

(2) Cass., 12 novembre 1827, D. 28. 1. 18.

(3) Même arrêt.

(4) Req., 30 novembre 1841. D. 43. 1. 31. S. 42. 1. 282.

d'Angers du 13 août 1879 (1), décide que le fait par un cohéritier d'avoir reçu une part des arrérages de la rente ne constitue pas le consentement prévu par l'alinéa final de l'article 918, étant donné les circonstances de fait qui avaient entouré ce paiement. La question de savoir s'il y a eu ou non consentement est de pur fait, il s'agit de rechercher une intention ; la décision des juges ne donnerait pas ouverture à cassation.

Rien n'empêche l'héritier consentant de se faire payer le consentement qui mettra l'acquéreur à l'abri du risque de réduction, ainsi à décidé un arrêt de la Cour de Toulouse du 19 juillet 1825 (2) ; cet arrêt reconnaît ainsi implicitement le caractère de renonciation de ce consentement, car un témoignage payé resterait sans valeur.

§ 3.

Le consentement donné prive définitivement l'héritier du droit de demander l'imputation et le rapport ; l'héritier consentant ne peut révoquer arbitrairement sa renonciation. Il ne peut qu'en demander l'annulation, s'il a été donné en temps d'incapacité, si encore, il est vicié d'erreur, de violence ou de dol ; c'est ce que décide l'arrêt précité de la Cour de Toulouse.

L'héritier qui a consenti à l'aliénation ne peut l'atta-

(1) D. 80. 2. 137.

(2) Sous req., 2 janvier 1825, D. 28. 1. 80.

quer en vertu de l'article 918, mais si parmi les héritiers il en est qui n'ont pas consenti, ils gardent leur droit intact, la fin de non recevoir n'est opposable qu'à celui qui a adhéré au contrat. Comment la renonciation d'une personne à son droit pourrait elle nuire à d'autres qu'à elle-même ?

Cette relativité entraîne cette conséquence que lorsque quelques-uns seulement des héritiers auront consenti, l'aliénation onéreuse à leur égard ne sera présumée gratuite qu'à l'égard des autres (1), ce qui compliquera quelque peu les opérations de la réduction.

Par exemple, supposons qu'un père ayant trois enfants vende à rente viagère à l'un d'eux un bien d'une valeur de 12.000 francs, avec le consentement d'un seul des deux autres. A son décès ce père laisse un actif net de 8.000 francs.

A l'égard de l'enfant qui n'a pas consenti, la vente n'est qu'une donation, la masse du patrimoine paternel est de 20.000 francs (8.000 francs de biens existants + 12.000 francs de biens donnés), la quotité disponible est $\frac{1}{4}$ et la part de réserve de l'enfant non consentant est également $\frac{1}{4}$ soit 5.000 francs.

A l'égard de l'enfant qui a consenti, la vente est onéreuse, le patrimoine du vendeur se réduit à 8.000 francs, sur lesquels cet enfant prendra sa part de réserve $\frac{1}{4}$ soit 2.000 francs.

Enfin l'enfant acquéreur conservera ce qui reste soit

(1) Aubry et Ran, t. VII, p. 212. Levasseur, n° 173.

13.000 fr. (20.000 moins la somme des parts des deux autres enfants 7.000 francs). Cette somme de 13.000 fr. comprend la part de réserve de l'acquéreur dans les biens existants 2.000 francs, sa part de réserve dans les biens acquis 3.000 francs, la part de réserve à laquelle aurait pu prétendre l'enfant consentant dans les biens vendus s'il n'avait pas consenti, 3.000 francs, enfin le disponible 5.000.

La donation présumée faite est réduite non pas au disponible cumulé avec la part de réserve du donataire (1), mais au disponible cumulé avec la part de réserve du donataire et la part de réserve de l'enfant consentant qui par sa renonciation accroît le disponible au profit de l'acquéreur (2).

Le consentement des cohéritiers qui a ainsi un effet relatif quant aux personnes puisqu'il n'est opposable qu'au seul consentant à encore un effet relatif quant aux actions en ce sens qu'il ne prive l'héritier que de l'action en réduction que lui accordait l'article 918. Toutes les autres actions qu'il pouvait avoir subsistent (3) ; il pourra par exemple attaquer la vente, comme viciée d'erreur, de dol, ou de violence. Il pourra aussi invoquer l'état d'incapacité de son auteur au moment du contrat. Il n'en serait autrement que si le consentement donné pouvait être interprété comme conte-

(1) Article 924. civ.

(2) Cf. autre exemple dans Levasseur, n° 173.

(3) Rennes, 14 février 1901. D. 1903. 2. 441. Aix, 26 mars 1904, D. 1904. 2. 459.

nant confirmation de l'acte à cet égard. Enfin, si le vendeur mourait dans les vingt jours de la vente à rente viagère d'une maladie dont il était déjà atteint lors du contrat, son consentement n'empêcherait pas l'héritier de demander la nullité en vertu de l'article 1975 du Code civil.

Toutes ces conditions et tous ces effets du consentement des successibles sont les conséquences du caractère de renonciation à la réserve que nous lui avons reconnu d'accord en cela avec la jurisprudence. La jurisprudence ne pouvait d'ailleurs donner à ce consentement le caractère qu'il avait au temps de la loi de nivôse, celui d'une preuve de la sincérité du contrat, puisqu'elle n'admet aucune preuve contre la présomption de notre article. Mais même si l'on admet avec nous la possibilité de la preuve contraire, le caractère du consentement ne peut être que ce même caractère de renonciation, nous en avons vu plus haut les raisons.

Résumons maintenant d'un mot les effets de l'article 918 : ce texte établit une action en réduction qui est en principe soumise aux règles du droit commun, sauf une double exception ; cette réduction ne se fait qu'en valeur, et n'a pas d'effet résolutoire ; la renonciation à cette action est possible même avant le décès du vendeur, bien qu'elle constitue dans ce cas un pacte sur succession future.

CONCLUSION

Certains auteurs frappés des injustices que provoque quelquefois l'application de l'article 918 ont jugé qu'il serait bon de le faire disparaître du Code civil (1). Cette abrogation est-elle bien désirable ? Répond-elle à un besoin ?

Nous avons vu que la présomption de gratuité qu'édicte ce texte n'est pas le fruit de la pratique séculaire des tribunaux, de la coutume ; mais que bien au contraire elle est sortie tout armée du cerveau du législateur, qu'elle fut une machine de guerre dressée contre une renaissance éventuelle des idées féodales et nobiliaires. Aussi cette disposition est loin d'avoir la valeur de ces institutions que l'expérience à longuement mûries au cours des siècles, et qui se sont, pour ainsi dire, modelées sur les mœurs même du peuple auquel elles s'appliquent. Un texte conçu dans une période de troubles, commandé par un but politique, fruit de théories nouvelles, dont l'inflexible rigueur n'avait pas en-

(1) Wahl, note sous S. 1900. I. 177.

core été assouplie au contact de la réalité, pouvait être irrémédiablement vicié dans son principe.

En est-il ainsi de l'article 918 ? Est-ce là un texte dont toutes les conséquences sont iniques ? Faut-il sans hésiter le rayer du Code civil ? Je ne le crois pas. Depuis sa promulgation les tribunaux l'ont maintes fois appliqué, sans jamais laisser paraître aucune marque de réprobation, sans jamais lui faire subir aucune de ces tentatives de correction que tant d'autres articles du Code ont subi. C'est donc que cette présomption ne leur semblait pas injuste, qu'elle se trouvait le plus souvent d'accord avec la réalité des faits. Bien plus loin de trouver ses conséquences excessives, lorsqu'une controverse se présentait à leur examen, c'est parfois la solution la plus rigoureuse qu'ils préféreraient, ainsi, ils appliquent notre texte même lorsque la rente viagère est stipulée au profit d'un tiers, ainsi ils refusent à l'acquéreur le droit de prouver sa loyauté.

Les législateurs étrangers n'ont pas plus que les juges français le sentiment que l'article 918 est injuste. Plusieurs pays restèrent après la chute de l'Empire soumis aux dispositions du Code civil, puis dans la plupart une réaction se produisit contre les lois françaises, des Codes nationaux furent rédigés, qui restèrent plus ou moins imprégnés de l'esprit français. Dans tous ces Codes l'article 918 a été conservé.

Dans les Pays-Bas, dès 1814 on commença la révision de notre Code civil, mais le Code civil néerlandais dont la promulgation fut retardée jusqu'en 1838, conserve la

disposition de notre article 918, et même l'aggrave encore. Son article 969 porte que : « Seront réputées do-
« nations toutes les aliénations de biens soit à charge
« de rente viagère, soit avec réserve d'usufruit faites à
« l'un des successeurs en ligne directe (1). » Plus ri-
goureux que le nôtre, ce texte ne tempère pas la pré-
somption en la doublant d'une dispense de rapport, de
plus il ne l'écarte pas, lorsque les co-héritiers ont con-
senti à l'acte. La Belgique qui séparée de la Hollande
depuis 1830, a conservé notre Code civil, a conservé in-
tact l'article 918.

En Italie, les diverses principautés avaient remis en
vigueur leurs anciens statuts. Mais lorsque fut rédigé
pour les Etats Sardes le Code Albertin de 1838, ce Code
pourtant plus inspiré du Droit romain que du Droit
français, reproduisait mot pour mot notre article 918,
dans son article 729. Et lorsqu'en 1865 le Code italien
vint donner à toute la péninsule un droit unitaire, il
étendit à tout le royaume cette disposition, en n'y appor-
tant que des modifications de forme destinées à prévenir
certaines des controverses qu'avait soulevé le texte
français (1).

La principauté de Monaco, qui soumise au Code

(1) Codes Néerlandais. Traduction Tripels.

(2) Code civil italien. Traduction Iluc et Orsier, article 811 : « La
« valeur en pleine propriété des biens aliénés au profit d'un légiti-
« maire à fonds perdu ou avec réserve d'usufruit sera imputée sur la
« quotité disponible et l'excédent sera rapporté à la masse. Cette im-
« putation et ce rapport ne peuvent être demandés par ceux des légi-
« timaires qui ont donné leur assentiment à l'acte ».

Sarde, puis au Code Napoléon avait pu se rendre compte par expérience des bons et mauvais côtés de cet article l'a conservé textuellement dans son Code civil de 1885.

Enfin, un pays où le Code civil Français n'a jamais été en vigueur la Roumanie, à introduit dans son Code de 1864, la disposition de l'article 918.

Si la jurisprudence française l'a ainsi respecté, si les législateurs étrangers l'ont conservé ou introduit chez eux, c'est que l'article 918, n'est pas aussi néfaste qu'on pourrait le croire au premier abord. La présomption qu'il édicte est en général conforme à la réalité des faits.

Il arrive pourtant que cette présomption se trouve fausse, ses conséquences sont alors injustes, nous en avons vu un exemple frappant dans l'arrêt de la Cour de Caen du 29 novembre 1861 (1). Dans ce cas, mais dans ce cas seulement, il faut écarter la présomption. Il existe un moyen très simple d'obtenir ce résultat, sans modifier en quoi que ce soit le texte actuel, c'est d'admettre que cette présomption légale de gratuité n'est pas irréfutable. C'est à la jurisprudence d'accomplir la réforme.

(1) S. 62, 2. 518. Cf. Cass., 26 juillet 1899. S. 1900. 1. 177.

APPENDICE

Formes successives du texte

I. LOI DU 17 NIVÔSE AN II. (16 janvier, 1794).

Article 26. — Toutes donations à charge de rentes viagères, ou ventes à fonds perdus, en ligne directe ou collatérale, à l'un des héritiers présomptifs ou à ses descendants, sont interdites à moins que les parents du degré de l'acquéreur ou de degrés plus prochains n'y interviennent et n'y consentent.

Toutes celles faites sans ce concours depuis et compris le 14 juillet 1789 aux personnes de la qualité ci-dessus désignée, sont annulées, sauf à l'acquéreur à se faire rapporter par son donateur ou vendeur, ou par ses héritiers tout ce qu'il justifiera avoir payé au-delà du juste revenu de la chose aliénée, le tout sans préjudice des coutumes ou usages qui auraient invalidé de tels actes passés même avant le 14 juillet 1789.

N. B. — Le second paragraphe fut abrogé par la loi du 3 vendémiaire an IV, avec toutes les dispositions rétroactives de la loi.

II. TROISIÈME PROJET DE CAMBACÉRÈS (Brumaire an IV, Prairial an IV.)

Article 549. — Toutes donations à charge de rentes viagères ou ventes à fonds perdus, faites en ligne directe à l'un des héritiers présomptifs ou à ses descendants sont interdites.

N. B. — 1^o Suppression des mots : « ou en collatérale », 2^o suppression des mots : « à moins que les parents, etc... n'y interviennent et n'y consentent.

III. PROJET DE JACQUEMINOT : *Titre des Donations entre vifs et à cause de mort.* (Brumaire an VIII, Frimaire an VIII.)

Article 36. — Toutes donations à charge de rentes viagères, toutes ventes à fonds perdus, ou avec réserve d'usufruit, faites à l'un des cohéritiers présomptifs en ligne directe, ou collatérale, est nulle, si l'objet ainsi aliéné estimé d'après sa valeur en pleine propriété se trouve excéder la quotité disponible.

IV. PROJET PRIMITIF DE LA COMMISSION DE L'AN VIII, Livre III, titre IV.
(Thermidor an VIII, Frimaire an IX.)

Article 36. — Reproduit exactement l'article 36, du titre des donations du projet Jacqueminot ci-dessus.

V. PROJET PRÉSENTÉ AU CONSEIL D'ÉTAT, Livre III, titre IX. (21 pluviôse an XI. — 10 février 1803.)

Article 36. — La valeur en pleine propriété des biens donnés à charge de rente viagère et de ceux vendus à fonds perdu ou avec réserve d'usufruit à l'un des successibles en ligne directe sera imputée sur la quotité disponible.

N. B. — Suppression des mots : « ou collatérale ».

2^e Substitution de l'imputation sur le disponible à la nullité.

VI. TEXTE ADOPTÉ PAR LE CONSEIL D'ÉTAT. (2 germinal an XI,
— 24 mars 1803.)

La valeur en pleine propriété des biens aliénés soit à charge de rente viagère, soit à fonds perdu ou avec réserve d'usufruit à l'un des successibles en ligne directe sera imputée sur la portion disponible.

Cette imputation ne pourra être demandée par ceux des autres successibles en ligne directe qui auraient consenti à ces aliénations.

VII. TEXTE MODIFIÉ D'APRÈS LES INDICATIONS DU TRIBUNAT LORS DE LA COMMUNICATION OFFICIEUSE.

La valeur en pleine propriété des biens aliénés soit à charge de rente viagère, soit à fonds perdu ou avec réserve d'usufruit à l'un des successibles en ligne directe sera imputée sur la quotité disponible et l'excédent s'il y en a sera rapporté à la masse.

Cette imputation *et ce rapport* ne pourront être demandés par ceux des successibles en ligne directe qui auraient consenti à l'aliénation, *ni dans aucun cas par les successibles en ligne collatérale.*

Ce texte fut adopté sans nouvelle modification par le Tribunal lors de la communication officielle, le 10 floréal an XI (1^{er} mai 1803) puis par le Corps législatif le 13 du même mois (4 mai 1803). Il n'a depuis subi aucune retouche.

Vu, bon à imprimer

Le Président de la thèse,
CAPITANT.

Vu :

Le Doyen,
CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	158
INTRODUCTION	7

PREMIERE PARTIE

Origine et Histoire de l'article 918 du Code Civil

CHAPITRE PREMIER. — <i>La loi du 17 Nivôse an II</i>	11
§ 1 ^{er} . — Origines	11
§ 2. — Applications	20
§ 3. — Abrogation. — Loi du 4 germinal an VIII....	36
CHAPITRE II. — <i>Le Code Civil</i>	42
§ 1 ^{er} . — Les projets de Cambacérès ; celui de Jacqueminot	42
§ 2. — Le projet de la Commission de l'an VIII.....	46

DEUXIEME PARTIE

L'article 918 du Code Civil.

CHAPITRE PREMIER. — <i>Caractère de l'article 918</i>	51
CHAPITRE II. <i>Condition d'application de l'article 918</i>	59
<i>Sect. I. — Conditions relatives à la nature du contrat</i>	59
§ 1 ^{er} . — Quelles sont ces conditions ?.....	59
§ 2. — Applications. Difficultés contemporaines du contrat	74
§ 3. — Applications. Difficultés postérieures au contrat	97

<i>Sect. II. — Conditions relatives aux parties contractantes..</i>	102
§ 1 ^{er} . — L'article 918 ne s'applique pas aux collatéraux	103
§ 2. — L'acquéreur doit être un successible	105
§ 3. — Interposition de personne	110
CHAPITRE III. — <i>Effets de l'article 918</i>	115
<i>Sect. I. — Sort de l'aliénation présumée gratuite</i>	115
§ 1 ^{er} . — La présomption est-elle irréfragable ?.....	116
§ 2. — Comment s'opère la réduction	122
§ 3. — Eléments du compte. Effet à l'égard des tiers.	127
<i>Sect. II. — Qui peut invoquer l'article 918</i>	133
<i>Sect. III. — Du consentement des co-successibles à l'aliénation</i>	140
§ 1 ^{er} . — Caractère de ce consentement	140
§ 2. — Ses conditions de validité	145
§ 3. — Ses effets	147
CONCLUSION	151
APPENDICE. — <i>Formes successives du texte</i>	155

